

# LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

## NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

- 1<sup>o</sup> Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?
- 2<sup>o</sup> Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?
- 3<sup>o</sup> Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?
- 4<sup>o</sup> Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?
- 5<sup>o</sup> Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromski, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renault, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul, Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, Compère-Morel, Félicien Challaye (France); Bedrit Péyani, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauer, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam, Thomas Mann, Dr. S. Friedländer, Lu Märten, Dr. Manfred Georg, Otto Nuschke, Dr. Theodor Liebknecht, Maximilian Hesse, Karl Wilker (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeisz (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Pflisnier, Henry Guibeaux (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi, Francesco Nitti, Nullo Baldini, Filippo Turati, Claudio Treves, Giov. Batt. Schifalacqua (Italie); W. Douchan, A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genève; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

### Tigrane Zaven

Tigrane Zaven, 50 ans, est l'un des publicistes arméniens des plus en vue. Il a fait ses études secondaires à Constantinople et ses études supérieures à Genève et à Paris. Déjà sur les bancs de l'école, à Constantinople, il faisait du journalisme. A Genève, il a prêté son concours à l'«Osmanli» que faisaient paraître les promoteurs du mouvement jeune-turc Sukuti et Abdullah Djevdet. Imbu d'idées révolutionnaires, il désapprouvait les partis arméniens qui mettaient leur espoir en l'Europe impérialiste pour l'amélioration du sort du peuple arménien et réclamaient l'application



des réformes préconisées par des traités internationaux. A Paris, il a collaboré à l'«Aurore» que publiaient Clémenceau, Pressensé et Urbain Gohier, pendant l'affaire Dreyfus.

Ne pouvant rentrer à Constantinople sous le régime hamidien, il quitta, en 1900, Paris pour le Caucase, où il assis-

ta à la première révolution russe. Profitant de la liberté de la presse conquise par la lutte héroïque du peuple russe, il entreprit la publication d'une revue arménienne «Erkri Tzain» («La Voix du Pays») dans laquelle il mena une campagne courageuse et véhémente sur deux fronts: contre le régime hamidien, et contre les partis nationalistes révolutionnaires arméniens qui se berçaient de l'illusion mortelle d'une intervention européenne en Arménie turque. Il dénonçait avec une grande vigueur et force de persuasion la duplicité des traités conclus soi-disant en faveur du peuple arménien, forgés en réalité pour servir de prétextes aux puissances

de proie d'intervenir dans les affaires turques. Il prêchait le front unique de tous les éléments opprimés et mécontents de la Turquie, pour renverser le despotisme et instituer un régime démocratique, seule solution de la question arménienne et des problèmes des autres peuples asservis: macédonien, albanais, arabe, etc. Sa campagne ne resta pas sans fruits. En effet, le «Dachnaktzoutioun» (la Fédération Révolutionnaire Arménienne), le parti arménien le plus fort, ne tarda pas à conclure un pacte avec les jeunes-Turcs pour combiner leurs efforts. Peu de temps après, Abdul-Hamid, devant la révolte de son armée dirigée par Enver et Niazi, en Macédoine, se voyait obligé de proclamer le fameux «Hurriyet» — la liberté, la Constitution.

M. André Barre dans son livre intitulé «l'Esclavage Blanc», consacré aux questions arménienne et macédonienne, parlant du rôle joué par l'«Erkri Tzain», dit entre autres:

«Cette idée de solidarité turco-arménienne a déjà son organe à Tiflis. Dans cette ville, M. Tigrane Zaven, un Arménien, ancien élève des établissements d'enseignement supérieur à Paris, a fondé un journal dont la fortune subite en Turquie constitue pour le Sultan une menace redoutable et prochaine: l'«Erkri Tzain». Il y préconise la coopération turco-arménienne comme le seul remède efficace contre le régime qui désote la Turquie toute entière.

... Les «Drochakistes» (les membres du parti Dachnaktzoutioun) ont appuyé de leur concours cette propagande rationnelle. Dans une imprimerie clandestine à Van, ils éditent à plusieurs milliers d'exemplaires des feuilles volantes en langues turque, kurde et arménienne où sont développées, commentées et approuvées les idées de l'«Erkri Tzain»...

Après la proclamation de la Constitution, Zaven rentra à Constantinople où il fut appelé à la direction du quotidien arménien «Sourhantag». Puis, il passa au «Jeune Turc», organe quotidien de gauche à tendances démocratiques qui, sans s'inféoder au parti de ce nom, soutenait le nouveau régime et le principe du libre développement des nationalités de l'Empire. Zaven fut

*l'un des piliers de ce journal auquel collaboraient, entre autres parlementaires, Dimitri Vlahoff, alors député socialiste de Salonique, qui défendait avec éloquence la cause des ouvriers et paysans ottomans et des peuples opprimés par le nationalisme turc, particulièrement celle des Macédoniens; y collaborait aussi Parvus, le fameux et talentueux révolutionnaire russe qui, après s'être échappé de Sibérie où il avait été exilé par la réaction triomphante à St. Petersbourg, s'était rendu à Berlin, puis était venu à Constantinople comme correspondant de nombreux journaux social-démocrates allemands.*

*Pendant l'année 1912-13, Zaven fut le correspondant particulier de l'„Humanité“.*

*A la veille de l'armistice, nous voyons Zaven fonder et diriger un quotidien arménien: le „Joghovour“ („Le Peuple“). Ce journal qui, en très peu de temps, acquit la plus grande popularité, a mené une guerre sans merci d'abord contre les égorgeurs de la population arménienne de Turquie pendant la guerre, ensuite contre les Alliés qui, venus soi-disant en libérateurs, se comportaient comme en pays conquies. Le „Joghovour“ fut purement et simplement supprimé par la censure inter-alliée.*

*Deux ans après, Zaven entreprit la publication du „Réveil“, organe en français, qui ne tarda pas à avoir le même sort que le „Joghovour“, les Alliés faisant toujours la loi à Constantinople.*

*Zaven passa ensuite à Sofia, où il représenta des journaux européens.*

*Après la chute du régime agrarien et le déchaînement de la réaction en Bulgarie, il s'est établi à Paris où il collabore à des journaux français et d'autres pays.*

Mon cher Vlahoff,

Tu me demandes mon opinion sur le sort inique fait à la Macédoine et sur ce que je pense d'une Fédération des peuples balkaniques.

Je suppose qu'en m'invitant à participer à la vaste, intéressante et utile enquête qu'a entreprise «La Fédération Balkanique», tu obéis plutôt à un besoin de faire revivre un passé commun, à nous deux, de lutte inlassable et enthousiaste pour cette même idée de la Fédération balkanique, qu'à un mouvement de curiosité, puisque tu n'ignores pas mon sentiment au sujet des questions que tu me poses.

Oui, ce n'est pas d'aujourd'hui que date notre dévouement à cette belle et féconde idée de la Fédération des peuples de la Péninsule. Il date de loin; d'un quart de siècle environ.

C'était avant la guerre balkanique, ou plutôt avant la ruée balkanique sur l'Empire Ottoman. La phalange groupée autour du «Jeune-Turc», organe démocratique, s'inquiétait de la grave tournure que prenaient les événements. Nous voyions avec une angoisse croissante l'éroulement de notre espoir de conserver la paix, et, partant, les chances de la régénération de la Turquie sous un régime assurant à chaque nationalité de l'Empire le droit de libre développement. Entretemps, Rakovski, pourchassé par le boyard Bratiano, arrivait à Constantinople. Notre groupe, composé, entre autres, de Parvus, de toi, et à qui venait se joindre momentanément Rakovski, a décidé d'entamer immédiatement une campagne vigoureuse en faveur d'une Fédération balkanique, unique moyen de salut. La direction du journal était gagnée à notre cause. Cette campagne a été menée dans l'«Ikdam» aussi.

Nous avons pris, avec toi, tu t'en souviens bien, l'initiative de constituer un Comité parlementaire d'action pour cette idée. A la suite de nos démarches, nous avons réussi à obtenir l'adhésion à ce Comité de membres éminents de la Chambre turque, aussi bien musulmans que chrétiens et juifs. Les dirigeants jeunes-turcs, naturellement, n'y entrèrent pas.

Parallèlement, nous avons cru utile de mener une enquête dans les capitales balkaniques mêmes sur l'idée de la Fédération, afin de nous rendre compte des dispositions qui y régnaient dans les milieux politiques. Je me suis mis immédiatement en route pour Sofia, chargé de cette mission. Le résultat de mon enquête fut, tu le sais, décourageant.

Belgrade se montra hautain. Sofia, agressif. Le même Radoslavoff qui, plus tard, faisait l'alliance avec la Jeune-Turquie, pendant la grande boucherie, contre la Russie et les puissances de l'Entente, répondant à mes questions s'écriait: «Eh bien! vous me dites qu'en restant divisés et en déchaînant un conflit avec la Turquie, nous ferions le jeu du tsarisme russe. Soit. Plutôt que de souffrir les Turcs, nous préférierions voir la Russie s'installer dans les Balkans».

Hélas! ni les Jeunes-Turcs, si bornés et si arrogants, ni les dirigeants balkaniques en proie à un impérialisme forcené, instruments serviles des grandes-puissances et déjà

en tractations pour former un bloc, n'ont pas voulu comprendre l'intérêt suprême d'une entente, d'une coopération.

La Fédération balkanique, méprisée, bafouée, insultée par ces mauvais bergers a pris sa revanche, terriblement. La guerre contre la Turquie s'est dégénérée en un conflit sanglant entre les alliés balkaniques et a abouti au traité infâme de Bucarest; et, d'autre part, la rupture de l'équilibre dans la Péninsule a provoqué, finalement, la conflagration la plus formidable et la plus ruineuse qu'ait jamais connue l'humanité.

La guerre mondiale, loin de résoudre les redoutables difficultés dans les Balkans, loin de supprimer les causes de conflits, les a, au contraire, multipliées.

Aujourd'hui, les Balkans, après le traité de Neuilly, constituent un foyer d'incendie pire qu'auparavant. Tandis que certains Etats, comme la Yougoslavie, la Roumanie, souffrent d'un pléthore, d'autres, comme la Bulgarie, sont atteints d'une anémie.

Malgré le mot d'ordre des meneurs de la guerre du «droit»: l'affranchissement et l'auto-détermination des peuples opprimés et subjugués, la malheureuse Macédoine, partagée entre trois puissances, continue à être rivée à ses chaînes d'esclavage. Les minorités ethniques gravissent leur calvaire.

En présence du danger, «La Fédération Balkanique» pousse le cri d'alarme.

Elle a raison.

Tous les intéressés, c'est-à-dire tous ceux qui souffrent de cet état de choses monstrueux, doivent la comprendre et la soutenir dans sa lutte. En premier lieu les Macédoniens, vos compatriotes, qui sont les premières grandes victimes. Ils doivent plus que tous les autres se cramponner à l'idée de la Fédération, car en dehors d'elle pas de salut pour eux.

Ceux d'entre eux qui cherchent la solution de leur problème dans une annexion de la Macédoine par la Bulgarie, font une méprise tragique. Ni la Yougoslavie, ni la Grèce, ni même la Roumanie ne consentiront, à aucun prix, à cette solution, tellement la Macédoine présente pour elles un intérêt vital au double point de vue économique et stratégique. Elles se ligueraient donc contre la Bulgarie qui sera obligée de vivre sur le qui-vive. Et la Péninsule ne connaîtra jamais le sentiment de paix et de sécurité.

Travailler dans ce sens, c'est donc travailler au malheur non seulement du peuple macédonien, mais aussi du peuple bulgare. A preuve, les trois guerres successives qu'a menées la Bulgarie «pour affranchir les frères asservis». Ces guerres, loin d'apporter un soulagement au sort des Macédoniens, l'ont, au contraire, empiré. Aujourd'hui la Macédoine se considérerait heureuse si elle retrouvait la liberté relative dont elle jouissait lorsqu'elle faisait partie de l'Empire Ottoman. Ces guerres, d'autre part, ont constitué autant de calamités pour le peuple bulgare. Aujourd'hui, ce brave peuple, si sympathique, si doué, est assis sur des cendres, morcelé, appauvri, couvert de plaies.

Un certain nombre de Macédoniens préconisent une autre solution: l'union de la Bulgarie avec la Yougoslavie. Dans leur esprit, ce serait là une étape vers la Fédération des peuples balkaniques. Mais cette solution, comme la précédente, ne résoudra ni la question macédonienne en particulier, et ni le problème balkanique en général, car une pareille union, loin d'être un acte de paix et de concorde, serait, au contraire, une machine de guerres et de conflits. En effet, les Etats non-slaves de la Péninsule, la Grèce et la Roumanie, surtout, auxquels se joindront assurément certaines grandes-puissances, verront dans cette union la manifestation de l'hégémonie slave et la combattront de toutes leurs forces.

Le salut est, par conséquent, dans une Fédération de tous les peuples de la Péninsule. Cette union, cette collaboration sincère et permanente des peuples des Balkans, sont commandées par toute une série de raisons décisives: raisons géographiques, économiques, politiques, etc.

La Péninsule, en fait, forme un tout, soit géographiquement, soit économiquement.

Où commencent les frontières naturelles entre la Bulgarie et la Grèce, entre la Grèce et la Yougoslavie et l'Albanie, entre la Bulgarie et la Yougoslavie, entre la Yougoslavie et l'Albanie, — en un mot, entre les Etats des Balkans?

Le morcellement de ce tout, de cet ensemble, le fait souffrir comme souffre un corps vivant dont on détache des membres. Et c'est cette souffrance qui envenime les rapports des Etats balkaniques et crée dans la Péninsule un danger permanent de complications.

Salonique, à l'heure actuelle, est l'un des ports de la Grèce. Ce port est d'une importance primordiale pour la Yougoslavie, car il est l'issue naturelle de la pleine macédo-

nienne se trouvant sous le joug serbe. Voilà la raison pour laquelle la Yougoslavie tend de toutes ses forces à la possession complète de cet accès à la mer.

Il en est de même de Dédéaghatch pour la Bulgarie. En enlevant à celle-ci son débouché naturel à la mer Egée, on la condamne à l'étouffement. La Bulgarie, pour gagner la mer libre, a seulement ses ports de la mer Noire, qui n'est qu'une mer fermée.

Les peuples balkaniques souffrent parce qu'ils sont faibles; ils sont faibles parce qu'ils sont divisés, grâce à leurs gouvernants qui ont intérêt à les diviser et à les dresser les uns contre les autres pour pouvoir régner; et, étant faibles, bon gré mal gré ils sont les instruments des forts, des puissances de rapine et de proie.

Le jour où les peuples balkaniques remédieront à leur faiblesse, c'est-à-dire se fédéreront et s'uniront, le jour où la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et même la Turquie formeront un bloc, ce jour-là aucune puissance du monde, aussi grande qu'elle soit, aussi riche qu'elle soit, aussi perfide et aussi brutale qu'elle soit, ne pourra faire plier sous sa volonté ce bloc de granit.

La Fédération sera donc la garantie de la sécurité, de l'indépendance des peuples qui habitent la Péninsule, vis-à-vis de l'étranger, son ingérence, ses intrigues, ses visées politiques et économiques, car la sécurité et l'indépendance dont ces peuples semblent jouir actuellement ne sont qu'illusoire.

Les peuples balkaniques souffrent aussi parce qu'ils ne peuvent pas mettre en valeur les richesses naturelles que contiennent leurs sol et sous-sol, parce qu'ils manquent de culture et sont privés des grandes acquisitions de la science et de la technique modernes.

Chacun d'eux, au lieu de consacrer ses forces et ses richesses modestes à son développement économique, intellectuel, culturel, c'est-à-dire à des buts productifs, gaspille le gros de ses revenus à des buts improductifs, à l'entretien de l'armée, de la gendarmerie, de la flotte, etc. pour se défendre contre l'ennemi extérieur et intérieur.

On parle de temps à autre d'un pacte balkanique, d'un Locarno balkanique. Un pareil acte suppose de la part de ses parties contractantes l'acquiescement au status quo. Mais qui donc peut être assez naïf pour croire que la Bulgarie se résignera à son sort présent, se résignera à passer l'éponge sur l'injustice criante du traité de Neuilly sans avoir son accès à la mer Egée? Qui peut être assez naïf pour penser que la Yougoslavie, repoussée de Fiume, restera tranquille avant de s'être assurée définitivement une sortie sûre à la mer Egée? La Bulgarie et la Yougoslavie luttent pour un besoin naturel, et tant qu'elles seront tenaillées par un tel besoin, rien au monde ne pourra les empêcher d'en poursuivre la satisfaction. Les poumons sont aussi indispensables aux pays qu'aux hommes. Et comme les hommes, les pays lutteront jusqu'à leur dernier souffle pour s'assurer une libre respiration. C'est pourquoi nous voyons, dressées les unes contre les autres, farouches et irréductibles, non seulement la Bulgarie et la Grèce, c'est-à-dire des anciennes ennemies, mais aussi la Yougoslavie et la Grèce, des anciennes amies et alliées.

Il en était exactement de même au Caucase, lorsque les Arméniens, les Géorgiens et les Azerbeïdjanais avaient des Etats «indépendants». Le Caucase, à l'instar de la Péninsule Balkanique, forme un tout géographique, économique, politique. L'Arménie a son débouché naturel à Batoum, ville géorgienne. Pour avoir accès à la mer, sa ligne ferrée doit passer à travers la Géorgie. D'autre part, pour faire marcher ses locomotives, elle a besoin du mazout de Bakou, capitale de l'Azerbeïdjan. Ce pays, essentiellement agricole, a à son tour besoin des montagnes d'Arménie pour y faire paître ses troupeaux en été. Il est aussi obligé, comme l'Arménie, de traverser la Géorgie pour aboutir à la mer. La Géorgie, et pour son pétrole, et pour son mazout, et pour la satisfaction d'autres besoins pressants, est tributaire de ses voisins. Lorsque ces trois pays se sont érigés en républiques séparées sous le règne du parti Datchnak-tzoutioun en Arménie, du parti social-démocrate menchévick en Géorgie, et du parti Moussavatt en Azerbeïdjan, ils se faisaient une guerre sans merci. Ils avaient continuellement des conflits de territoires, ce qui a abouti à la lutte armée entre la Géorgie et l'Arménie, dont les partis gouvernants — ô ironie du sort! — étaient des membres de la II. Internationale! Les relations entre ces deux peuples, qui ont les mêmes intérêts, étaient tellement envenimées que les menchévicks géorgiens sont allés jusqu'à empêcher l'entrée de farine en Arménie où sévissait une famine effroyable! Le parti Moussavatt, un parti panturquiste et par conséquent chauvin à outrance, sous l'instigation des Jeunes-Turcs cherchait par tous les moyens à rendre difficile l'existence

à l'Arménie. Il convoitait aussi les territoires de celle-ci, poussait à la révolte des villages musulmans qui se trouvaient sous l'administration arménienne, et refusait de livrer à son voisin ni pétrole, ni mazout, de sorte que les trains arméniens se voyaient obligés de marcher en brûlant du bois. Et je ne parlerai pas du concours effectif et efficace que l'Azerbeïdjan moussavattiste a prêté pendant la guerre mondiale à l'armée turque lorsque celle-ci se ruait sur le Caucase pour occuper Bakou, avec la ferme intention de réserver à l'Arménie russe le sort tragique qu'elle avait fait subir à l'Arménie turque: l'extermination.

Les peuples du Caucase n'ont pu entrer dans la voie du travail pacifique et créateur qu'en se fédérant et en liant leurs destinées à celle de l'Union des Républiques Soviétiques. Mais ils n'ont pu le faire qu'en se débarrassant de leurs gouvernants militariste, chauvins. Ces républiques jadis soi-disant indépendantes du Caucase, qui étaient tour à tour les vassaux de l'Allemagne impérialiste pendant la guerre générale et les instruments dociles des Alliés après la défaite de l'Allemagne, sont aujourd'hui effectivement indépendantes des puissances de proie et possèdent des gouvernements nationaux qui leur assurent le progrès dans tous les domaines.

Les Balkans, je le répète, forment comme le Caucase un tout. Les frontières actuelles entre les peuples balkaniques sont comme des opérations chirurgicales effectuées sur des corps vivants. Les morceaux saignent, le corps crie et se lamente. Ce saignement et ces lamentations, sources de troubles et de conflits, ne cesseront que lorsque le corps retrouvera ses membres écartelés.

Imaginez un Etat de la Péninsule où la Bulgarie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, la Roumanie et la Turquie formeront un bloc; elles assureront leur sécurité par leurs efforts communs, et leur développement économique par leur collaboration étroite, se servant indistinctement des ports de l'Egée, de la mer Noire, de la mer de Marmara pour écouler leurs produits dans le monde entier. Ce sera l'âge d'or des Balkans.

Ce sera l'âge d'or des Balkans, car du même coup ces pays auront cicatrisé une autre plaie, assurément la plus vive et la plus terrible qui les ronge: la question des minorités.

Mais par qui la Fédération Balkanique sera-t-elle réalisée?

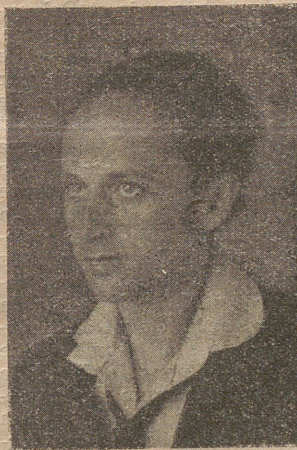
Il est impossible de supposer que la lumineuse idée de l'Union libre des peuples balkaniques puisse se réaliser par des gouvernements qui ne représentent pas les masses populaires et laborieuses, qui ne se guident pas par l'unique souci de la défense des intérêts de ces masses.

Aussi, la Fédération Balkanique sera-t-elle l'oeuvre non pas des classes dirigeantes des Balkans, chauvins, militaristes, impérialistes, dont les intérêts s'opposent, mais bien des peuples, des classes travailleuses, qui ont les mêmes intérêts, les mêmes aspirations, les mêmes espoirs.

Tigrane Zaven

## M. Natrowski

M. Natrowski, né à Varsovie en 1882, après avoir d'abord fait des études de musique, fit ses études de philosophie à Berlin, où il vit comme auteur philosophique. Citons parmi ses ouvrages: „La conscience de la naïveté colorée“, „La conversation sur être amoureux“, „Le détournement de l'art antique“, qu'il publia avant la guerre sous le pseudonyme de „Animatus“; puis, sous son propre nom: „Le socialisme individuel“, 1919; et „L'esclavage du travail“, 1927.



La logique le dit, et l'histoire nous le crie aux oreilles, et nous ne voulons toujours pas entendre: Pas de libération des peuples sans la libération du peuple! Si jamais un enseignement a été inculqué à l'homme, à coups de marteau répétés, par les événements historiques, avec une cruauté, une netteté non-équivoque, c'est celui-ci certainement, par les faits d'après-guerre. Pas de liberté nationale sans liberté internationale! Et cela est tellement logique, car c'est le même esprit ou maléfice de l'impérialisme qui anime tant la domination de classe et l'exploitation du peuple que l'oppression des peuples, l'impérialisme et capitalisme

social formant, le facteur de base. Celui qui, chaussé des bottes de la propriété privée piétine la dignité humaine de son prochain, qui ne respecte même pas le co-droit des gens de sa propre race, comment pourrait-il observer une attitude de solidarité à l'égard de races étrangères? Ce n'est que l'éthique socialiste super-nationale qui peut pleinement et honnêtement affirmer et reconnaître les individualités ethniques.

Mais que nous montrent donc les événements d'histoire mondiale, dont nous parlions plus haut? Quiconque n'est pas tout-à-fait aveugle ou ne porte pas des bandeaux de parti, doit le voir: Tout comme les agneaux et les loups au jour du Dernier Jugement, deux mondes contraires se séparent aujourd'hui: le monde imbu de socialisme, des peuples soviétiques, et le monde impérialiste-capitaliste des Etats bourgeois. D'un côté: libération du peuple et libération des peuples; de l'autre, oppression du peuple et oppression des peuples. Mais la conscience de toute l'humanité est déjà par trop éveillée, aussi les oppresseurs ont-ils besoin d'une manille morale, ils doivent agir en hypocrites. Et c'est ainsi que fut créée la plus grande hypocrisie que l'histoire mondiale ait jamais vue, cette soi-disant «Société des Nations», dans laquelle, sous le masque de la pacification des peuples, les dirigeants des puissances de proie, à leur tête l'Angleterre «démocratique», pour l'obtention d'une augmentation au possible de puissance et de profits aux dépens des autres, jettent les peuples du monde entier les uns à travers les autres, les excitent les uns contre les autres, les vendent à vil prix les uns aux autres — les Balkans en peuvent le mieux raconter long, et aussi la Chine luttant pour son indépendance, au cœur de laquelle les canons des navires anglais déchiquetèrent des milliers, tandis que le représentant britannique à la Société des Nations faisait une révérence diplomatique devant la dignité nationale de la Chine. Et il y a toujours encore chez nous des gens fort bien intentionnés qui, de par ces faits, désespèrent de la possibilité d'une véritable entente entre les peuples. Car ils ne voient pas, ces aveugles, qu'une telle Société véritable des Nations, qu'ils déclarent être une belle utopie, a depuis longtemps déjà été réalisée dans cet autre monde, dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. De la mer Baltique jusqu'à l'intérieur de l'Asie se prolonge la chaîne, brillant de toutes les couleurs, des peuples les plus différents libérés par la Révolution Socialiste, qui se sont tous unis dans une Société des Nations, chacun d'eux y développant et affirmant, dans la solidarité pacifique de tous, sa propre individualité ethnique. On n'a qu'à se frotter les yeux: l'improbable, d'un coup de baguette magique a été réalisé, parce que nul ne veut plus piétiner ni mésavantager l'autre, ne peut plus le faire dans le nouvel état des choses. L'Internationale super-nationale a réalisé ce que l'histoire n'a jamais et nulle part vu ni connu. Et ce que le sceptique bourgeois devait considérer jusque-là comme impossible, le socialisme international pas-

sant pour destructeur de l'individualité nationale — la théorie allemande en est encore pleine jusqu'aujourd'hui — une renaissance inouïe, non, une nouvelle naissance de peuples, en école, en langue, en style, en toute sorte de culture intérieure et extérieure, s'y manifeste simultanément avec le terrassement des formes de la domination féodale et capitaliste de classe; et de la masse de peuples russifiés, de l'ancien Empire des Tsars et de son domaine colonial asiatique, il s'est formé toute une couronne d'individualités ethniques, et même les plus petites minorités y trouvent le droit et le respect.

Et il s'en infère tout naturellement la position à prendre à l'égard de la formation d'une Fédération des peuples balkaniques. Ce que les Turkmènes et les Allemands du Volga, les Kirguises et les Tartares, les Russes-Blancs et les Ukrainiens, les Géorgiens et les Cosaques — pour ne citer que quelques peuples seulement — ont pu réaliser, les Macédoniens et les Croates, les Slovènes et les Bulgares, les Grecs et les Turcs doivent aussi le pouvoir, à la condition que, comme ceux-là, ils trouvent eux aussi le moyen de s'unir en une Fédération de peuples libérés. Ils doivent reconnaître cette vérité que le problème de la libération d'individualités nationales ne peut être résolu qu'ensemble avec la grande tâche historique du socialisme. Toute collaboration avec les gouvernements ou organisations bourgeois-démocratiques ou fascistes — et où en voit-on aujourd'hui, dans la politique étrangère, de différence encore — doit forcément échouer devant leurs instincts et buts impérialistes et capitalistes. Le noeud de peuples excessivement embruillé des Balkans ne peut nullement être résolu par une Fédération bourgeoise, lors même qu'elle était réalisée, car toujours les parties contractantes plus faibles deviendraient des objets d'exploitation de la part de celles militairement et économiquement plus fortes, et ces dernières deviendraient, à leur tour, des jouets entre les mains des diplomates de l'Angleterre, de l'Italie et de la France.

Mais ce n'est pas là une raison pour arrêter, ne fût-ce que provisoirement même, la lutte pour la Fédération Balkanique. Car cette lutte est l'un des composants les plus essentiels de la lutte pour la libération des peuples des Balkans. Comme presque nul autre peuple au monde, les peuples balkaniques ont dû souffrir les tortures et les atrocités de la domination de violence impérialiste-capitaliste, et, même aujourd'hui, on ne peut encore prévoir la fin de ces souffrances. Voilà pourquoi ce sont précisément les peuples balkaniques qui doivent enfin reconnaître, que toute lutte pour une communauté solidaire des peuples est absolument inutile, si elle n'extermine pas la racine bourgeoise de tout esclavage. Les peuples balkaniques doivent enfin reconnaître, que le chemin vers la Fédération Balkanique ne passe point par Genève ou Locarno, mais par Moscou.

M. Natrowski

## Les Etats Balkaniques et les Grandes Puissances

Depuis leur création, les Etats Balkaniques n'ont jamais connu ni la liberté réelle au dedans, ni l'indépendance vraie au dehors. Toujours ils ont été soumis à des dictatures, dont beaucoup furent sanglantes. La Grèce a obéi tour à tour à des factions oligarchiques, dont Tricoupis et Delyannis furent longtemps les chefs typiques. Depuis la guerre, elle a connu toutes les aventures: du régime militaire de Plastiras et Gonatas jusqu'à une république gouvernée par des royalistes en passant par le despotisme grotesque de Pangalos. La Serbie, comme aujourd'hui la Yougoslavie, fut la proie des factions: l'assassinat politique ne fut point rare dans son histoire, non plus que les tyrannies de fait, le vieux Pachitch ne respectant la légalité que dans la mesure où il pouvait s'en servir. En Roumanie, la Constitution n'était qu'une façade derrière laquelle s'abritaient les coteries de cour; une aristocratie foncière aux richesses énormes pesait sur quelques millions d'hommes; les Bratiano ont représenté hier et représentent aujourd'hui la volonté de la dynastie et les appétits de quelques boyards. Quant aux consultations populaires, elles n'ont été et ne sont qu'une amère dérision. Nous avons réservé la Bulgarie pour la fin. Elle a rappelé, elle évoque encore l'ancienne Turquie des janissaires, avec ses sombres conspirations de palais et ses princes à l'orientale, ses équipées tumultueuses et ses formidables tueries. Liapcheff et Tsankoff retrouveront des ancêtres au lointain passé.

Mais à quoi bon redire des choses qui sont de notoriété publique? Ce qu'il faudrait plutôt établir ici, c'est que chaque

Etat Balkanique a été et continue d'être un jouet aux mains des grandes puissances. Jadis, l'Autriche et la Russie se disputèrent l'influence sur la Bulgarie et la Serbie. Quand la Serbie était austrophile, la Bulgarie s'affirmait russophile, mais il arrivait que l'une et l'autre changeassent de camp. Ferdinand de Cobourg, à la fin de son règne, n'était plus qu'un pantin dont le cabinet de Vienne tirait les ficelles, tandis que le Pont aux Chantres trouvait dans Pachitch un agent d'une exceptionnelle docilité. La Grèce était plus énigmatique. La reine Sophie, qui tenait son mari Constantin en tutelle, était la soeur de Guillaume II, mais le pays, étant tout en côtes, évitait de rompre avec l'Angleterre. La Roumanie s'était liée par pacte à l'Autriche, en 1883, et indirectement à l'Allemagne, et son roi était un Hohenzollern; mais elle redoutait toujours un coup du tsarisme. En ce temps, ni la France, ni l'Italie ne tenaient un grand rôle dans les Balkans. L'Italie se bornait à surveiller l'Autriche, et la France tournait ses regards vers d'autres horizons. Tout au plus tâchait-elle de garder quelque autorité à Constantinople, où l'Allemagne avait accompli d'immenses progrès sous le règne d'Abdul Hamid et même au lendemain de la révolution turque.

Parler d'autonomie réelle de ces Etats Balkaniques eût été méconnaître totalement la situation. Lorsque la guerre de 1912 éclata, cette guerre qui devait avoir des répercussions en quelque sorte illimitées, Belgrade avait consulté le cabinet de Petersbourg, comme Sofia avait sollicité l'avis de la Ballplatz. La France officielle était hostile, affirme-t-on,

à cette aventure, mais cette assertion serait à prouver, car comment le Quai d'Orsay aurait-il été à l'encontre de la volonté de Nicolas?

Toujours est-il que les conditions sont identiques actuellement, sous cette réserve que les deux grandes puissances qui manœuvrent les Etats Balkaniques sont, en 1928, la France et l'Italie. L'Allemagne, si elle exerce une action quelconque là-bas, une action qui ne peut être que modeste, la dissimule soigneusement. L'Autriche avec ses 6½ millions d'habitants est hors de cause; elle est moins peuplée que la Yougoslavie, la Roumanie ou la Grèce. La Russie Soviétique n'a pas plus de rapports avec M. Liaptcheff qu'avec M. Zaïmis ou M. Voukitchévitch, et pour de bons motifs; et vis-à-vis de la Roumanie qui lui a enlevé la Bessarabie, elle nourrit assez naturellement des sentiments de méfiance. Quant à l'Angleterre, qui a certes des intelligences dans les capitales de la Presqu'île, elle affecte un désintéressement extérieur... Il semble qu'elle ait fait de Sofia le pivot de sa diplomatie dans la région.

Mais son activité est bien moins accentuée que celle de la France et de l'Italie. Ces deux puissances se heurtent dans les Balkans l'une à l'autre comme jadis la Russie et l'Autriche-Hongrie: ce qui ne les empêche pas, selon les plus méthodiques traditions, d'affirmer le respect des gouvernements et des nationalités de l'Europe sud-orientale. Elles s'entendent cependant à merveille à se créer là-bas des vassaux qui, au cas d'une conflagration européenne, pourraient

avoir un rôle de second plan, mais qui tout aussi bien provoqueraient la conflagration. C'est ce qui est grave pour les deux grandes puissances protectrices, car elles risquent toujours d'être entraînées plus loin qu'elles ne l'eussent voulu.

La France a jeté son dévolu sur la Yougoslavie: rien de plus logique, puisque ce pays borde l'Adriatique en face de l'Italie. Le cabinet de Rome, pour enfoncer un coin dans la Yougoslavie, s'est assuré l'Albanie par les deux traités de Tirana (novembre 1926 et novembre 1927). Selon toute prévision, il a échangé aussi des engagements avec la Bulgarie, l'ennemie de la Yougoslavie, et il s'efforce de détourner la Grèce de tout arrangement, même économique, avec Belgrade. Il est vrai que sa mainmise sur le Dodécannèse lui vaut de sérieuses suspensions à Athènes. Quant à la Roumanie, elle est le champ clos de la rivalité Franco-Italienne. Elle adresse un sourire à la France, donne une poignée de main à l'Italie; M. Titulesco se rend tantôt à Paris et tantôt à Rome. Jeu ingénieux, mais dangereux! Ainsi, la République bourgeoise domine un coin des Balkans, et la dictature fasciste impose ses visées dans un autre. Les Balkans se divisent entre eux-mêmes. Ils se diviseront et compromettront leur indépendance tant que les peuples de là-bas n'auront pas perçu la nécessité de l'Union Fédérative — que seule une grande transformation politique et sociale préparera.

Paul Louis

## L'asservissement de la Bulgarie L'emprunt de M. Liaptcheff

Immédiatement après les massacres en Bulgarie au printemps et en été 1925, immédiatement après que la Ligue Militaire, mettant à profit l'attentat de la cathédrale, eût tué des milliers d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels, Tsankoff s'était rendu à Genève pour y réclamer de Chamberlain sa récompense pour les sanglants coups de fléau qu'il avait assésés au peuple bulgare du travail. Il voulait obtenir l'autorisation de conclure un emprunt. Mais l'indignation des masses travailleuses et de l'opinion publique en Europe de l'action féroce du gouvernement fasciste bulgare était tellement vive et violente que même Chamberlain, quelque satisfait qu'il fût du travail sanguinaire de Tsankoff, ne put oser soutenir la demande de ce dernier de se faire octroyer un emprunt pour renforcer son pouvoir et continuer son régime sanglant.

Quelques mois après, à la suite des protestations toujours plus véhémentes tant dans le pays même qu'au dehors, contre le régime de Tsankoff, ce vampire devait céder sa place à Liaptcheff.

Liaptcheff, tout en continuant le système du gouvernement de Tsankoff, a inauguré son règne par la formule: tout doucereusement, tout mielleusement. Un régime plus «bénin» a commencé, qui cependant ne différerait de celui de Tsankoff et Rousseff que dans sa forme extérieure seulement. La Terreur Blanche, les «disparitions sans traces», les assassinats «en tentative de fuite», continuaient de plus belle; les massacres de familles entières, la proclamation de l'état de siège dans des districts entiers, les tueries de centaines et de centaines de paysans dans ces districts, se perpétuaient tout comme par le passé. Pourtant, grâce à la protection des puissances impérialistes et grâce à une certaine presse de l'Europe occidentale, le régime de Liaptcheff a été présenté au monde européen bourgeois, et même à la bourgeoisie libérale, comme n'étant pas aussi oppressive que celui de Tsankoff. Car, Liaptcheff fournissait des preuves «palpables» de ce qu'il était prêt à mettre à la disposition du capital financier de l'Europe occidentale toutes les richesses de la Bulgarie et avait déjà donné toute une série de concessions aux capitalistes anglais, entre autres celle du commerce de la viande de porc et d'autres produits animaux, de l'exploitation des forêts de Rhodope, etc.

Cependant, Liaptcheff ne se décidait pas encore à demander ouvertement un emprunt qui l'aiderait à consolider son régime, et il ne présentait qu'une demande d'un emprunt camouflée par la motivation: «pour alléger le sort des réfugiés en Bulgarie». A son aide s'empressèrent d'accourir les social-démocrates, Vandervelde, Albert Thomas qui envoya ses hommes de confiance du Bureau International du Travail pour faire une enquête sur la situation des réfugiés, et la Société des Nations consentit à octroyer l'autorisation d'un emprunt de 2¼ millions de livres ster-

lings. Et cet emprunt, qui n'était qu'une affaire ordinaire purement financière, fut intitulé «emprunt humanitaire».

Nous avons en son temps relevé sous quelles onéreuses conditions cet emprunt «humanitaire» avait été conclu. Les espérances de Liaptcheff, que cet emprunt serait employé à «la consolidation financière et la reconstruction économique du pays», c'est-à-dire qu'il pourrait faire déverser des sommes considérables dans les caisses de différentes banques et de différents affairistes et spéculateurs, et qu'il lui resterait encore assez d'argent qu'il affecterait à soutenir plus longtemps encore son appareil militaire et policier — ces espérances ont échoué. Le budget de l'Etat a été augmenté d'une charge annuelle de 150 à 200 millions de lévas pour les intérêts et l'amortissement de cet emprunt, une somme d'environ 250 millions a été distribuée aux réfugiés pour leur jeter de la poudre aux yeux et pour leurrer l'opinion publique, et avec le reste du milliard reçu jusque-là par le gouvernement bulgare on a dû payer d'anciennes dettes à des cours de change élevés, on a dû payer de l'«indemnité» à Declosier, on a dû payer de l'«indemnité» à une compagnie anglaise pour des dépôts de tabac brûlés pendant les guerres à Serrès et à Gorna-Djoumaya, on a dû payer, on a dû payer...

Mais Liaptcheff avait besoin d'argent, ne fût-ce que de sommes insignifiantes: pour continuer à pouvoir payer ses officiers, ses policiers, ses détectives, ses gendarmes. Il devait donc conclure un nouvel emprunt. En outre, la conclusion d'un nouvel emprunt, il l'exploiterait pour la présenter à l'opinion publique bulgare comme un signe évident de ce que son gouvernement jouissait de la confiance des «grandes» puissances, et pour faire durer son régime plus longtemps encore. Aussi, Liaptcheff et ses amis commencèrent à adresser des prières à Chamberlain et à frapper en même temps aux portes des grandes banques européennes pour une nouvelle combinaison financière. L'intermédiaire de cette nouvelle combinaison fut M. Charron, délégué de la Société des Nations pour l'administration de l'emprunt «des réfugiés». Mais les banquiers n'ouvrent pas leurs caisses pour les yeux gris de M. Liaptcheff. Ils veulent voir leurs profits entièrement garantis. Ils veulent écorcher les contribuables bulgares, mais, du moment que cet emprunt sera octroyé à Liaptcheff sous la garantie des Chamberlains, ils veulent encore engager le pouvoir bulgare dans la politique de ces derniers. On sait aussi que les Chamberlains ne sont que les organes exécutifs des banquiers et capitalistes de leurs pays respectifs. Ainsi, les conditions de l'emprunt consenti à Liaptcheff furent-elles insupportables pour l'économie nationale bulgare, extraordinairement lourdes pour les finances bulgares, elles équivalent à la subordination complète de la vie économique du pays aux capitalistes européens.

Il y a quelques jours, le Comité financier de la Société des Nations s'est occupé de la demande des délégués du gouvernement bulgare, les ministres Moloff et Bouroff, d'autoriser le gouvernement de Liaptcheff à conclure un emprunt de 10 à 15 millions de livres sterling. Le Comité financier a décidé d'accorder cette autorisation pour un emprunt de 4,5 millions de livres sterling. Le gouvernement Liaptcheff tient en secret les conditions auxquelles l'emprunt sera conclu. On ne sait pas quel en sera le cours d'émission, le taux d'intérêt, on ne sait pas non plus à quels montants s'élèveront les différentes commissions des intermédiaires des banques, des ministres de Liaptcheff, quelles seront les taxes, etc. Et quant aux engagements politiques que le gouvernement Liaptcheff a assumés vis-à-vis de ses maîtres, les Chamberlains, le peuple bulgare ne les apprendra que trop tôt, sur sa propre peau, lorsqu'elle devra subir une nouvelle boucherie...

Malgré tous les efforts du gouvernement Liaptcheff de faire toutes ces combinaisons dans les coulisses, la question des conditions de l'emprunt préoccupe trop le peuple bulgare pour qu'il ne cherche avec anxiété à s'en renseigner. Toute la presse en Bulgarie s'occupe de l'emprunt, et les journaux gouvernementaux sont contraints eux aussi d'écrire sur cette question, mais pour s'efforcer de tranquilliser la population alarmée en essayant de lui faire accroire que les conditions de l'emprunt ne seraient pas tellement lourdes. Le journal *zgovoriste* des banquiers, le «Slovo», tâche d'arrêter le flot des questions gênantes en débitant à la population les sornettes suivantes: «patience, nous ne devons point nous inquiéter, le gouvernement veille paternellement sur les grands intérêts du pays», etc. etc. Liaptcheff a refusé de répondre à une question de l'opposition au parlement sur les conditions de l'emprunt.

Mais malgré tous les efforts de Liaptcheff et de ses organes de maintenir dans l'ignorance l'opinion publique bulgare sur cette grave question, quelques renseignements ont pu être recueillis et publiés par la presse locale et étrangère, et Liaptcheff et ses journaux ont été bien contraints à en reconnaître la véracité. C'est ainsi qu'il a été connu que le gouvernement bulgare s'est engagé à transformer la Banque Nationale de Bulgarie, Institut d'émission d'Etat, en une Société par actions; qu'il s'est engagé à affecter les 75% de l'emprunt au paiement des dettes de l'Etat envers la Banque Nationale et les banques étrangères — Liaptcheff a lui-même confirmé ces renseignements dans une déclaration. Comme garantie pour le service des intérêts et amortissements, le gouvernement bulgare offre en gage les revenus douaniers qui constituent les 30 à 40% du revenu total de l'Etat. La transformation de la Banque Nationale en une Société par actions devra être faite «après quelques temps», ou, comme le ministre Moloff l'a déclaré au correspondant spécial de la «Neue Freie Presse» de Vienne, lorsque «les conditions le permettront», et ce sera la Société des Nations, c'est-à-dire le représentant du groupe des banquiers, «et le gouvernement bulgare» qui décideront quand «les conditions» seront arrivées au point de permettre cette transformation; c'est-à-dire, que le groupe des banquiers, par la Société des Nations, intimera au gouvernement bulgare l'ordre d'effectuer cette transformation de la Banque Nationale lorsqu'il jugera le moment le plus opportun pour ses intérêts. Entretemps, les créanciers de l'Etat bulgare délégueront auprès de la Banque Nationale de Bulgarie un représentant spécial qui, de facto, dirigera cette banque d'Etat.

Examinons ici ces conditions et montrons quelle sera leur influence sur la vie économique du pays.

Tout d'abord, le gouvernement bulgare n'obtiendra nullement 4,5 millions de livres sterling, mais une somme de 800.000 livres sterling en moins; car le cours d'émission ne sera pas supérieur à 90, par conséquent il y aurait en tout premier lieu un moins de 450.000 livres sterling; en deuxième lieu, en recevant les montants de l'emprunt, le gouvernement bulgare devra payer à l'avance l'intérêt et l'amortissement pour au moins une année, ce qui fait une somme de 360.000 livres sterling, également à défalquer de l'emprunt. Ainsi, au lieu de 4,5 millions de livres sterling, le gouvernement bulgare ne toucherait déjà que 3.690.000 livres sterling. Mais, à part cela, si le gouvernement bulgare ne touche pas tout de suite le montant total de l'emprunt et si une partie en reste dans les banques étrangères, il continuera à payer pour cette somme, en intérêts et amortissements, 7 à 8%, alors qu'il ne recevra lui-même que 3 à 4% — comme c'est le cas avec l'emprunt «des réfugiés».

De cette somme de 3.690.000 livres sterling, le gouvernement bulgare, d'après ses propres déclarations précitées, ne pourra employer que les 25%, c'est-à-dire 920.000

livres sterling, ou près de 600.000.000 de lévas, pour des buts productifs. Il est vraiment superflu de démontrer combien cette somme est insuffisante pour que la production du pays soit augmentée. Puis, il est certain que même cette somme ne sera aucunement affectée à aider les petites existences paysannes à se procurer de l'inventaire, ni les artisans à se procurer des outils et ustensiles pour leur production. Cette somme sera donnée aux différents gros-commerçants et industriels, aux spéculateurs, en tout premier lieu aux familles de Bouroff, de Goubidelnikoff, de Petrovitch, et à d'autres spéculateurs narodniaks bien connus.

Pour la somme qui sera réalisée de l'emprunt, le peuple bulgare devra payer annuellement, en intérêts et amortissements, 350 à 400 millions de lévas: c'est d'une telle somme que le budget de l'Etat devra être augmenté; et puisque le gouvernement fasciste ne touche pas aux gains de la bourgeoisie, il voudra faire peser cette charge sur le dos des petits-proprétaires déjà écrasés sous le fardeau de leurs impôts terriblement lourds, et de l'ouvrier et du paysan sans terre, tous affamés. Cependant, les petits-proprétaires, les paysans sans terre, les ouvriers, les artisans, affamés qui ne sont même pas en état de payer les charges sous lesquelles ils sont déjà écrasés, ne pourront point payer les nouveaux impôts que Liaptcheff voudrait bien encaisser d'eux. Il s'ensuivrait donc que le gouvernement devrait s'efforcer à restreindre le budget des dépenses. Cela signifierait qu'il s'efforcerait à diminuer le budget des ministères de l'Instruction Publique, de l'Agriculture, des Voies et Communications, des Chemins de fer, de la Direction de la Santé Publique, etc. (La pratique observée par le gouvernement fasciste bulgare pour la fermeture des écoles et le licenciement des instituteurs — 6000 environ en sont déjà jetés sur le pavé — nous indique suffisamment la direction dans laquelle le gouvernement de Liaptcheff s'engage lorsqu'il décide de diminuer les dépenses du budget). Mais, toutes ces diminutions dans ces chapitres ont déjà été faites, et au delà de toute limite, et dans ces domaines le gouvernement bulgare ne pourra plus opérer des diminutions. Dans les domaines des chapitres improductifs du budget, de l'armée, de la police, de la gendarmerie, il ne le voudra pas, car se sont là ses seuls supports. Ainsi, il sera obligé de prendre les sommes nécessaires pour les intérêts et les amortissements de ce nouvel emprunt des sommes de la partie même de cet emprunt prévue pour des buts productifs.

Quelle que soient insupportables que soient pour l'Etat les nouvelles charges financières résultant de cet emprunt, ce n'est pas ce côté de la question qui est le plus important.

Par les engagements que le gouvernement Liaptcheff a assumés pour la conclusion de cet emprunt, la Bulgarie sera asservie financièrement, elle perdra définitivement son indépendance économique. Par ces engagements, la Banque Nationale de Bulgarie, qui existe depuis l'affranchissement de la Bulgarie du joug des Sultans turcs, cessera d'être une Institution d'Etat, et l'Etat bulgare perdra ses droits sur le seul Institut d'émission du pays. L'Etat sera privé des revenus qu'il touche de cette banque quand celle-ci accorde des avances à des particuliers; il sera, au contraire, obligé de payer lui-même des intérêts pour chaque avance qu'il lui-même conclura. Certes, jusqu'ici, l'Etat paie bien des intérêts pour ces avances, mais ce n'est là que fiction, les bénéfices de la Banque Nationale allant dans les caisses de l'Etat. Par la transformation de la Banque Nationale en une Société par actions, ces bénéfices couleront désormais dans les caisses des actionnaires, des gros capitalistes, et l'Etat bulgare perdra annuellement, rien que sur ces chapitres, plusieurs centaines de millions de lévas.

La Banque Nationale de Bulgarie transformée en Société par actions, signifierait que, dorénavant, les capitalistes du pays, et surtout de l'étranger, et non pas l'Etat dirigeront l'économie nationale de la Bulgarie; cela signifie que le capital privé, et non pas l'Etat, aura dorénavant le pouvoir d'émettre des banknotes, d'accorder des crédits à qui il voudra, d'augmenter le taux d'intérêt, etc. etc. Cela signifie que la Banque Nationale de Bulgarie jouera le rôle des grandes banques actuelles de spéculation, avec cette différence qu'elle jouira aussi de tous les privilèges d'une Banque d'Etat.

Nous savons quel est le rôle des grandes banques en Bulgarie. Nous savons jusqu'à quel point elles prêtent leur concours à l'économie nationale du pays. La Banque Nationale de Bulgarie, Société par actions, accordera des crédits aux grands capitalistes à un taux d'intérêt normal, car ces capitalistes seront des actionnaires de la banque, car ce sont eux qui participeront à la direction et au contrôle de la banque; cette banque dépouillera l'Etat tout aussi bien que les particuliers, commerçants, industriels, artisans, qui

seront contraints de s'adresser à elle pour obtenir des avances.

L'exemple de l'autonomie de la mine de charbon de Pernik, la seule mine d'Etat, où le Conseil d'administration est maintenant composé de capitalistes actionnaires de mines de charbon privées qui fixent pour le charbon de Pernik des prix de deux à trois fois plus élevés que le prix de revient, tout simplement pour donner à leurs mines privées la possibilité de vendre leurs charbons avec de gros bénéfices, au détriment de l'Etat et de la population, cet exemple est trop typique pour qu'il existe encore le moindre doute sur les conséquences catastrophales pour l'économie nationale de ces engagements du gouvernement Liapcheff.

La Bulgarie est en train de perdre définitivement son indépendance économique et politique, et c'est pour cela que la presse d'opposition sonne l'alarme. — Pas d'emprunt, plutôt que de le conclure à des conditions tellement onéreuses! — s'écrient les journaux mêmes de l'opposition bourgeoise. Mais le gouvernement de Liapcheff ne s'en soucie pas. Il a voulu conclure l'emprunt à tout prix et à toutes les conditions — il l'a conclu en vendant le pays aux capi-

talistes et impérialistes. Il a conclu l'emprunt pour enrichir ses créatures, il l'a conclu pour que Liapcheff, Bouroff, Moloff puissent toucher leurs commissions respectives, pour que les familles des Bouroff, Goubidelnikoff, et tutti quanti puissent agrandir leurs fortunes, et surtout pour pouvoir payer grassement tous ses organes administratifs, policiers, militaires, principaux soutiens de son règne.

Quant aux engagements politiques que ce gouvernement a assumés, le peuple bulgare ne les apprendra que lorsque le gouvernement bulgare commencera à les exécuter. Ces engagements ne peuvent être qu'opposés directement aux intérêts et aux sentiments du peuple bulgare, du moment que l'emprunt est conclu par la grâce de Chamberlain.

La nouvelle oeuvre de trahison du gouvernement de la Ligue Militaire provoquera parmi le peuple du travail bulgare des protestations encore plus véhémentes et renforcera sa lutte contre le régime fasciste, contre les agents de l'impérialisme de l'Europe occidentale.

D. Vlahoff

## Protoguéroff ordonne toujours des meutres pour le compte de la Ligue Militaire Bulgare

*A différentes reprises, nous avons relevé dans les colonnes de ce journal le rôle de mercenaires que Protoguéroff et ses acolytes jouent dans la politique intérieure de la Bulgarie actuelle. Nous avons maintes fois indiqué, par des faits, comment ces traitres à la cause macédonienne ont pris et prennent toujours une part des plus actives dans l'assassinat et l'oppression de la classe ouvrière et des masses travailleuses en Bulgarie. Récemment encore, nous avons signalé les menaces de mort qu'ils ont faites à reprises répétées au rédacteur-en-chef du vaillant journal „Novini“ le sommant de cesser d'écrire quoi que ce soit concernant la Macédoine, car ce journal dénonçait la politique des impérialistes de l'Europe occidentale et des gouvernements fascistes balkaniques envers les peuples opprimés et la classe ouvrière des pays de la Péninsule, car il défendait la cause sainte des masses travailleuses et des peuples opprimés. Dans la lutte que les ouvriers bulgares mènent pour améliorer leur triste sort, les dirigeants de l'„organisation“ de Protoguéroff envoyaient des émissaires pour intimider les ouvriers et briser leur volonté de lutte, servant ainsi les intérêts des capitalistes bulgares. Ils agissent de la sorte d'une façon particulièrement odieuse lors de la grève des ouvriers de tabac, l'année dernière. Pendant les élections législatives de 1927, les agents de cette „organisation“ parcouraient les différentes contrées de la Bulgarie pour intimider et terroriser les électeurs et les contraindre à voter pour le parti gouvernemental, le Demokraticheski Zgovor. Partout où le gouvernement entreprend une action quelconque contre les ouvriers, les paysans, cette „organisation“ est toujours aux côtés des oppresseurs.*

*Le professeur Todor H. Pavloff, originaire de Chtip, sa-*

*vant et journaliste de grand talent, actuellement détenu politique dans la prison de Philippople, vient d'envoyer à la presse bulgare et étrangère une lettre ouverte adressée à l'organisation de Protoguéroff, par laquelle est dévoilé un nouveau crime que ces vils mercenaires essayaient de perpétrer pour le compte de la Ligue Militaire bulgare. On voit de cette lettre que l'organisation de Protoguéroff avait voulu faire l'assassinat du professeur Pavloff, et que c'est par un pur hasard que cet éminent intellectuel a pu échapper à la mort.*

*Nos lecteurs se souviendront de la personne de Todor Pavloff; ils se rappelleront les énergiques paroles qu'il a prononcées devant le tribunal de Sofia le 2 mai de l'année passée où il a défendu ses idées avec véhémence; ils se rappelleront que la Ligue Militaire bulgare n'a pas permis aux avocats Kurt Rosenfeld, député au Reichstag allemand, et Richter, de Vienne, d'assumer la défense de Pavloff et les a fait expulser de la Bulgarie. Après la condamnation du professeur Pavloff, le gouvernement fasciste bulgare a essayé à deux reprises différentes de se débarrasser de l'éminent professeur, de le „faire disparaître“. Les révélations que l'éminent savant, auteur de précieux ouvrages scientifiques, fait dans sa lettre ouverte constituent une nouvelle preuve des liens intimes qui existent entre le gouvernement de la Ligue Militaire bulgare et Protoguéroff et ses bandits. Elles indignent et révolteront tout homme honnête de ce qui se passe actuellement dans cette malheureuse Bulgarie où les Protoguéroff organisent l'assassinat des adversaires politiques du gouvernement actuel bulgare.*

*Vu l'importance de ces révélations du professeur Pavloff, nous publions ci-dessous, in extenso, sa lettre ouverte:*

### Lettre ouverte adressée au Comité Central de l'ORIM, avec copies à la presse en Bulgarie et à l'étranger.

Messieurs,

Il y a quelques jours, le geôlier Toma Dountcheff de la prison de Philippople, où je subis ma condamnation, a appelé les détenus de droit commun Ivan Chtarkéloff, Stoyan Nicoloff, Anguel Dimitroff et Jossif Tsoutsouloff et leur a donné communication d'une lettre de A(ngo) P(opoff), votre représentant en cette ville. Il était dit dans cette lettre que celui qui tuerait dans la prison Marin Adamoff, détenu de droit commun, et Todor Pavloff, obtiendrait immédiatement sa mise en liberté. Le geôlier Dountcheff a ainsi réussi à décider les quatre prisonniers susindiqués à tenter ce crime, et ceux-ci communiquèrent par la suite leur projet à d'autres prisonniers aussi dans le but de les gagner aussi à ce plan, dont l'exécution fut arrêtée d'abord de la façon suivante: dans l'entrée principale de la prison (Djoumaya), deux de ces quatre individus devaient tuer Marin Adamoff, et les autres, profitant de la panique et du rassemblement qui s'ensuivrait, tueraient Todor Pavloff. Si ceci ne réussissait pas, on inviterait Todor Pavloff à une causerie entre camarades dans la chambre No 10, et on l'y assassinerait à coups de poignards distribués préalablement à eux ainsi qu'à d'autres quatre prisonniers dont je connais seulement

deux par leurs noms: Guéorgui Vlkoff et Arif Mazneff. L'assassinat projeté contre Marin Adamoff, ce dernier l'apprit à temps, et poussa de hauts cris, sans cependant divulguer les noms des conspirateurs. Alors, d'après ce que le geôlier Dountcheff dit à ses quatre confidentiels, Marin Adamoff fut «transféré ailleurs», enlevé, lors du «transfert», à la gare de Stara-Zagora, transporté à Yakorouda (localité entre Pazardjik et Nevrokop) et tué dans ce dernier endroit. Plus tard, le plan forgé contre moi aussi me fut divulgué dans son entier. J'en fus tout-à-fait surpris, et au début je refusai même d'y prêter créance. Mais j'appris par la suite que ces révélations étaient absolument exactes, que la lettre de A. P. était authentique, que mon assassinat avait été réellement projeté, que des armes avaient été réellement distribuées à cet effet aux individus en question.

La conservation de ma vie n'étant pas pour moi la chose la plus importante, je m'adresse par la présente directement à vous et vous déclare: la lettre de A. P. est un fait, mais je ne veux pas encore admettre que le Comité Central de l'ORIM puisse vraiment prononcer, en un tel moment surtout, contre des personnes qui n'ont jamais été membres de l'ORIM, qui n'ont jamais eu aucun contact

avec l'ORIM, et qui, par conséquent, ne peuvent tomber sous le coup même des propres statuts de votre organisation. Mon seul crime, si c'est là un crime, c'est que idéologiquement et politiquement, je me trouve dans un autre camp que vous. Mais je ne pense pas qu'en un pareil cas une condamnation à mort puisse être prononcée par vous, surtout lorsque, comme tel est le cas présent, la personne en question, idéologiquement et politiquement du camp opposé se trouve en prison, les mains liées, la bouche baillonnée. En tant que je sache, une telle pratique étrange de la part de l'ORIM de Gotsé Deltcheff et de Damé Groueff n'a jamais eu lieu, ne pouvait jamais avoir lieu. Pourtant, si la lettre en question de A. P. ne lui a pas été directement dictée par les facteurs locaux ou leurs supérieurs, qui sont mes adversaires politiques et qui ont déjà à plusieurs reprises essayé de me tuer, elle ne peut avoir été dictée que par vous. Si donc vous avez réellement décidé de juger et de condamner par contumace vos concitoyens rien que pour leurs convictions politiques, vous aurez, par cet acte, vraiment prononcé une terrible sentence, mais en tout cas non pas contre moi.

Mais, je le répète: je ne veux pas encore admettre que cela ait pu être possible, et il s'agit peut-être ici d'un excès de zèle ou d'un abus de pouvoir de la part de A. P. et du géolier Dountcheff, et vous ferez alors immédiatement le nécessaire pour que l'acte projeté soit arrêté, car s'il était mis à exécution, il formerait une page noire dans l'histoire de l'oeuvre révolutionnaire macédonienne. Si cependant, au contraire, A. P. et le géolier Dountcheff ont agi et agissent par votre ordre, ayez je vous prie le courage de me communiquer quelles sont les raisons qui vous ont dicté cette décision.

Mes camarades d'idées et de convictions politiques sont poursuivis, condamnés, terrorisés, tués en masse en Serbie, en Grèce, en Roumanie, en Bessarabie, à cause de leurs propagandes et luttes courageuses, conséquentes, pleines d'abnégation, pour la libération de la Macédoine, de la Thrace, de la Dobroudja, de la Bessarabie et du rayon de

Tsaribrod. Le procès contre Boris Stéfanoff à Bucarest, le procès contre Sima Marcovitch et ses camarades à Belgrade, les condamnations toutes dernières prononcées contre les révolutionnaires de Skopié, les persécutions contre tout le groupe parlementaire communiste grec, contre le parti communiste en Grèce, contre les syndicats, etc., en sont quelques preuves des plus récentes. Moi personnellement, j'ai été condamné à trois reprises par le gouvernement fasciste bulgare pour mes idées, pour ma propagande en faveur du front unique des peuples et classes opprimés des Balkans, en faveur de la Fédération des peuples libres balkaniques, et contre les auteurs des différents traités de Berlin, de Neuilly, de Trianon, etc. Je fus condamné parce que j'étais et suis contre la vente de l'indépendance et de l'avenir de mon peuple à ceux qui sont ses bourreaux et resteront tels jusqu'au moment où les peuples eux-mêmes s'affranchiront de leurs jougs: aux gouvernements impérialistes de toute sorte, de tous les pays; parce que je suis pour la paix et l'union avec le libre peuple russe, le seul défenseur et allié sincère et puissant de tous les peuples et classes opprimés et exploités du monde entier. C'est là mon crime, et pour ce crime je subis maintenant trois lourdes sentences. Faut-il que je crois maintenant que c'est à vous qu'a incombé la tâche de me mettre le point final? Alors, à l'oeuvre, s'il vous plaît; je suis désarmé, enchaîné, ma bouche est aphone, je suis à votre disposition. Mais les peuples bulgare, macédonien, serbe, grec, thracien, dobroudjanais, roumain, seront, un jour ou l'autre, libres. Vive leur République Balkanique Fédérative! Vive le front unique des peuples et classes opprimés et subjugués des Balkans, du monde entier!

Recevez, Messieurs, mes civilités.

Todor H. Pavloff

de Chtip, domicilié à Sofia, ancien professeur et journaliste, actuellement détenu politique dans la prison de Philippople.

Philippople, prison départementale, le 29 février 1928

## La question macédonienne

### La Macédoine aux Macédoniens — La terre aux paysans \*)

#### VI.

Les masses populaires en Bulgarie abandonnèrent les partis monarchistes belliqueux et entrèrent soit dans l'Union, des paysans-fermiers qui menait une lutte assez énergique contre la monarchie et la politique belliqueuse des partis bourgeois et réclamait une solution modérée de la question agraire en faveur des pauvres paysans, et soit dans le parti communiste, en lequel ils voyaient la seule garantie pour le terrassement de l'oligarchie bourgeoise bulgare dominante et de la monarchie, et le premier courageux combattant pour la libération définitive des peuples balkaniques et leur union en une Fédération des Républiques Balkaniques.

Mais que devinrent les organisations révolutionnaires macédoniennes?

Les Verkhovistes, sous la conduite d'Alexandroff et de Protoguéroff, n'avaient pas même après les trois désastreuses guerres reconnu leur politique erronée et de trahison envers la Macédoine. Contrairement à la volonté des larges masses populaires, ils continuèrent à se mettre au service de la bourgeoisie et de la monarchie réactionnaires. Dans la croyance qu'ils pourraient assurer plus tôt la libération de la Macédoine si la riche bande réactionnaire, si la monarchie et les militaristes restaient au pouvoir, ils étouffèrent par deux fois, le 9 juin et en septembre 1923, la révolution des ouvriers et paysans en Bulgarie. Et cependant, la victoire de la révolution des ouvriers et paysans en Bulgarie aurait signifié un grand événement historique pour les Balkans, un événement qui aurait eu comme conséquence la libération de la Macédoine ainsi que celle de toutes les nations balkaniques et leur union en une Fédération de Républiques balkaniques ouvrières et paysannes.

Si les Alexandrovistes avaient été de véritables nationaux-révolutionnaires, ils auraient dû comprendre ce moment historique. S'ils veulent alléguer comme excuse qu'ils com-

mirent leurs fautes de jusque-là inconsciemment, la troisième guerre aurait dû leur donner la conscience de la situation. Le détachement des masses en Bulgarie et en Macédoine de la politique monarchiste-militariste aurait dû leur ouvrir les yeux. S'ils luttèrent vraiment pour les masses opprimées de la Macédoine, ils auraient dû agir conformément aux sentiments de ces masses. S'ils luttèrent pour les pauvres masses macédoniennes, leurs sympathies auraient dû être du côté des pauvres masses bulgares qui s'étaient soulevées pour se libérer de leurs exploités et oppresseurs et qui auraient, ensuite, intervenu pour et contribué à la libération des autres parties des Balkans et en premier lieu de la Macédoine.

Les Alexandrovistes persistèrent cependant jusqu'à la fin dans leurs fautes. Ils organisèrent des persécutions sans merci contre les fédéralistes et les obligèrent à se cacher ou à s'enfuir en Yougoslavie où bon nombre d'entre eux oublièrent la vengeance et une partie se mit même au service des oppresseurs serbes de la Macédoine.

Aujourd'hui, la population macédonienne a devant les yeux un tableau désagréable. Les membres des organisations révolutionnaires, qui s'intitulent des «autonomistes» et qui prétendent lutter pour la libération de la Macédoine, se sont placés au service de la bourgeoisie réactionnaire et exploitrice. La Macédoine n'est pourtant toujours pas libre. Combien de fois la Macédoine a-t-elle dû subir ces souffrances!

Les autonomistes (fédéralistes) essaient de grouper autour d'eux en Bulgarie tous les pauvres émigrés de la Macédoine et de former une organisation révolutionnaire unie dont la direction devrait se trouver entre les mains des ouvriers, des pauvres paysans, des artisans et des intellectuels du peuple, comme garantie de ce que l'Organisation assumerait la défense des intérêts des classes les plus opprimées de la Macédoine. L'Organisation devait aussi élire une direction qui se dresserait énergiquement contre toute politique impérialiste dirigée contre la Macédoine tant de la part de la Serbie que de la Grèce et de la Bulgarie. Déjà en 1919 un pareil essai avait été entrepris avec la participation active des meilleurs révolutionnaires-autonomistes macédoniens: Dimo Hadji Dimoff, Djerdjikoff, Hr. Jankoff, Tasko

\*) Suite du No. 86 de la „Fédération Balkanique“.



Serski, G. Petroff et P. Hrisloff. Peu après, l'Organisation se dispersa.

Au commencement de 1920 se formèrent deux autres groupes macédoniens: La Commission des émigrés communistes, et l'Organisation des émigrés fédéralistes. L'Organisation des émigrés fédéralistes devait grouper autour d'elle tous les révolutionnaires-autonomistes macédoniens qui avaient ressenti les conséquences des fautes de la politique verkhoviste. Cette organisation a particulièrement relevé l'importance de la Fédération Balkanique et portait aussi le nom de «Fédéralistes». Elle ne réussit cependant pas à mener à bonne fin la grande tâche qu'avaient commencé en 1919 Dimo Hadji Dimoff et ses camarades. Les Verkhovistes, avec Alexandroff à leur tête, réussirent, par la violence, l'argent des militaristes, des richards bulgares et macédoniens, à maintenir sous leur influence les masses des émigrés, à placer les révolutionnaires macédoniens au service actif de la bourgeoisie réactionnaire bulgare, de la monarchie et des militaristes, à faire intervenir les organisations macédoniennes dans les luttes intestines de la Bulgarie en faveur de la réaction, et à présenter aux yeux de l'émigration le

régime des paysans-fermiers et de Stamboliisky comme un régime de traîtres. Un bien triste tableau. Les Alexandrovistes et Protoguérovistes servent toujours encore la réaction bulgare de toute la force de leur organisation.

Un certain nombre de fédéralistes ne pouvaient pourtant pas comprendre que les persécutions mêmes les plus lourdes ne pouvaient ni ne devaient les pousser dans les camps ni des uns et ni des autres des oppresseurs de la Macédoine et les y faire employer comme d'aveugles instruments de vengeance. Cette vengeance ne sert que l'adversaire et provoque d'immenses dévastations et de nouveaux massacres de la population macédonienne.

Le crime de quelques uns de ces fédéralistes est d'autant plus grave qu'ils ont complètement abandonné leur Organisation et sont devenus des serviteurs du régime réactionnaire serbe; ils persécutent la population macédonienne et battent et tuent les Macédoniens sur un ordre ou un signe des autorités. Ils servent, sciemment, le régime qui a ouvertement proclamé son intention de ne jamais accorder la liberté à la Macédoine.

(A suivre)

Costa Novakovitch

## La „solution“ de la question des optants Son importance internationale

Le Conseil de la Société des Nations a donc décidé à l'unanimité en faveur des Hongrois et en défaveur de la Roumanie dans la question des optants. Les nationaux tsarunistes, naturellement, cherchent à exploiter cet échec du gouvernement de Bucarest sur la ligne de la politique intérieure. Ils accusent les libéraux comme étant responsables de la défaite de la Roumanie à Genève. C'est seulement parce que à la tête de la Roumanie se trouva un tel gouvernement haï et compromis partout que la Hongrie aurait pu conquérir l'aide de l'aréopage international. Et la conséquence en devrait être d'après les nationaux-tsarunistes: la démission du gouvernement Bratiano et la prise du pouvoir par les chefs nationaux-paysans.

L'échec de la Roumanie à Genève dans la question des optants se manifeste donc par un aiguïsement des rapports entre libéraux et l'opposition. Mais la conclusion que les nationaux-tsarunistes cherchent à tirer et à imposer de cet échec, est purement démagogique. Ce n'est pas parce qu'à la tête de la Roumanie se trouve un gouvernement réactionnaire, despotique, absolutiste, sans prestige et confiance à l'étranger, ce n'est pas pour cela que le Conseil de Genève a donné gain de cause à la Hongrie hortyste. Au contraire, de ce point de vue, le gouvernement réactionnaire de Bucarest a eu une situation avantageuse: par une ironie de l'histoire, ce gouvernement réactionnaire se présentait à Genève vis-à-vis d'un adversaire qui, en s'élevant contre l'expropriation des grands seigneurs hongrois, se plaçait sur des positions féodales. Si, malgré cela, le gouvernement roumain, qui apparaissait ainsi dans la posture du défenseur d'une «réforme» agraire à l'avantage des paysans, comme défenseur de l'Europe «civilisée» contre la barbarie bolchéviste qui cherchait en 1917-18 à entraîner la paysannerie roumaine dans la révolution, si malgré cela, le gouvernement roumain a été battu à Genève, cela est dû à des causes tout-à-fait autres que celles «découvertes» par la démagogie national-tsaruniste.

Ces causes sont de nature de politique internationale, de la politique des grandes puissances impérialistes.

Dans la solution que le Conseil de Genève a donné récemment à la question des optants, solution défavorable à la Roumanie, se reflète la lutte entre l'impérialisme français et anglais pour l'influence dans les Balkans et dans le Sud-Est de l'Europe, se reflète l'affaiblissement de l'influence de la France dans la politique européenne et de passage de plus en plus visible et accentué de l'Angleterre au commandement exclusif de cette politique, changement qui marche parallèlement avec l'accroissement de la puissance de l'impérialisme italien, un agent de l'impérialisme anglais, particulièrement dans le bassin de la Méditerranée et dans les Balkans.

Les efforts de la politique de l'Angleterre et de l'Italie vont dans le sens de désagréger la Petite-Entente et de saper ainsi une des bases les plus importantes de l'influence européenne de l'impérialisme français. D'autre part, l'Angleterre et l'Italie cherchent à créer un bloc anti-soviétique d'Etats, qui embrasse aussi la Hongrie, la Bulgarie, ainsi que l'Allemagne. L'attention de l'impérialisme anglo-italien s'est concentré dans ce but, dans les derniers temps, sur la

Roumanie, parcequ'il lui paraissait qu'ici se trouve le point vulnérable de la Petite-Entente. La Roumanie possède la plaie de la Bessarabie dans le flanc, elle est menacée par la révolution des masses populaires des villes et de la campagne et des provinces annexées et opprimées, et elle a besoin, sous la menace de la faillite et de la décomposition totale économique et financière, d'emprunts considérables à l'étranger. La ratification du rapt de la Bessarabie par l'Italie a été le premier pas sérieux pour attirer la Roumanie dans la sphère d'influence de l'impérialisme italo-anglais. La solution de septembre de l'année passée donnée par Genève à la question des optants, par laquelle l'Angleterre (Chamberlain étant le rapporteur de la question) faisait, au prix d'offenser les intérêts de Budapest, des concessions à la Roumanie, fut un autre pas sérieux de l'impérialisme anglo-italien de s'attirer la Roumanie et de lui prouver quels avantages elle aurait si elle devenait plus sensible à l'amour de Londres et de Rome et abandonnerait l'amour exclusif de Paris.

Et la Roumanie a cherché, avec l'art diplomatique de son ministre des affaires étrangères Titulesco, de prouver à son tour qu'elle est bien capable... de deux amours diplomatiques simultanées. La visite de Titulesco à Rome a eu comme but de donner l'impression que la Roumanie, sans abandonner la politique française, est disposée à se rapprocher de l'Angleterre et de l'Italie, en... rapprochant ces puissances impérialistes à leur rivale en impérialisme, la France. C'était une politique sur deux tableaux. Titulesco s'est imaginé pouvoir mener par le nez la diplomatie britannique pourvue d'un raffinement conquis parmi des siècles. Mais Chamberlain voulait des faits. Le retard de la démarche dans la question des mitrailleuses de St. Gotthard a été l'oeuvre de la Roumanie, et la note elle-même de la Roumanie a été différente des notes parallèles de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, qui elles, étaient identiques. C'étaient donc seulement des manoeuvres de la diplomatie roumaine pour tromper les diplomaties anglaise et italienne. Titulesco pensait pouvoir conquérir ainsi l'aide de l'Angleterre et de l'Italie dans la question des optants, qui devait venir à l'ordre du jour en mars à Genève.

Or, la solution que le Conseil de Genève a donné à la question de la contrebande de St.-Gotthard, ainsi que celle donnée à la question des optants, ont été au détriment de la Roumanie. Ces solutions ont été prises sous la pression de l'Angleterre, à laquelle a dû céder la France aussi, car elles ont été adoptées à l'unanimité, et particulièrement dans la question des optants avec l'approbation manifeste de Briand. Ces décisions de la dernière session de Genève prouvent que l'ascendant politique de l'Angleterre est arrivé à un tel point, que même la France en est forcée d'abandonner ses protégés et vassaux. La signification et l'importance de la solution de Genève dans la question des optants consiste en ceci: la France est repoussée sur les plans secondaires, l'Angleterre prend le haut commandement de la politique européenne.

Mais que signifie le haut-commandement anglais dans la politique européenne? Cela signifie la création, sous le haut-commandement de l'Angleterre, du bloc anti-soviétique; la préparation et l'approchement de la guerre contre l'Union Soviétique. En imposant sa solution à Genève Chamberlain, a voulu dire à la Roumanie, et aux autres pays: quiconque ne se soumet pas à ma volonté et à mes ordres, et cette volonté est le passage de tous sous mon commandement

dans la guerre et pour la guerre contre l'URSS, doit en supporter les conséquences.

Mais les nationaux-tsaranistes préconisent précisément une telle orientation de la Roumanie tant dans la politique extérieure, que dans la politique économique-financière intérieure qui, d'un côté doit donner l'exploitation des richesses du pays et du travail du peuple entre les mains des capitalistes étrangers (lire: anglais), et de l'autre côté doit atteler la Roumanie au char de la politique internationale de l'impérialisme anglais.

La solution de la question des optants en faveur de la Hongrie, considérée d'un autre point de vue, signifie la victoire du point de vue féodal dans la question sociale paysanne; la solution de la question des optants en faveur de la Roumanie aurait signifié l'accroissement du danger de guerre contre l'URSS par l'attelage de la Roumanie à la politique anglaise, c'est-à-dire l'accroissement du danger contre la Révolution Russe, ce qui aurait signifié la victoire du point de vue réactionnaire et contre-révolutionnaire dans la politique internationale. Cette alternative, également réactionnaire dans tous ses deux termes, montre que la solution progressiste des problèmes politiques actuels ne peut plus être attendue aujourd'hui de la part des gouvernements capitalistes, et que ces problèmes ne peuvent être résolus à l'avantage des peuples travailleurs que par des gouvernements ouvriers-paysans, contre les gouvernements hortyste et bratianiste, contre les gouvernements capitalistes de Londres, Rome ou Paris; contre Genève impérialiste, et non pas par elle.

I. Mateescu.

## Romulus Voïnesco

L'organe du Parti National-Paysan «Dreptatea» du 3 mars publie le portrait suivant, du grand inquisiteur de la Sigourantsa roumaine dû à la plume de M. M. Sevastos.

Rouge comme une pivoine — comme s'il avait été surpris derrière la porte et avait reçu cinq paires de gifles. Les yeux lui sont restés ahuris à la suite de cette opération.

D'autres pensent que la rougeur lui est venue dans les fosses de son visage à la découverte de ses deux plagiats: «Sur le moratorium» d'après Moïsse Vitalevi («La moratoria») et «L'agent de police» d'après Ralf Morton («Comment on devient détective»).

Ainsi s'explique probablement aussi l'enthousiasme de M. A. C. Cuza (connu en Roumanie comme le roi des plagiateurs, parce qu'il a été prouvé qu'il a conquis la chaire d'économie politique à l'Université de Iassy à la suite d'un livre démasqué comme plagié d'après plusieurs écrivains étrangers — Note de la F. B.); il s'est écrié: «Le pays peut être fier qu'à la tête de la Sûreté Générale de l'Etat se trouve un savant de la taille de M. Voïnesco!»...

D'autres soupçonnent que son visage a rougi à l'attention du Sénat, quand Romulus Voïnesco, quoique prévenu, n'avait pris aucune mesure pour empêcher la catastrophe; et, après l'attentat, il poursuivit trois Hongrois — malgré toutes les indications contraires des informateurs...

Mais non. Cette rougeur n'est pas provoquée par la honte. C'est le masque jovial d'une conscience en éruption, capable de toute turpitude — de la «collection» privée des monnaies anciennes et des icônes archaïques de Bessarabie à l'aide des agents secrets, jusqu'à la torture et l'assassinat des hommes dans les caves ou sur les routes des campagnes.

Pendant que les «politiques» sont soumis à tous les traitements, Romulus Voïnesco coupe tranquillement les timbres-postes de la correspondance de la Sigourantsa ou admire des photos pornographiques. Et quand les timbres-postes ont été catalogués, et après avoir savouré les attitudes sur les cartes postales obscènes — Romulus Voïnesco fait de la littérature, édite des revues... qu'il fait placer, par la terreur, par les agents secrets, de négociant en négociant. Regardez seulement les annonces des «Propylées Littéraires» et vous vous convaincrez par quels modes les négociants et les industriels, particulièrement des provinces annexées, ont donné des réclames commerciales. Demandez aux abonnés de la revue de quelle manière ils ont été forcés à s'abonner. A peu-près tous les abonnements ont été obtenus par pression et chantage. On ne peut rien mener à fin dans les services de la Sigourantsa sans un tribut littéraire.

Les agents secrets — les complices de Romulus Voïnesco dans l'oeuvre d'extorquer de l'argent pour la «littérature» et d'enrichir la «collection» de monnaies antiques et d'icônes de Bessarabie — ont donné, par la suite, libre cours à leurs appétits effrénés d'enrichissement. D'un bout à l'autre du pays, la Sigourantsa, pour masquer son incapacité et pour justifier en même temps les fonds dépensés, s'occupe seulement de mises en scènes de complots fictifs. L'autre jour, le Conseil de Guerre de Kichineff a démasqué le complot fictif Filatov, mis en scène par un maire incorrupt et cousu au fil blanc par la Sigourantsa. Hier, le même Conseil a démasqué une autre mise en scène: Alex. Ciornei et Condrea Aftenic, d'un village sur le Dniestre, avaient été impliqués dans un «crime contre la sûreté de l'Etat» seulement et purement pour ensevelir une affaire de contrebande.

Et pourquoi s'étonner de ces faits et méfaits des agents secrets et des postes provinciaux de la Sigourantsa, quand Romulus Voïnesco lui-même, le directeur de cette institution, conditionne le prolongement des permis de séjour des étrangers à des avantages matériels! Ainsi, le directeur (hongrois d'origine) de la société (hongroise de capital) «Nitrogen» de Transylvanie, qui devait être expulsé, a été laissé dans le pays — en échange d'une place dans le conseil d'administration à Budapest de cette société, qu'elle a accordée à Romulus Voïnesco. Quand nous retenons que le délit mis sur les épaules du directeur hongrois était l'irredentisme, la combinaison du chef de la Sigourantsa reçoit une saveur spéciale. Le patriotisme de la Sigourantsa est un passe-partout, avec lequel Romulus Voïnesco, comme ses autres collaborateurs, ouvre tout coffre-fort, particulièrement ceux des entreprises étrangères...

Le gouvernement maintient Romulus Voïnesco pour la complicité électorale de la Sigourantsa et la pression permanente exercée par elle sur les citoyens. On ne peut pas la jeter par dessus bord. Entre le gouvernement et la Sigourantsa, il y a des cadavres.

Mais nous ne comprenons pas pourquoi la Société des Ecrivains Roumains a reçu Voïnesco dans ses rangs, plus encore, lui a accordé une place dans la direction. Pourquoi? Pour ses pièces de théâtre d'une bêtise catastrophale? Pour les «Propylées Littéraires»? Est-ce que les écrivains ne comprennent pas que le contact avec le chef de la Sigourantsa est déshonorant pour les littérateurs? Et que le contact avec quelqu'un qui manie la plume comme le nerf de boeuf, souille et rabaisse?

Mais le jour viendra où Romulus Voïnesco deviendra, de rouge trivial — blanc comme la chaux...

M. Sevastos

## Amnistie entière et sans conditions en Bulgarie!

La question de l'amnistie des détenus et émigrés politiques est de nouveau à l'ordre du jour en Bulgarie. Un grand mouvement s'est emparé de tout le pays. Partout, dans toutes les villes, et même dans les villages, sur l'initiative des femmes et des mères des victimes de la Terreur Blanche se sont constitués des comités pour l'amnistie générale. A ces comités se sont associés tous les partis politiques, sauf naturellement celui de la Ligue Militaire, du Demokratiticheski Zgovor; des associations professionnelles des ouvriers, des paysans, des artisans; des associations culturelles et humanitaires; des intellectuels éminents, comme Anton Strachimiroff et autres; et ainsi, ces comités se sont transformés en de véritables groupements de tous les citoyens.

Le but que ces comités se sont posé, c'est d'exiger et d'imposer l'amnistie complète, entière, sans condition aucune; l'abrogation de la loi de Défense de l'Etat; l'appui pécu-

niaire de l'Etat aux victimes de la répression du gouvernement fasciste; la liberté de distribution à ces victimes des secours pécuniaires envoyés par des comités et associations humanitaires de l'étranger.

Des centaines et des centaines d'appels, pétitions, requêtes ont été adressés au président du Conseil, aux ministres, aux députés, aux leaders des partis, à la presse. Ces appels et pétitions sont émouvants au plus haut degré par l'exposé qu'ils font de la terrible situation dans laquelle se débattent les détenus et émigrés politiques ainsi que leurs familles. Ils sont signés non seulement par ceux qui ont été directement ou indirectement atteints par les sévices barbares de la terreur blanche, mais aussi par les autres habitants de leurs villes et villages. Car la misère de ceux qui se trouvent dans les prisons ou dans l'émigration et de leurs familles, la pitié des familles de ceux qui ont été assassinés, massacrés, qui ont «disparu sans traces»,

est tellement étendue et profonde que nul ne peut y assister en spectateur impassible. Dans les prisons de la Bulgarie fasciste se trouvent actuellement un millier de détenus politiques, deux à trois mille émigrés politiques errent à l'étranger, affamés, sans abri, et soixante à soixante-dix mille femmes, enfants et vieux parents de ces détenus et émigrés ainsi que des assassinés par le gouvernement fasciste de la Ligue Militaire, souffrent d'une atroce misère. Leur vie est un véritable enfer. Le gouvernement de Liaptcheff les considère comme des dépreux et ordonne à ses suppôts d'en faire autant. Et ainsi, ces malheureux, s'ils avaient la chance d'avoir un travail, un emploi, une fonction, sont tout simplement jetés sur le pavé, ils ne peuvent obtenir aucune place dans une entreprise capitaliste, ils meurent de faim et de froid. Si l'on considère la crise générale économique de la Bulgarie, si l'on considère que dans ce pays essentiellement agricole de 5½ millions d'habitants il existe 150.000 sans-travail, que la vie y est d'une cherté exorbitante, que la crise des logements y sévit avec toute son acuité, on concevra la misère indicible dans laquelle sont plongées ces victimes du régime de terreur de Tsankoff-Liaptcheff. Dans un pays d'une telle crise économique, pas de travail pour ces malheureux, pas de possibilité de travail, pas un centime de subside de la part du gouvernement; interdiction de distribution à eux de tout secours collecté et envoyé pour eux par des associations professionnelles, culturelles et humanitaires de l'étranger; le gouvernement de M. Liaptcheff est allé jusqu'à arrêter et faire poursuivre ceux qui reçoivent ces sommes de secours envoyées de l'étranger et sont chargés de les distribuer aux malheureuses victimes de la Terreur Blanche: il leur enlève les montants reçus, les jette eux-mêmes en prison, et les fait traduire devant les tribunaux pour les faire condamner, pour leur «crime», en vertu de la loi de la Défense de l'Etat, sous l'accusation devenue classique d'être des agents bolchéviques. D'ailleurs, tout le mouvement pour l'amnistie générale, toute action pour venir en aide aux familles des victimes de la terreur blanche, est considéré par le gouvernement fasciste comme un crime de haute trahison. Tous ceux qui demandent l'amnistie générale, même les représentants des partis bourgeois de l'opposition, même ceux des associations culturelles et humanitaires, même ceux de la Ligue des Droits de l'Homme, sont qualifiés des instruments des bolchéviques ou des naifs induits en erreur par les agents bolchéviques. La Ligue des Droits de l'Homme, dont le président est l'ancien ministre le professeur Ganef, avait pris l'initiative il y a 8 mois de constituer un comité de secours aux victimes de la guerre civile, mais il n'est pas encore en état d'alléger quelque peu le sort de ces malheureux, car les statuts de ce comité ne sont pas encore approuvés par M. Liaptcheff.

Malgré toutes ces persécutions et oppressions de la part du gouvernement, malgré les attaques de la presse gouvernementale contre tous ceux qui prennent la défense de la cause des victimes de la terreur blanche, le mouvement pour l'amnistie effective et générale a pris des dimensions tellement grandes que le gouvernement bulgare n'a plus pu l'ignorer. Il interdit toujours les réunions des comités pour l'amnistie, mais il n'est pas en état d'étouffer les protestations exprimées dans les appels de ces comités. Et même il a voulu essayer de faire quelque chose pour leurrer l'opinion publique. A l'occasion des fêtes de Noël, en grâciant des centaines de vulgaires condamnés de droit commun, le gouvernement a aussi inséré dans les listes de grâce les noms de quelques détenus politiques, et sa presse a commencé à crier sur tous les tons que c'était là l'amnistie. Mais ces prisonniers politiques ont refusé d'accepter cette grâce en demandant qu'une amnistie générale soit accordée à tous les détenus politiques. Aujourd'hui, le gouvernement a été contraint d'imprimer et de distribuer aux députés le projet d'amnistie présenté il y a six mois à la Chambre par les groupes parlementaires du parti agrarien, du parti socialiste et du parti des artisans, projet auquel se sont rangés aussi les députés du parti ouvrier qui avaient en son temps eux aussi présenté un projet d'amnistie générale et effective et dont nous avons parlé alors.

Conséquent dans sa cruauté, le gouvernement de M. Liaptcheff s'obstine toujours à ne pas faire mettre à l'ordre du jour de la Chambre ce projet d'amnistie. Mais, sous la poussée de l'opinion publique, de la vague d'indignation générale du pays, des protestations des masses ouvrières, des associations culturelles et humanitaires, des personnalités éminentes intellectuelles de l'étranger, cette question entrera dans l'ordre du jour de la Chambre, car c'est là une question de vie pour près d'une centaine de

milliers de citoyens bulgares cruellement éprouvés, car c'est là un premier pas à faire vers la normalisation de la malheureuse Bulgarie. Et pour que ce pas à faire serve véritablement à normaliser quelque peu le pays, il est nécessaire, indispensable, qu'il soit enlevé au gouvernement toute possibilité de jeter tout simplement dans les prisons ou de faire tuer par assassinat «légal» ses adversaires politiques incommodes — il est nécessaire, indispensable, de faire abroger la loi inique de la Défense de l'Etat. En vertu de cette loi, depuis le 1er janvier a. e., sept sentences de mort ont été prononcées rien que par les deux tribunaux de Kustendil et de Radomir; de nombreux procès sont en cours, comme ceux à Vidine contre 15 ouvriers, à Straldja contre 10 paysans, comme les procès contre les journaux défendant les ouvriers, les paysans, les artisans, les masses travailleuses en général «Novini», «Zemledelsko Vozrajdanié», «Edinstvo», «Mladechka Douma», «Nakovalnia», «Rabotnitchesko Délo», «Vedrina», etc. Rien que contre le «Novini» le gouvernement a intenté treize procès, et le rédacteur-en-chef Ilieff est en prison. Aussi, le mouvement pour l'amnistie générale est-il intimement lié à celui pour l'abrogation de la loi de Défense de l'Etat. Il est également intimement lié à celui déclenché pour forcer le gouvernement à accorder des subsides aux victimes de la terreur blanche et à leurs familles, à celui pour forcer le gouvernement à ne plus empêcher la distribution à ces victimes de secours offerts par des associations ou des particuliers.

Ce mouvement, de jour en jour plus puissant, continuera avec une énergie toujours croissante. Il ne prendra pas fin avant d'avoir obtenu un résultat complet et réel. Rien ne servira à M. Liaptcheff d'ajourner sine die la discussion au parlement bulgare du projet d'amnistie. Ce projet viendra en discussion. Il viendra bien plus tôt que le gouvernement fasciste bulgare ne le pense. Et il donnera aux vrais défenseurs des masses travailleuses une nouvelle occasion de dénoncer de la tribune parlementaire la politique barbare et sadique du gouvernement de la Ligue Militaire qui a déjà fait, en assassinés, en massacrés, en emprisonnés, en mourants de faim, plus d'une centaine de milliers de victimes parmi les honnêtes travailleurs bulgares.

D. Vlahoff

## La situation politique en Bulgarie

(du Bulletin d'Information du 29 février 1928 du Comité de Vienne contre la Terreur Blanche dans les Balkans).

De quelle importance vitale pour la Bulgarie sera l'octroi immédiat d'une amnistie pleine et entière, comme première condition de la normalisation du pays, on le verra peut-être le mieux par un court exposé de la situation politique actuelle du pays.

Depuis le coup d'Etat du 9 juin 1923 jusqu'aujourd'hui, le pays se trouve dans une permanente crise politique et insécurité intérieure et extérieure. La Terreur Blanche y sévit sans interruption. En dehors des cruels actes de terreur journaliers, le pays est périodiquement ravagé par de grandes vagues de terreur. C'est ainsi qu'à la dernière vague de terreur de fin 1927 contre les syndicats succéda une nouvelle vague de terreur à l'occasion des élections communales des villages, du 19 février 1928. Les victimes de cette récente vague de terreur se chiffrent par douzaines, assassinées par des raisons politiques, et ces meurtres ont été perpétrés tant par la police même de Liaptcheff que par les «facteurs irresponsables», les fascistes bulgares; et il y eut encore les innombrables arrestations en masse, tortures, procès de presse, autres procès politiques, tous ordonnés par le gouvernement contre l'opposition toute entière, particulièrement contre les organisations des ouvriers et paysans.

Malgré toutes ces persécutions, la situation de Liaptcheff et du groupe gouvernemental, du Zgovor, devient de jour en jour plus intenable.

Le régime entaché de sang du régime Tsankoff-Liaptcheff a mené le pays au bord de l'abîme.

Aux dévastations politiques et sociales causées par le régime d'exception, vient s'ajouter une crise économique telle que l'on n'avait jamais connue encore en Bulgarie. Plus de 150.000 sans-travail, sans aucune assistance de l'Etat, pour une population d'environ 5 millions; des faillites en masse et, comme conséquence, des suicides d'industriels et de commerçants; rareté d'argent; stagnation générale, appauvrissement, mécontentement — telles sont les caractéristiques de cette profonde crise économique.

Vient encore une lutte acharnée dans le sein même du

Zgovor, entre les deux rivaux Tsankoff et Liaptcheff et leurs partisans respectifs; et une corruption continue, à commencer des ministres et des députés gouvernementaux jusqu'aux derniers fonctionnaires appartenant au parti gouvernemental.

Aux difficultés intérieures s'ajoutent aussi les difficultés extérieures, et le gouvernement ne peut y indiquer que des défaites et des échecs, et le danger de guerre existe en permanence (la frontière bulgare-yougoslave est toujours encore fermée depuis quatre mois).

L'issue de cette situation devenue insupportable, le gouvernement Liaptcheff-Tsankoff ne la voit que dans un renforcement de terreur, dans des pogromes contre les organisations des ouvriers et paysans, dans l'institution d'une dictature militaire ouverte. Le gouvernement actuel étant complètement en banqueroute, ainsi que l'ont montré les dernières élections parlementaires (d'avril 1927) et les récentes élections communales des villages, il ne peut plus parvenir à se maintenir avec les formes habituelles de la démocratie et du parlementarisme, malgré la Terreur Blanche la plus féroce. Comme une concession «minimale» envers l'aile de Tsankoff, et pour tromper les masses populaires et l'opinion publique européenne, il est depuis quelques temps projeté une reconstruction gouvernementale qui apporterait vraisemblablement Tsankoff de nouveau dans le cabinet.

Mais la véritable issue de cette impasse, que montre d'ailleurs toute l'opposition bourgeoise, ouvrière et paysanne du pays, consiste en la retraite du gouvernement Liaptcheff-Tsankoff et en l'institution de la «nouvelle puissance» qui devra complètement liquider le régime actuel de terreur et d'exception.

Et c'est dans la proclamation d'une amnistie entière et sans conditions et l'abrogation de toutes les lois d'exception, pour lesquels buts le peuple bulgare mène une lutte s'intensifiant et s'élargissant de plus en plus, que tous les partis de l'opposition voient avec raison la condition primordiale et première de la liquidation du régime d'exception et de la normalisation de la situation en Bulgarie.

## Procès politiques contre des Macédoniens

(Correspondance de Chtip.)

Le 28 janvier dernier eut lieu le procès, en vertu de la loi de la Défense de l'Etat, contre 5 ouvriers et artisans de Chtip: Dimitr Zografsky, Peter Varadinoff, Ivan

Petroff, Pavé Zartcheff et Ilia Voynoff. Ces Macédoniens étaient accusés d'avoir constitué une organisation de Jeunesse Communiste. C'est sous cette allégation que les autorités condamnent toujours, en vertu de ladite loi draconienne de la Défense de l'Etat, les Macédoniens qui ont de l'influence sur leurs concitoyens. Et tel était aussi le cas de ces cinq Macédoniens. Ils étaient aimés et estimés de leurs concitoyens et les autorités ne cherchaient qu'un prétexte pour les jeter en prison. L'assassinat du général Kovatchévitch leur fournit ce prétexte. La nuit même de cet attentat, ces cinq Macédoniens furent arrêtés et jetés en prison où ils furent soumis à des tortures effroyables pour qu'ils «avouent» être des membres d'une organisation révolutionnaire macédonienne ou du parti communiste. Les détenus, avec dignité et fermeté et un courage héroïque, ont repoussé toutes les accusations de leurs bourreaux. Ne pouvant donc les mettre en accusation en vertu de leurs propres «aveux», les bourreaux ont cherché à trouver, par des intimidations, des «témoins» contre Zografsky et ses camarades. Ils ont enfin réussi à trouver un agent provocateur qui est venu déposer au tribunal tout ce que le procureur a bien voulu. Ce fut là la seule «preuve» de l'accusation. Les défenseurs, les avocats Groubichitch et Yanakieff, de Skopie, ont minutieusement réduit à néant tout le matériel du procureur. Puis, au nom des cinq accusés, Zografsky a prononcé un véhément discours et a décrit toutes les tortures inquisitoriales auxquelles ils ont été soumis. Ils avaient été arrêtés par des individus condamnés à mort par ce même tribunal et qui, immédiatement après l'assassinat du général Kovatchévitch, avaient été remis en liberté, avaient reçu des autorités des armes, et s'étaient aussitôt rués dans la ville, battant, diant et conduisant à la prison des Macédoniens par dizaines. Plusieurs de ces Macédoniens «disparurent sans traces» dans ces nuits de tourments. Zografsky a brossé ensuite un tableau retentissant de la tyrannie vandalesque et de la terreur sévissant en Macédoine. Ce n'était plus Zografsky et ses camarades qui étaient les accusés, mais les satrapes tyraniques de Belgrade.

Le tribunal a de nouveau prononcé ses sentences barbares habituelles: Zografsky et Varadinoff ont été condamnés à 4 ans de prison, Petroff et Voynoff à 3 ans, et Zartcheff, a été acquitté. Zografsky et ses camarades ont accepté ces sentences avec sang-froid, et les assistants, ont manifesté pour ces vaillants Macédoniens leurs sentiments de sympathie et de fraternité.

# DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS

ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

## UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS

ÜBER

DIE BALKAN-FÖDERATION

### M. Natrowski

M. Natrowski, geboren 1882 in Warschau, studierte nach anfänglichem Musikstudium Philosophie in Berlin, woselbst er als philosophischer Schriftsteller lebt. Von seinen Werken seien genannt: „Die Erkenntnis der bunten Vielfalt“; „Gespräch über die Verliebtheit“; „Die Entthronung der antiken Kunst“; diese drei erschienen vor dem Kriege unter dem Pseudonym „Animatus“. Ferner, die kulturpolitischen Schriften unter eigenem Namen: „Individualsozialismus“, 1919 und „Die Sklaverei der Arbeit“, 1927.

Die Logik sagt es, und die Geschichte schreit es uns ins Ohr, und wir wollen immer noch nicht hören: Keine Völkerbefreiung ohne Volksbefreiung! Wenn je den Menschen irgend eine Lehre durch geschichtliche Ereignisse mit unmißverständlichster Deutlichkeit und Grausamkeit eingehämmert wurde, so diese durch das weltgeschichtliche Geschehen der Nachkriegszeit. Keine nationale Freiheit ohne

internationale Freiheit! Und das ist ja so völlig logisch, denn es ist ja ein und derselbe Geist oder Ungeist des Imperialismus, der die Klassenherrschaft und die Volksausbeutung wie die Völkerunterdrückung beseelt, wobei aber der soziale Imperialismus und Kapitalismus als der allgemeinere den grundlegenden Faktor bildet. Wie soll der, der mit dem Stiefel des Privateigentums die Menschenwürde seines Nächsten zertritt, der nicht einmal das Mitrecht seiner Stammesgenossen achtet, ein solidarisches Verhalten zu Fremdstämmen aufbringen? Nur das übernationale sozialistische Ethos vermag auch die völkischen Individualitäten voll und ehrlich zu bejahen.

Was aber zeigt uns dies weltgeschichtliche Geschehen, von dem wir sprachen? Wer nicht völlig blind ist oder Parteischeuklappen trägt, muß sehen: Wie am Tage des jüngsten Gerichtes die Lämmer vor den Wölfen, so scheiden sich heute zwei gegensätzliche Welten von einander, die sozialistisch gesinnte Welt der Sowjetvölker und die impe-

rialistisch-kapitalistische Welt der bürgerlichen Staaten. Auf der einen Seite: Volksbefreiung und Völkerbefreiung, auf der anderen: Volksunterdrückung und Völkerunterdrückung. Aber das Gewissen aller Menschen ist schon zu sehr erwacht, und so bedürfen auch die Unterdrücker eines moralischen Mäntelchens; sie müssen heucheln. So entstand die Organisation der größten Heuchelei, die die Weltgeschichte je gesehen, der sogenannte »Völkerbund«, in dem unter der Maske der Völkerbefreiung die Führer der Raubstaaten, allen voran das »demokratische« England, zwecks Erlangung eines möglichst großen Machtzuwachses und Profites auf Kosten der anderen, die Völker der Erde durcheinanderwürfeln, gegeneinanderhetzen und aneinander verschächern — hiervon weiß ja am besten der Balkan ein Lied zu singen und das um seine Selbständigkeit ringende China, in dessen Herzen englische Schiffskanonen Tausende in Stücke rissen, während der englische Vertreter im Völkerbund vor der nationalen Würde Chinas eine diplomatische Verbeugung machte. Und es gibt bei uns noch immer sehr gut gesinnte Leute, die daher an der Möglichkeit einer echten Völkerverständigung verzweifeln. Denn die Blinden, sie sehen nicht, daß solch ein echter Völkerbund, den sie für eine schöne Utopie erklären, schon längst Wirklichkeit geworden ist, in jener anderen Welt, im Bund der Sozialistischen Sowjetrepubliken. Von der Ostsee bis tief nach Asien hinein zieht sich die in allen Farben leuchtende Kette der durch die sozialistische Revolution befreiten verschiedenartigsten Völkerschaften, die alle in einem Völkerbund vereint, eine jede ihre völkische Individualität in der friedlichen Solidarität aller entfaltet und bekennt. Man reibe sich nur die Augen, das Unwahrscheinliche, es ist mit einem Zauberschlage da, weil niemand mehr den anderen treten und übervorteilen will und der neuen Ordnung der Dinge nachgar nicht mehr kann. Die übernationale Internationale, sie hat es geschafft, was die Geschichte noch nie und nirgends gesehen. Und was der bürgerliche Skeptiker vorher für ausgeschlossen halten mußte, da ihm der internationale Sozialismus als Vernichter der nationalen Individualität galt — die deutsche Theorie ist ja noch heute voll davon — eine unerhörte Wiedergeburt, nein, Neugeburt des Volkstums in Sprache, Schule, Stil, jeglicher Art innerer und äußerer Kultur, setzt hier zugleich mit der Niederringung der Formen

feudaler und kapitalistischer Klassenherrschaft ein, und aus der homogenen russifizierten Völkermasse des alten Zarenreiches und seines kolonialen asiatischen Anhangs, differenziert sich ein fast unübersehbarer Kranz von völkischen Individualitäten, in dem selbst noch die kleinsten Minoritäten Recht und Beachtung finden.

Hieraus ergibt sich aber ganz von selbst die Stellungnahme zur Bildung einer Föderation der Balkanvölker. Was Türkmene und Wolgadeutsche, Kirgisen und Tartaren, Weißrussen und Ukrainer, Georgier und Kosaken — um nur einige wenige zu nennen — vermögen, das müssen auch Mazedonier und Kroaten, Slovenen und Bulgaren, Griechen und Türken können, vorausgesetzt, daß sie sich wie jene zu einer Föderation befreiter Völker zusammenfinden. Sie müssen erkennen, daß das Problem der Befreiung völkischer Individualitäten nur im Zusammenhang mit der großen weltgeschichtlichen Aufgabe des Sozialismus gelöst werden kann. Eine jede Arbeitsgemeinschaft mit den bestehenden bürgerlich-demokratischen oder faschistischen Regierungen oder Organisationen — und wo ist da heute in der Außenpolitik noch ein prinzipieller Unterschied — muß an deren imperialistisch-kapitalistischen Instinkten und Zielen scheitern. Den ungemein verwickelten Völkerknoten des Balkans kann keine bürgerlich gesinnte Föderation selbst wenn sie zustande käme, lösen, stets würden die schwächeren Kontrahenten zu Ausbeutungsobjekten der militärisch und wirtschaftlich Stärkeren und diese wieder zu Spielbällen der Großmachtsdiplomatie Englands, Italiens und Frankreichs werden. Aber deshalb darf der Kampf um eine Balkanföderation nicht etwa vorläufig aufgegeben werden. Denn dieser Kampf ist ja ein allerwesentlichster Bestandteil des Kampfes um die Volksbefreiung der Balkanländer und damit der gesamten Menschheit. Wie kaum sonst wer in der Welt haben die Balkanvölker alle Martern und Greuel der imperialistisch-kapitalistischen Gewaltherrschaft erliden müssen und es ist noch heute kein Ende dieser Leiden abzusehen; so mögen gerade sie endlich erkennen, daß jeder Kampf um eine solidarische Völkergemeinschaft vergebens ist, der nicht die bürgerliche Wurzel aller Verknöchtung ausrottet. Sie mögen endlich erkennen, daß der Weg zur Balkan-Föderation nicht über Genf und Locarno, sondern über Moskau führt.

M. Natrowski

## Die Lage in Bulgarien

**Der neue Feldzug der Reaktion — Hausdurchsuchungen, Verhaftungen, Prügel — Neue Fälle von „spurlos Verschwundenen“ u. „auf der Flucht Erschossenen“ — Korruption, Unterschlagungen, Konkurse**

Die Reaktion in Bulgarien erhebt abermals ihr Haupt. Die Henker der bulgarischen Arbeiter und Bauern bereiten einen neuen Feldzug gegen das Volk vor. Sie sind unruhig und blutdürstig.

Die verschiedenen »Zweige«, aus denen sich die sogenannte »Demokratische Vereinigung« (»Demokratischski Sgovor«), die machthabende Partei in Bulgarien, zusammensetzt, sind untereinander in einen grimmigen Kampf geraten. Der rechte Flügel, mit Zankoff, Russeff und Kalfoff an der Spitze, steht in offenem Streit mit den »milden und gütigen« Liaptscheff und Genossen, um die Herrschaft innerhalb der Partei. Dieser innerparteiliche Kampf nimmt zusehends an Schärfe zu und wird in Kürze zu einem Auseinandersprengen der »Demokratischen Vereinigung« führen müssen.

Zankoff, Russeff und Kalfoff, die Putschisten vom 9. Juni 1923, blasen ins Horn: der Staat sei in Gefahr; die rote Welle überflute das Land. In ihren Hirnen malt sich ein rotes Schreckensgespenst, und sie wollen um jeden Preis die Staatsmacht an sich reißen. Sie holen zu neuen Bartholomäusnächten aus, um das bulgarische Volk abermals in Blut zu ersäufen. Liaptscheff und Co. müssen daher vom Staatsruder zurücktreten und es den Zankoff, Russeff und Kalfoff überlassen, eine rein faschistische Regierung, eine Regierung der starken Hand, zu bilden. Auf alle Fälle müssen sie ihnen aber wenigstens das Ministerium des Innern übergeben; damit man ein für allemal mit dem bulgarischen Bolschewismus ein Ende mache.

Was ist es aber, das diese dunkle Macht der Reaktion in Todesangst vor ihrem eigenen Schatten versetzt? Ist es nicht das Gespenst der ermordeten 25.000 Arbeiter, Bauern, Lehrer, Aerzte, Ingenieure, Rechtsanwälte, Publizisten, Schriftsteller, Schüler, Studenten, Gewerbetreibenden und Landwirte? Ist es nicht die Todesangst vor der heranahenden Rache des Volkes?

Die Henker des bulgarischen werktätigen Volkes beginnen zu zittern. Sie spüren den Abgrund unter ihren Füßen und fühlen, wie nahe ihr Ende ist. Um ihrem

Schicksale zu entweichen zu versuchen, drängt Zankoffs blutige Kamarilla nach »neuer Rettung«, nach einem neuen 9. Juni.

Alle Anzeichen dieses Vormarsches liegen auf der Hand.

Dem allgemeinen Willen der breiten Arbeiter- und Bauernmassen, durch eine Delegation nach Sowjetrußland sich von dem großen Werke des sozialistischen Aufbaues zu überzeugen, stellte die Reaktion ihr strengstes Verbot entgegen.

Die unlängst stattgefundene Tagung des Unabhängigen Arbeiter-Gewerkschaftsbundes brachte mit unwiderlegbarer Kraft den Beweis, daß, trotz der Blutherrschaft, des Terrors, der Metzelleien, der Befreiungskampf des bulgarischen Proletariats seinen sicheren Weg schreitet. Anlässlich dieser Verkündigung des arbeitenden Volkes verschärfte die Reaktion, mit erneutem Grimm, ihre Terror- und Gewaltakte.

Je schärfer der innere Zwist der Regierungspartei wird, umso brutaler tritt der ungeheure, Tausende umfassende Terrorapparat der herrschenden Clique auf. Polizei, Gendarmerie, Detektive, alles ist in Bewegung gesetzt. Die Verhafteten werden entsetzlichen Folterungen unterworfen. Die Klubbücher der Arbeiterpartei werden gesperret, die Archive weggeschleppt, die Möbel demoliert, die Räume beschlagnahmt.

Einige nackte Tatsachen:

In Sofia wurde neulich der Arbeiterklub, in welchem sich das Zentralkomitee des Unabhängigen Arbeiter-Gewerkschaftsbundes und die Redaktion der Gewerkschaftszeitung »Edinstwo« befinden, von einer beritten und zu Fuß herangeeilten Polizei umzingelt. Die Polizisten »stürmten« das Gebäude, verhafteten sämtliche anwesenden Arbeiter und Arbeiterinnen und nahmen eine Hausdurchsuchung vor. Sie demolierten auch sämtliche Schränke und Schubläden und schleppten mit sich weg die ganzen Archive und sonstigen Papiere und Zeitungen. Eine Protokollierung des Vorgehens wurde nicht ausgeführt. Die Verhafteten, über 25 Männer

und Frauen, führte man ins II. Polizeirevier ab. Das Klubgebäude wurde versiegelt.

In Philippopol wurden das Gewerkschaftshaus sowie die Privatwohnung mehrerer Mitglieder der Arbeiterpartei durchsucht, die ganzen Archive und sonstige Papiere und Zeitungen beschlagnahmt und viele Arbeiter verhaftet.

In Stanimaka wurde der Gesamtvorstand des Tabakarbeiterverbandes verhaftet, das Gewerkschaftshaus und die Privatwohnungen vieler Arbeiter durchsucht und die ganzen Archive und sonstigen Papiere weggeschleppt.

In Stara-Zagora wurde ebenfalls im Gewerkschaftshaus eine Durchsuchung vorgenommen, das Archiv beschlagnahmt, das Haus versiegelt.

In Jambol wurde die Privatwohnung des Gewerkschaftssekretärs durchsucht, seine Möbel wurden demoliert, seine Papiere und sonstige Zeitungen weggeschleppt.

In Sliven wurde dem Unabhängigen Gewerkschaftsbund jegliche Tätigkeit verboten.

In Aitos wurde der gesamte Ortsarbeiterverband festgenommen.

In Burgas wurde der Sekretär des Ortsgewerkschaftsrates verhaftet.

In Warna wurde das Gewerkschaftshaus durchsucht und beschlagnahmt, und dabei wurden sehr viele Arbeiter, Jugendliche und Stadträte verhaftet.

In Russe wurde der gesamte Gewerkschaftsrat festgenommen, der Hausverwalter des Gewerkschaftsklubs Iwan Kostoff in die »Öffentliche Sicherheit« abgeführt und dort bestialisch geschlagen.

In Eski-Djumaja wurden der Sekretär des Allgemeinen Ortsarbeiterverbandes, Tscholakoff, und der Literaturvorstand der Gewerkschaftszeitung »Edinstwo« verhaftet, und in ihren Wohnungen nahm man Hausdurchsuchungen vor und beschlagnahmte sämtliche Papiere.

In Gabrowo wurde der gesamte Vorstand des Allgemeinen Ortsarbeiterverbandes verhaftet und viele unter ihnen furchtbar geschlagen.

In Widin wurde das Gewerkschaftshaus von mehreren Polizisten und Detektiven durchsucht; die ganzen Archive wurden beschlagnahmt, das Gebäude wurde versiegelt und jede Tätigkeit des Verbandes verboten.

In Dupnitsa durchsuchte die Polizei die Privatwohnung vieler Arbeiterinnen und Arbeiter und beschlagnahmte sämtliche Papiere.

Usw., usw.

Gegen diese Polizeiwillkür stellten in der Sobranje die Arbeiterabgeordneten Aw. Stojanoff, Ch. Kalaidjief und D. Dimitroff eine Anfrage an Herrn Liaptschew, in welcher sie auf sofortige Einstellung der Verfolgungen gegen die Arbeiterorganisationen drängten und die sofortige Freilassung aller verhafteten Arbeiter und Arbeiterinnen und die Freigabe sämtlicher Archive und Klubräume verlangten.

Der Terror und die Polizeiwillkür wüten überall in Bulgarien. Gegen jeden klassenbewußten Proletarier wird in der bestialischsten Weise vorgegangen. Die Verbrechen der Polizei und der »unverantwortlichen Faktoren« spotten jeder menschlichen Vorstellung. Die »spurlos Verschwundenen« und die »auf der Flucht Erschossenen« sind alltägliche Erscheinungen.

Die Verfolgungen und Mißhandlungen erstrecken sich auch auf die Bauernbündler und auf die bürgerliche Opposition. Viele Mitglieder dieser Parteien sind und werden verfolgt, verhaftet und bestialisch mißhandelt.

Die Lage in Bulgarien ist nicht nur durch den Terror, das Mordsystem und die Polizeiwillkür des herrschenden Regimes charakterisiert. Dieses Wüten findet auch eine würdige Ergänzung in dem ganzen Verwaltungssystem. Bestechungen und Unterschlagungen gehören zu den einzigen und besten Tugenden der Behörden. Der Wucher breitet sich schrankenlos überall aus und richtet die ganze Wirtschaft zu Grunde. Das Elend greift mit Riesenschritten immer mehr um sich. Dem ausgeplünderten Volke ist der Bettelstab aufgezwungen. Viele begehen Selbstmord infolge Elend und Arbeitslosigkeit. Die Staatsfinanzen sind einfach in einem erbärmlichen Zustande. Mit kläglichen Inflationsmillionen unterhält die Regierung ihre Machtstütze: die Polizei, die Gendarmerie, das Militär, und läßt die Beamten und sonstigen Angestellten monatelang auf das Gehalt warten.

Das allgemeine Elend hat als natürliche Folge die Demoralisation. Bei einer Finanzrevision in der Gemeindeverwaltung der Stadt Stara-Zagora wurden sehr große Unterschlagungen festgestellt. Der Staatsanwalt war gezwungen, einzugreifen, und die Verhaftung des ganzen aus 13 Mitgliedern bestehenden Gemeinderates zu befehlen.

Ein ähnlicher Fall, wo der gesamte Gemeinderat wegen Unterschlagungen verhaftet werden mußte, ist in der Stadt Kirdjali vorgekommen. In Gabrowo wurde der Steuerbeamte mit einer unterschlagenen Summe von 400.000 Lewas flüchtig. Der Gerichtsvollzieher des Philippopeler Landesgerichtes ist wegen einer Unterschlagung von 374.464 Lewas unter Anklage gesetzt. Der Sekretär der Gemeinde Strojewo-Philippopol hat 73.000 Lewas unterschlagen und derjenige von Jastrebowo 150.000 Lewas. Die beiden sind flüchtig. Der Kassier der Sofioter Eisenbahnwerkstätte, P. Atanasoff, hat mehr als 700.000 Lewas unterschlagen. Der Gemeinderat des VI. Sofioter Verwaltungsbezirkes, P. Filtschew, hat große Summen unterschlagen und ist ins Ausland geflüchtet.

Die Konkurse, als Folgen der Wirtschaftskrise, reihen sich hintereinander wie eine kaleidoskopische Bilderreihe. In Sofia haben die Firmen Orbi, Beno Fischer, Turnajan, Aladschem, Askutt usw. ihre Zahlungen eingestellt; desgleichen die Vereinigten Industrien in Schumen, Gebrüder Zotschew in Popowo, Tscholakoff in Rasgrad, Ch. Lonzoff in Dupnitsa, L. Papsian in Philippopol, Djankoff und Popoff in Burgas usw.

Dies ist die Bilanz einer Politik des Terrors, der Erschießungen, der Willkür, die von der machthabenden Partei in Bulgarien seit der Putschnacht vom 9. Juni 1923 bis heute getrieben wird. Jedes Wort der Presse des werktätigen Volkes, jede Enthüllung über die unerträglichen Zustände wird durch die bekannten Methoden dieses Mordregimes systematisch erstickt. Die Hüter der Interessen der arbeitenden Massen, die Zeitungen »Nowini«, »Semledelsko Sname«, »Semledelsko Wosraschdanie«, »Rabotnitschesko Delo«, »Edinstwo«, »Wedrina«, »Nakowalnia«, »Mladeschka Duma« wurden zu wiederholten Malen beschlagnahmt und ihre Redakteure von der Fehme bedroht. Vom Stabe der »mazedonischen Autonomisten« (besoldete Regierungsagenten um General Protogeroff) ist eine Gruppe von Terroristen, die offizielle Stellungen in der Polizeidirektion bekleiden, in der Redaktion der »Nowini« erschienen, um dem verantwortlichen Redakteur mitzuteilen, daß »man« ihm verbietet, irgend etwas über Mazedonien zu schreiben, und daß, falls er diesem Verbote nicht folgt, er »spurlos verschwinden« würde. Diese Mahnung wiederholte sich dreimal. Auf diese Bedrohung seitens der bekannten Henkerbande Protogeroffs wurde von der Redaktion der »Nowini« geantwortet, daß sie sich in keinem Falle durch solche Einschüchterungen beeinflussen zu lassen gedenke und daß sie ihre Pflicht weiter tun würde: die Verteidigung der Interessen und der Freiheit aller unterdrückten Balkanvölker, der Mazedonier inbegriffen.

Das ist das Bild der unerträglichen Lage des bulgarischen Volkes.

Den bulgarischen Arbeitern und Bauern steht eine schwere, aber hohe Aufgabe bevor. Auf ihren Schultern liegt der Kampf, der ganze Kampf gegen die dunklen Kräfte der Reaktion. Sie kämpfen mit Selbstverleugnung und werden auch weiter kämpfen, bis die blutige Diktatur der Militärliga zu Boden gedrückt wird, bis das bulgarische Volk sich befreit und mit vereinten Kräften mit den unterdrückten Völkern des ganzen Balkans das prächtige Gebäude der Balkan-Föderation gegründet wird.

P. Karsky

## Die Abrüstungsfrage Am Vorabend der Abrüstungskonferenz

Während der letzthin abgehaltenen Konferenz der Vorbereitenden Abrüstungskommission Ende November und anfangs Dezember d. J. stießen zwei Thesen gegeneinander. Die These der imperialistischen und der von ihnen abhängigen Staaten und jene These des ersten und einzigen Arbeiter- und Bauernstaates, der U.S.S.R. Dies bedeutete gleichzeitig auch den Zusammenstoß zweier materiellen Bestrebungen: der einen, die sich für die Interessen des herrschenden Kapitalismus einsetzt, die andere zur Verteidigung der Interessen der national und sozial Unterdrückten und Ausgebeuteten.

An sich ist die Frage der Abrüstung eine erstklassige und sehr wichtige. Erstklassig deshalb, weil es in das gesellschaftliche Klassengebiet, in die staatlichen und nationalen Beziehungen einschneidet, — ernst, wenn in vollem Maße die praktische Anwendung der Abrüstung folgen würde und nicht bloß bei leerem Theoretisieren über ihre Möglichkeiten stehen bliebe.

Bis zur vierten Sitzung der genannten Konferenz bestanden die Beratungen über die Abrüstungsfrage sowie der Wille zur Ausschließung der Möglichkeiten von Kriegskonflikten — was zugleich die einzige moralische Grundlage wäre für die Rechtfertigung des Bestehens des Forums, wie es der Völkerbund ist — lediglich in Gesprächen, ohne irgendwas Konkretes, was im Wesen der Sache lag, zu behandeln.

Noch mehr, das »Instrument des Friedens« zeigte den Thermometerpunkt des Siedens, woraus es zersplittert oder gezwungen werden sollte, sich in ein Kriegswerkzeug, und zwar zu einem Krieg gegen Sowjetrußland, umzuwandeln. Unter der Obhut des Völkerbundes wurde die Grundlage für einen Block gegen die U.S.S.R. geschaffen, zu welchem Zweck der Locarno-Pakt geschaffen wurde; unter dem Stillschweigen dieser »internationalen Institution« wurden die Interessen der kleinen Nationen zugunsten der großen, imperialistischen verraten; solche Teilnahme verrät er, wenn er Kriegsbündnisse registriert und ihnen dadurch eine international-rechtliche Sanktion gibt (z. B. die italienisch-albanischen und französisch-jugoslawischen Verträge); schließlich wurde die Abrüstung in Verbindung mit der »Sicherheit« des bestehenden imperialistischen Zustandes gesetzt und von diesem völlig abhängig gemacht. Erst die vierte Konferenz hatte — dank der Sowjetunion, die die Interessen der Arbeiter, Bauern und unterdrückten Nationen im Auge hatte — zum ersten Male klar, einfach und unzweideutig die Frage nach der Abrüstung gestellt, auf welche einzig möglich zu antworten war: ja oder nein!

Diese These — im Gegensatz zur imperialistischen, die vom Frieden redet, dabei den blutigen Reigen zur Eroberung und Versklavung auch der kleinen Völker und Länder vorbereitet — ging und geht darauf aus, für eine unverzügliche, d. h. sofortige und vollständige Abrüstung zu kämpfen und dadurch die größte Garantie für die Sicherung der Völker, nicht von Krieg zu Krieg geschleudert zu werden, zu schaffen. Im Augenblicke, wo das Forum zur »Vorbereitung« der Abrüstung vor so ein Dilemma gestellt wurde, begannen die Nachtigallen des ewigen Liedes von Friedensillusionen mit der Sprache der Lügen und Intrigen gegen die Bereitschaft der Sowjets, die Mittel des Mordens zu vernichten, zu sprechen, womit auch der regelmäßige Gang der allgemeinen gesellschaftlichen Entwicklung gesichert wird.

Diese Tatsache muß gut unterstrichen werden, weil sie von ungeheurer Bedeutung für die national-revolutionäre Bewegung am Balkan ist. Dies um so mehr, als im Gegensatz zur These der U. S. S. R. eine andere Meinung in Erscheinung trat, nämlich: daß eine absolute Abrüstung die kleinen Völker in Gefahr bringt und bedroht.

Bedauerlicherweise kam eine derartige Interpretierung von dem offiziellen französischen Delegierten — dem Sozialisten Paul Boncour.

Die national-revolutionäre Bewegung auf dem Balkan, wie auch anderswo, ist keine Klassenbewegung, sie kann jedoch ihren Kampf nur führen, indem sie ihre Kraft hauptsächlich aus den Arbeiter- und Bauernelementen herausholt.

Deshalb kann sie in der Frage der Abrüstung nur eine Stellungnahme, wie es die allgemeinen Arbeiter- und Bauerninteressen wie auch der national-revolutionäre Befreiungskampf erfordert, einnehmen.

Bloß die Forderung für eine radikale, unverzügliche und absolute Abstellung der jetzigen und jeder weiteren Aufrüstung der Heere der Unterdrückungsländer; nur jene Forderung, der unverzüglichen Liquidierung der bestehenden militärischen Formationen und Objekte der Kriegsindustrie — darf, kann und muß die Forderung der unterdrückten und halb abhängigen kleinen Völker sein.

Eine solche Forderung stellte die Sowjetunion und gewann dadurch die Sympathien und die Freundschaft aller Werktätigen und der unterjochten Nationen der Welt. Ein besonderer Grund, daß die Balkanvölker diese Forderung aufnehmen, ist der — daß sie seit Jahrhunderten aus den Klauen des einen Eroberers in die des anderen Imperialisten fallen. Gegenseitig gehetzt und in gegenseitige Ausrottungsmassakern geschleudert, sind sie die Berufensten, zuerst zu sagen: genug! Und gerade deshalb ist den Balkanländern ein Standpunkt fremd, fast feindlich, welchen die Führer jenes Teiles der Arbeiterbewegung, die sich um die Sozialistische Internationale gruppiert, vertreten. Ein Standpunkt, der sich im Grunde genommen mit dem offiziellen Standpunkt der Briand-Poincaré-Regierung und der französischen Imperialisten, die hinter diesen stehen, deckt — der weit davon entfernt ist zu garantieren, sondern auch kaum die Interessen der Unterdrückten, die Freiheit der Unterjochten zu sichern. Die Balkanvölker können durch keine Advokatenformeln zufriedengestellt werden, die von der Freiheit reden, dabei aber praktisch die Unterdrückung rechtfertigen. Jegliche Forderung von »Garantien« für die Lage, die in Wirklichkeit die Freiheit einzelner Nationen raubt, ist für diese feindlich und bedeutet Gewalt und Rechlosigkeit, für die sich mindestens eine Bewegung, die auf die soziale und nationale Ungerechtigkeit hinweist, einsetzen darf. Auch »Sicherheitsmaßnahmen« können nicht vorgenommen werden, solange es große, bewaffnete Heerscharen der Imperialisten gibt. Ungleiche Mengen: große und kleine, bewaffnete und unterjochte können nicht das von Leon Blum so gesuchte Gleichgewicht sein. »Equilibre« in der heutigen Gesellschaftsordnung, dazu diese These über die »nationale Pacifikation« und »Demokratie«, die bei den Massen Illusionen schafft, rechtfertigt die bestehende Gesetzlosigkeit und bedeutet ein Verbrechen, worauf den Völkern der ganzen Welt offen hingewiesen werden muß.

Deswegen ist, am Vorabend der fünften Abrüstungskonferenz in Genf, die am 15. März eröffnet wurde, die Forderung der Arbeiter, Bauern und unterdrückten Nationen des Balkans jene Forderung, die unverzüglich, absolut die Abrüstung fordert — auf die über ihre Annahme oder Ablehnung klar und unzweideutig zu antworten ist.

Das ist die Forderung der Sowjetunion, des Arbeiter- und Bauernstaates, des Leuchtturmes der gesamten werktätigen Menschheit und der unterdrückten Nationen der Welt.

Jastrebac

## Die Wirtschaftslage in Jugoslawien — Das Wirtschaften des Regimes\*)

### II.

Die Investitionen des fremden Kapitals, worüber wir bereits im vorigen Artikel sprachen und diesbezüglich auch auf konkrete Beispiele hinwiesen, bedeuten nur einen Bruchteil des Anwachsens des schon früher investierten Kapitals, welches sich im Besitze zahlreicher Unternehmungen und Banken in Jugoslawien befindet. Wir erwähnen davon nur einige, die anzutreffen sind in den Kupferbergwerken von Bor, in den »Ikarus«-Fabriken zur Produktion der Flugzeugmotore und Flugzeuge, in der Französisch-Serbischen Bank, in der Kroatischen Eskompte-Bank (welcher die Kroatisch-Slawonische Hypothekbank und die Bosnische Bank A.-G.) angeschlossen wurden, in der Ljubljanaer Kreditbank, der Jugoslawischen Bank, der Filiale der Standard-Oil und vielen anderen größeren oder kleineren Banken, Versicherungsgesellschaften, Industrieunternehmungen und Handelshäusern. Seinem imperialistisch-finanziellen Charakter nach ist dieses Kapital hauptsächlich französischer, englischer, amerikanischer, aber auch italienischer, tschechischer und schwedischer Herkunft.

\*) Errata: Im vorhergehenden Artikel unseres Mitarbeiters Stefanowitsch (Balkan-Föderation Nr. 86) soll es richtig auf Seite 1769, 2. Spalte, Mitte (Zeile 43 von oben), anstatt: Kontrolle, Kredite usw., Kontrolle, Profite usw. heißen.

Die größte Verpflichtung aber gegenüber den imperialistischen Großmächten nahm der Staat SHS. auf sich. Seine Schulden betragen insgesamt

56.345.963.932 Dinar

wovon drei Viertel auf Anleihen und andere Arten von Schulden im Auslande zu buchen sind. Ein Hauptteil dieser Verschuldung (Kriegs- und Nachkriegsschulden) ist an Frankreich (50%), dann an England (30%) und Amerika (20%) zu zahlen. Demnach beträgt die Verschuldung, berechnet auf jeden einzelnen Einwohner Jugoslawiens, durchschnittlich fast 5000 Dinar. Dagegen beträgt der Jahreszins, wenn er nur mit 4% berechnet wird, 2.254.000.000 Dinar (nach Lj. Kosijer, Redakteur des »Bankarstwo«).

Die Art des Wirtschaftens mit den staatlichen Unternehmungen ist ausgesprochen verschwenderisch. Die besten Beweise dafür liefert die Budgetpolitik des Regimes. Wie dieselbe geführt wurde, zeigt am besten die Tabelle von Lj. Kosijer (»Unsere Staatsschulden«).

... Im Vergleich zu der Vorkriegslage (1913) und den letzten Budgetjahren ergibt die prozentuelle Erhöhung der Staatsausgaben folgendes Bild:

Jahr	Budget-Ausgaben in Millionen	gegenüber dem letzten Jahre + %	gegenüber 1913 + %
1919	1.574	—	393
1919/20	2.473	63	818
1920/21	4.815	94	1206
1921/22	6.149	28	1537
1922/23	8.134	32	2033
1923/24	10.209	25	2550
1924/25	11.765	15	2941
1925/26	12.304	5	3076

Es ist auch bekannt, daß in den letzten drei Jahren die Ausgaben nicht nur nicht vermindert wurden, sondern bedeutend vergrößert. (Wir fügen hinzu, daß von jedem dieser angeführten Budgets der militär-polizeiliche Apparat den größten Teil ausmacht.)

Das Budget 1927/28 sah voraus: Staatseinnahmen 11.477.570.000 Dinar, was auf Grund der realisierten Einnahmen von 1926/27 um 572.000.000 mehr ausmacht. Im folgenden Jahr, wo die Wirtschaftslage des Landes bei weitem schlimmer war, sind die Budgetausgaben weit geringer vorgesehen. Für die Periode April-August (den 5 Monaten des Budgetjahres 1927/28) wurden die Ausgaben wie folgt vorgesehen und eingezahlt:

	Vor- gesehen:	Ein- nahmen: (in Millionen Dinar)	Plus:	Minus:
Eisenbahnen	1120	743		381
Unmittelbare Steuern	710	567		143
Monopole	557	992	35	
Zölle	703	634		69
Stempelgebühren	442	387		55
Städtische Zollgebühren	314	201		113
Post, Telegr. u. Teleph.	202	186		16
Forst und Bergwerke	188	190	2	

Bei den insgesamt vorgesehenen Einnahmen für die genannten 5 Monate zeigte sich ein Minus von 833.000.000 = 17,5 % (nach »Priwredni-Pregled« vom 29. Jänner 1928). Mit was für einem Defizit 1927/28 schließen wird, ist noch nicht bekannt. Von Tag zu Tag werden die Einnahmen schwächer, wovon uns die Zolleinnahmen, worüber wir die letzten Angaben besitzen, überzeugen. Dieselben wurden nach dem Budget bis zum 10. Jänner 1928 auf 1.813.355.539 Dinar vorgesehen. Inzwischen zeigten die Einnahmen 1.307.389.579 Dinar, was ein Defizit von 505.965.960 Dinar aufweist. (»Jugoslovenski Lloyd« vom 31. Jänner 1928.) Damit das Regime die vorgesehenen Ausgaben realisieren kann, muß es neue Quellen suchen. Da sie nicht gefunden worden sind, wurden sie in den ersten 5 Monaten des laufenden Budgets um fast 25 % reduziert.

Da es ganz wahrscheinlich ist, daß das Budget 1927/28 für die gegebene Zeit nicht durchführbar ist, obgleich der Wirtschaftskörper des Landes einen lebendigen Leichnam darstellt, der sich selbst nicht erhalten kann, ist das neue Budget 1928/29, das im Parlament zur Diskussion vorliegt, das Budget der Sparsamkeit und der Fachmänner, im allgemeinen ein treues Bild des bürokratischen Systems der Budgetwirtschaft und der bankrotten Regimewirtschaft.

Dieses Budget ist mit 11.840.000.000 Dinar Ausgaben und mit 232.000.000 Dinar Defizit vorgesehen. Diese materiellen Ausgaben — nach den Behauptungen von S. Chetschero, des Präsidenten des parlamentarischen Finanzausschusses — stehen gegenüber den personellen Ausgaben wie 50 zu 49, und wird nach Meinung von S. Raditsch das Defizit auf zirka 3 Milliarden Dinar geschätzt. Dadurch, daß eine Masse von Vollmachten den einzelnen Ministern gegeben wurden, sind die Posten für Heer und Marine (2.428.571.226 Dinar) und die Polizei (554.646.007 Dinar) erhöht worden. Außerdem bestätigt die Tatsache, daß die vorgesehenen großen Summen für militärische und strategische Zwecke in dem Budget der materiellen Ausgaben den beträchtlichsten Teil aufzeigen, daß der Kurs, der in Jugoslawien eingeführt wird, immer persönlicher wird. Dieses Budget bedeutet das Eintreten in die Reaktion und die Einführung des absolutistischen Regimes. Das vorjährige Wirtschaftens des Regimes wirkte dahin, so daß das Resultat der gesamten Zahlungsbilanz (nach »Priwredni Pregled«) folgendes Bild aufzeigt:

Die Handelsbilanz minus 960.000.000 Dinar, von Auswanderern plus 800.000.000 Dinar, fremdes Kapital minus 2.000.000.000 Dinar; netto: minus 2.160.000.000 Dinar. Nach all diesem einen Punkt setzen, würde bedeuten, das Regime zugrunde gehen und das System mit sich ziehen lassen! Die Machthaber haben einen anderen Weg eingeschlagen, indem sie sich den Imperialisten in die Arme warfen. Die Abhängigkeit vom fremden, westlichen Imperialismus wächst. Bei diesem meldet sich das Regime

als Vermittler, der die ganze Last des neuen Budgets auf die Werktätigen abwälzen will. Gerade in dem Augenblick, wo sich vor den Augen des Regimes ein dunkles, nebligtes Netz aufstellt, wo es nicht die Möglichkeit hatte den Ausgang dieser Politik vorausszusehen, in dem Augenblick, als es am Ende seiner Kräfte war und sich nicht mehr in den Händen der blutigen Monarchie halten konnte, eilt ein anglo-amerikanisches Bankkonsortium mit einer vorläufig noch fraglichen Anleihe von 13.750.000.000 Dinar zu Hilfe. Bisweilen triumphiert das Regime — läuft die Staatsschuld auf 70.000.000.000 Dinar an, so daß auf jeden Kopf noch 1000 Dinar aufgewälzt werden. Der Jahreszins stellt noch einen neuen Druck von 500.000.000 Dinar dar, die auf die produktiven Kräfte des Landes abgewälzt werden, außerdem weisen sie auch noch politische Resultate auf, und zwar: intimere Verhältnisse der herrschenden Monarchie mit der englischen antisowjetistischen, konterrevolutionären, imperialistischen Unterdrückungspolitik.

Durch die Anleihe, die der Londoner City die Staatsmonopole, die Eisenbahnen, die bosnischen Wälder, die Bergwerke und anderes ausliefert, wurde auch die Freiheit der jugoslawischen Völker dem englischen Kolonialimperialismus ausgeliefert. Die Ausbeutung der wirtschaftlichen Reichtümer Jugoslawiens wurde zwar intensiver, aber ohne jegliche Aussicht auf eine Besserung der Lage der Arbeiter und Bauern. Durch das neue Steuergesetz sind die Arbeiter und Bauern das Hauptsteuerojekt, da die Haupteinkünfte der Steuern aus Land und Arbeit gezogen werden; und nun erhält das Volk zwei Herren — den einheimischen und den fremden. Dadurch muß es zwei Formen der Politik dienen: dem serbischen Militarismus und dem Weltimperialismus. Gibt es für das Volk Verteidigungsmittel? Welche sind es? Diese werden ihm gerade durch den Umstand, daß sämtliche Interessengruppen sich vereinigen, gezeigt. Die Tendenz des einheimischen Kapitals Jugoslawiens liegt in der Konzentration. Dieser Prozeß, dem wir bei den Banken, den Mühlen und anderen Industrien begegnen, ist nur ein Versuch, sich auf dem Wege der Gruppierungen vor dem Bankrott zu schützen, um mit vereinten Kräften das Volk zu unterdrücken, damit das einheimische Kapital, der Ausbeuter des materiellen und Arbeitsreichtums des Landes, genau ein gros diese Reichtümer an den fremden Imperialismus in Untermiete ausliefert.

Die Bauern- und Arbeiterschaft Jugoslawiens hungert! Die landwirtschaftlichen Produkte decken nicht die Produktionsausgaben der Bauernschaft. Die Arbeiterschaft würgt die rücksichtslose Ausbeutung. Die 250.000 arbeitslosen Arbeiter und die 3.000.000.000 Bauernschulden an Banken und Wucherer sind der beste Beweis der sozialen Lage der breiten Massen in Jugoslawien. Die Auswanderung ist stets im Wachsen... Besteht da nicht die Antwort auf das Gesagte in der Aufstellung der zweiten Reihe von Fragen:

Wie lange wird der einheimische, der innere Feind, der mit allem, was ihm unter die Hand kommt, handelt, noch geduldet? Wird man auch weiterhin die Politik der Verpfändung des Volksgutes und Auslieferung der Haupt-Reichtumsquellen des Landes in die Hände der Imperialisten ertragen? Können denn jene Bewegungen und Parteien, die das Volk belügen, indem sie es an den Wagen des Militär-Polizei-Regimes anspannen, unterstützt werden? Ist es denn nicht schon Zeit, daß das Bündnis der Arbeiter, Bauern und unterdrückten Nationen mittels revolutionärer Aufstandskämpfe die Macht der einheimischen Unterdrücker, Militaristen und Imperialisten abschüttelt? (Ende)

M. Stefanowitsch

## Hunger . . . Hunger . . .

Unglaublich, jedoch eine fürchterliche, krasse Wahrheit. In dem 85%igen Agrarland, dem bäuerlichen und fruchtbaren, aber reaktionären und militaristischen Jugoslawien schreitet das Gespenst des Hungers immer tiefer und gewaltiger vorwärts. Der Hungerkreis umfaßt fast ein Drittel des Staates und zwar Montenegro, Dalmatien, Bosnien, die Lika und greift bereits auf einige Kreise Vorkriegsserbiens über. Der Versuch und die Bestrebungen der herrschenden Kammarillaque, das unwiderlegbare und furchtbare Bild des Hungers zu verschleiern, das eine ganze Generation von drei bis vier Millionen Menschen zugrunde gerichtet droht, ist nur ein gewöhnliches Verbrechen in der ganzen Reihe anderer Verbrechen. Auch das zweite Argument, das darauf hinausläuft, diese Hungerkatastrophe durch eine Dürre, Elementarkatastrophen und eine schlechte Ernte zu erklären, gleicht dem ersten.



Es ist außer Zweifel, daß die vorjährige Elementarkatastrophe und die Dürre zum bedeutenden Minderertrag der Ernte beigetragen haben. Beim Weizen z. B. hat die diesjährige Ernte 150.000 Waggons abgegeben (1926 — 194.000 Waggons), ein Minderertrag von 44.000 Waggons. Bei der Maisernte zeigt sich eine noch weit größere Differenz: 1926 betrug die Maisernte 341.000 Waggons, 1927 bloß 194.000 Waggons, ein Minus von 147.000 Waggons also. («Privredni Pregled» vom 8. I. 1928). Trotz dieser schlechten Ernte genügt sie, den Konsum des Landes zu versorgen und kann bis zur nächsten Ernte die gesamte Bevölkerung Jugoslawiens (12½ Millionen Einwohner) ernähren.

Die oben erwähnten Provinzen in welchen sich der Hunger eingenistet hat, wo es bereits Hungertodesfälle gibt, wo sich das Volk mit Baumrinde und Blättern ernährt, sind schon an sich in der Agrarproduktion, mit teilweiser Ausnahme von Bosnien, passive Gebiete. Das sind Gebiete die Agrarprodukte, beziehungsweise Zerealien für Produkte die sie produzieren einführen, wie Tabak aus der Herzegowina, Pflaumen aus Bosnien, Oel, Oliven und Südfrüchte aus Dalmatien und Montenegro, neben lebendem Vieh und anderen Artikeln. Für diese Produkte hat das Volk dieser Gebiete mehr oder weniger seine ungenügende Zerealienerte dadurch gedeckt, und zwar seit der Vereinigung von Jahr zu Jahr immer schwerer, bis es in dem »Jubiläumjahre« des 10-jährigen Bestehens des Königreiches der Serben, Kroaten und Slovenen, den Grad der Hungerkatastrophe erreicht!

Wir sagten bereits, daß die Mißernte nicht die Hauptschuldige dieser Hungerkatastrophe sei, die sich erst im Frühjahr in ihrer ganzen Schrecklichkeit zeigen wird. Der Hauptschuldige des Hungers, der Hauptmörder der an Hunger gestorbenen und derer die ihnen folgen werden, der Hauptschuldige an jenen Erwachsenen- und Kinder skeletten, der Hauptschuldige an den furchtbaren Folgen und Spuren dieser Katastrophe ist: das Regime in Jugoslawien, seine herrschende Bourgeoisie, vor allem die serbische, ist das Resultat seiner neun-jährigen Raubpolitik, ist die Kammarilla. Beginnend mit Bugscheg und Koratsch, Topalovitch und Liaptschevitch über die serbischen herrschenden Parteien, bis zur bäuerlich demokratischen Koalition, bis zu den Führern des serbischen Bauernbundes sind alle für diese Hungerkatastrophe, für diese Verzweiflung und das Elend das im Lande herrscht, verantwortlich. Der gesamte

»Kampf« der parlamentarischen Opposition von der »Vereinigung« aufwärts, beschränkt sich auf den schmutzigsten Kuhhandel um die Ministerfauteuils und einen gewissen Machtanteil. Wenn es sich aber um den Steuerraub handelt, um die ständige und progressive Erhöhung des Budgets, um die erhöhte Besteuerung der Bauern und Arbeiter, um die indirekten Steuern, als man die Budgets des Kriegsministeriums zur Abstimmung brachte, da hob die Opposition einmütig die Hände. Wenn die Staatsmonopolverwaltung in einer unerhört frechen Art den herzegowinischen Bauern, den Haupt-Tabakproduzenten des Landes beraubt, indem sie ihm das Kilo Tabak zu 20 und weniger Dinar durch Zwang abkauft, um an diesem 100 und noch mehr Dinar zu verdienen, wenn man diesen zahlreichen Staatsbelastungen die vielen Distrikts- und Gemeindesteuern hinzufügt, dann ist es erklärlich, woher sich das Hungergespent in die passiven Gebiete eingeschlichen hat. Verständlich ist es, weil das Volk bis zur nackten Haut ausgesaugt wurde, weil ihm auch das letzte Schaf für die Steuerschuld verkauft wird. Es gibt Getreide, aber das Volk ist nicht imstande es zu kaufen, weil es dazu keine Mittel besitzt.

Dagegen braucht das Regime Mittel für seine zukünftigen Kriegsabenteuer, es braucht unzählige Gendarmen, Soldaten und Waffen gegen den »inneren« und »äußeren« Feind. Das Regime will das furchtbare Bild des Hungers nicht sehen, für dessen Bekämpfung im ganzen nur 7 Millionen Dinar, eine lächerliche Summe, die kaum einem Bezirk die allerbescheidenste Hilfe leisten könnte, gewährt wurde. Die heutigen Machthaber verstehen es leichter, die Revolte der hungernden Massen, die heute oder morgen unausbleiblich ausbrechen wird, einfach anstatt mit reichlichen Geldmitteln, langfristigen Anleihen, Krediten und Getreide mit Maschinengewehren und Kanonen zu ersticken und somit in kürzester Frist das Hungerproblem gegen die »subversiven« Elemente zu lösen.

Bis dahin, solange die hungernden Sklaven nicht rebellieren, ist die öffentliche Ordnung außer Gefahr!

Der Schrei der Hungernden bricht sich an den montenegrinischen, herzegowinischen und dalmatinischen Felsen! Sie begnügen sich noch mit verschiedenen Bittgesuchen und beschränken sich auf Deputationen an die Belgrader Machthaber. Was aber dann, wenn die Ausgeraubten, Betrogenen und Hungernden sich gegen ihre Mörder erheben?!

Wird es für diese eine Gnade geben?

Dimitri Jovanovitch

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ  
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

## Заробването на Българи Заема на Ляпчев

Веднага след клането в Българи, през пролетта и летото на 1925 год., след като Военната лига, възползувала се от агентата в катедралата, изби хиляди работници, селяни и интелигенти, Цанков посети Женева, за да търси награда от Чемберлена за извършения от него погром над българския трудов народ. Той поиска да му се разреши да склучи заем. Но възмущението сред трудящите се маси и общественото мнение в Европа беше толкова голямо от кървавите репресии на тогавашното фашистко правителство, че Чемберлен, колкото и да беше доволен от тях репресии, не се решаваше да подкрепи искането на кървавия български премиер за отпускането на заем, с който той преследваше целта да закрепи своето управление и да продължи военно-фашисткия режим.

Неколко месеци след този погром, вследствие силните протести вътре в страната и вън от нея против фашисткия

режим, Цанков требаше да отстъпи местото си на Ляпчев. Тоя последния, продължавайки системата на управление на Цанков, инюрира своето управление с известната формула »со кротце, со благо«. Настъпи един »по-мек« режим, който се отличаваше от тоя на Цанков-Русев само по своите външни прояви; белия терор обаче, както и »безследните изчезвания« и убийствата при »опит за бегство« продължаваха; избиванията на цели семейства, обявяването на военно положение в цели околии и избиването на стотици селяни там — също тъй продължаваха.

При помощта на западно-европейските империалистически сили, при подкрепата, която печата на тях сили даваше на Ляпчев, неговия режим бе представен, поне сред европейския буржуазен свет, даже и сред либералната буржуазия, че не е толкова потиснителски, като тоя на Цанков. Едновременно с това, Ляпчев даде чувствителни

доказателства, че е готов да остави на разположението на западно-европейския финансов капитал богатствата на България. Той даде ред концесии на английски капиталисти, като тая за монопола на търговията с свинско месо и други животински продукти, концесията на Родопските гори и пр. и пр.

При все това обаче, Ляпчев не се решава да иска открито заем, с който би си послужил, за да закрепни своя режим. Той се реши само да иска заем за »облекчение положението на бежанците в България«. В помощ му дойдоха социал-демократи, като Вандервелд и Алберт Тома, който изпрати свои доверени лица от Международното бюро на труда за да направят анкета за положението на бежанците. След публикуването на техната анкета, Обществото на народите се съгласи да разреши на българското правителство един заем в размер 2½ мил. англ. лири; този заем беше наречен »заем на човешината«, когато в същност той бе една обикновена финансова сделка.

На времето още ние посочихме при какви тежки условия този заем беше сключен. Бежанците получиха не повече от 250 милиона лева от един милиард лева, които българското правителство е получило до сега от този заем, но за това пък държавния бюджет се увеличи годишно с 150—200 милиона лева; такъва сума ще плаща ежегодно българското правителство за лихви и погашения по този заем. Надеждата на Ляпчев, че този заем ще може да бъде използван за »финансовото консолидиране и стопанското възстановяване на страната«, т. е., че ще могат да влезат крупни суми в касите на разните банки и гешефтери и спекуланти и че ще му останат достатъчно пари за да може по-дълго време да поддържа своя военно-полицейски апарат, не се сбъдна, защото условията за сключването на този заем беха толкова тежки, че от него едва можеха да се раздадат няколко стотини милиона лева на бежанците, за да се хвърли прах в техните очи и да се залъже общественото мнение. От този заем требаше да се изплатят стари дългове, по висок курс, требаше да се плати »обезщетение« на Деклозиера, требаше да се плати »обезщетение« на една английска тютюнева компания за изгорели тютюневи складове в Серес и Горна-Джумая през време на войните, требаше да се плати, требаше да се плати... А Ляпчев имаше нужда от пари, той требаше да получи, макар и незначителни суми, за да продължава да плаща на офицерите, полиците, детективите, жандармите. Той требаше да сключи заем още, за да може да използва самия факт на сключването на заем пред българското обществено мнение, като указател, че неговото правителство се ползува с доверието на великите сили, и като така — да може по-дълго време да продължи своето господство.

Ляпчев и неговите другари почнаха да молят Чемберлена и да тропат по вратите на големите европейски банки за нова финансова сделка. Посредник за тая нова сделка се яви г. Шарон, делегата на Обществото на народите по упражнението заема за бежанците. Но банкерите не отварят своите каси за сивите очи на Ляпчева. Те искат да бъдат напълно гарантирани в своите печалби, те искат да одерат кожата на българския данжкоплатец, а освен това те искат още, — понеже този заем ще се отпусне на Ляпчева под гаранцията на Чемберленовци — да го ангажира в политиката на тия последните. А знайно е, че Чемберленовци са само изпълнителните органи на банкерите и капиталистите в своите страни. Затова и условията на заема, който сега се отпуска на Ляпчева, са непоносими за българското стопанство, те са извънредно тежки за българските финанси, те са равностойни с пълното подчинение на стопанския живот на страната, на европейските капиталисти.

Преди няколко дена финансовия комитет при Обществото на народите се е занимал с искането на делегатите на българското правителство, министрите Моллов и Буров да се разреши отпускането на заем на правителството Ляпчев. Той е решил да се отпусне една сума от 4,500,000 англ. лири, когато Ляпчев искаше да му се дадат 10—15 мил. англ. лири.

Правителството на Ляпчев държи в тайна условията, при които този заем се отпуска. Не се знае нито емисионния курс, нито лихвения процент, нито размера на разните комисиони — и комисионите на самите министри — такси и пр. Всичко се държи в най-голям секрет. А колкото за тайните клаузи, за политическите ангажменти, които Ляпчев е поел пред своите господари, Чемберленовци, тех българския народ ще изпита на гърба си по-късно, когато ще го пратят на нова касапница...

Въпроса за заема обаче, при всичките старания на правителството на Ляпчев да върши всичко зад кулисите,

занимава твърде много българския народ и той се стреми да узнае при какви условия той ще бъде сключен.

Целия печат в България се занимава с въпроса за заема; даже правителствените вестници се принудиха да пишат по този въпрос, при все и да се стараят да успокояват общественото мнение и да представят, че условията за заема не били много тежки за България. Банкерския съговористки в-к Слово се мъчи да отклони вниманието на българския народ от този голем въпрос, като го гоцава с празни приказки. Търпение! Не трябва да се безпокоим! Правителството бди над големите интереси на страната...! се противя народняшкия в-к! Ляпчев отказа даже да отговори на едно питане на опозицията в парламента по условията на заема.

Но при всичките старания на Ляпчев и неговите органи да държат в неведение българската общественост по този голем въпрос, в българския и чуждия печат проникнаха сведения за условията на този заем, и Ляпчев и неговата преса беха принудени да признаят автентичността на тия сведения. Ето в какво се състоят тия съобщения:

Сегашното българско правителство се задължава да се превърне Българската народна банка, която е един държавен емисионен институт, в акционерно д-во; то се задължава да употреби 75 % от заема за изплащане на дълговете на държавата към Народната банка и към чужди банки (заявления на самия Ляпчев); като гаранция за редовното изплащане на лихвите и погашенията, правителството дава приходите от митниците, които съставляват от 30—40 % от общите приходи на държавата.

По първия пункт от задълженията на българското правителство, Ляпчев е успел да получи концесия от кредиторите, в смисъл, Б. Н. Б. да се превърне в акционерно дружество след известно време, или както м-р Моллов се е изразил пред специалния кореспондент на Neue Freie Presse в Женева, когато условията за това позволят, а това щело да се реши съвместно от Обществото на народите и българското правителство. До тогава обаче, кредиторите ще делегат при Б. Н. Б. свой специален представител, който фактически ще ръководи самата Народна банка.

\*

Нека разгледаме тия условия и нека посочим какво влияние те ще окажат върху стопанския живот на страната.

Преди всичко правителството не ще получи 4,500,000 англ. лири, а около 800,000 англ. лири по-малко, защото емисионния курс не ще бъде по-голям от 90 %, следователно вместо 4,500 хиляди англ. лири, то ще получи 450 хиляди англ. лири по-малко. При получаването на сумата, правителството ще трябва да плати лихви и погашения поне за една година, а това прави минимум 360 хиляди англ. лири. Така че, вместо 4,500,000, българското правителство ще получи 3,690,000 англ. лири. При това, ако българското правителство не получи веднага целата сума от заема и известна част остане в чуждите банки, то ще продължава да плаща за тая част от заема, лихви и погашения по 7—8 %, а ще получава само 3—4 %, както е случая с заема за бежанците. От тая сума, 3,690,000 англ. лири, правителството ще употреби само ¼, т. е. 920 хиляди англ. лири, или около 600 милиона бълг. лева за производителни цели. Излишно е да указваме, че тая сума е абсолютно недостатъчна, за да се повдигне производството в страната; освен това, може да се каже с сигурност, че тя не ще бъде употребена за да спомогне на дребните селски стопани да си набавят инвентар, както и на занаятчките — да си набавят орждия и инструменти за своето производство. Тая сума ще бъде дадена на разните търговци и индустриалци, спекуланти, на първо място на фамилията Буров, на Губиделниковци, Петровичовци и др. известни народняци спекуланти.

Срещу получената по заема сума, българския народ ще трябва да плаща ежегодно, лихви и погашения, 350—400,000,000 лева. Бюджета на държавата ще трябва да се увеличи с такъва сума. Понеже фашисткото правителство не посега на печалбите на буржуазията, то тая сума то ще поиска да стовари върху гърба на изнемогващия от данжното бреме дребен собственик и гладувания работник и безземелен селянин. Но тъй като малоимотните и безимотни селяни и работниците и занаятчките не са в състояние да плащат и това, което те сега са товарени да плащат, камо ли да плащат повече, то правителството ще поиска да направи съкращения на разходите на държавата. А ние знаем какво означава това. Това значи да се намали бюджета на министерствата на просветата, на земледелието, пштищата и съобщенията, железниците, на дирекцията на народното здраве и пр. и пр.

Досегашната практика на фашистките правителства е закриването на училища, уволнението на 5—6 хиляди учители ни показва в какво направление правителството на

Ляпчев ще се стреми да направи съкращения в разходния бюджет на държавата. Но тъй като правителството не ще може да направи повече съкращения в бюджетите на тия министерства, защото да направи невъзможни съкращения вече в тия бюджети, то сумата необходима за лихви и погашения на новия заем то ще бъде принудено да вземе от самия заем, т. е. от предвидената за производителни цели негова част.

Но колкото и да са непоносими за държавните финанси новите тежести, в свързка с тоя заем, не тая страна на въпроса е най-важната.

С ангажментите, които правителството на Ляпчев е поело за да може да сключи заема, България се заробва финансово, тя изгубва окончателно своята икономическа и политическа независимост. По силата на тия ангажменти, Б. Н. Б., която съществува от освобождението на България, ще престане да бъде един държавен институт; българската държава ще изгуби правата, които тя има върху единствения емисионен институт в страната. Държавата ще се лиши от приходите, които тя получава от тая банка, когато тя отпуща заеми на частни лица и тя ще бъде принудена да плаща лихви за всеки заем, който би сключила от Б. Н. Б. Наистина, държавата и сега плаща лихви за заемите, които тя сключва при тая последната, но печалбите на банката отиват в касите на държавата. С превръщането на Б. Н. Б. в акционерно д-во, тия печалби ще отиват в касите на акционерите, големите капиталисти, и българската държава ще губи годишно, от тия пера, по няколко стотини милиона лева.

Б. Н. Б. — акционерно д-во, това значи не държавата, а местните и чужди капиталисти и особено чуждите капиталисти да направляват стопанството на страната; това значи не държавата, а частния капитал да бъде властен да емитира банкноти, да разрешава на когото иска кредити, да увеличава лихвения процент и пр.; това значи Б. Н. Б. да играе ролята на сегашните големи спекулантски банки, с тая разлика, че тя ще има привилегиите на държавната банка.

Ние знаем каква е ролята на големите банки в България, ние знаем до колко те подпомагат стопанството на страната.

Б. Н. Б. — акционерно д-во ще отпусне кредити на големите капиталисти, при нормална лихва, защото те ще бъдат

акционерите на банката, те ще участвуват в управителния и контролния съвети на банката; тая банка ще ограбва държавата и частните лица: търговци, индустриалци, занаятчии, които ще бъдат принудени да се отнасят към нея за заеми.

Примера с »автономията« на мина Перник, единствената държавна мина, където управителния съвет се състои от капиталисти, акционери в частните каменоваглищни мини и които определят цени 2—3 пъти по-големи от коштуемата цена на камените въглища на мината, за да дадат възможност на частните мини да продават своите камени въглища с големи печалби, за сметка на държавата и на населението —, тоя пример е много типичен, за да може да има съмнение какви катастрофални последици ще имат за българското стопанство тия ангажменти на правителството на Ляпчев.

С поетите от българското правителство стопански ангажменти, България изгубва окончателно своята стопанска и политическа независимост. За това и българския опозиционен печат бие тревога. По-добре никакъв заем, отколкото сключването му при такива неприемливи условия, викат вестниците на буржуазната опозиция даже. Но правителството на Ляпчев не се смущава от тая критика и от протестите на опозицията.

То искаше да сключи заема на всека цена и при всички условия, и го сключи, като продаде страната на капиталистите и империалистите. То сключи заема за да могат да се обогатят неговите креатори, за да могат Ляпчев, Буров, Молдов да получат комисиони, за да могат Буровци, Губиделниковци и tutti quanti банкери спекуланти да трупат богатства, за да може правителството да плаща богато на своите административни, полицейски и военни органи, които съставляват главната опора на неговото господство!

А какви са политическите ангажменти, които това правителство е поело? Без да се чака, щото правителството да пристъпи към техното изпълнение, ние можем да кажем, че те са преко противоположни на интересите и чувствата на българския народ, щом като заема се сключва по милостта на Чемберлена.

Новото предателско дело на правителството на Военната лига ще предизвика още по-големи протести всред българския трудов народ и той ще засили своята борба против фашисткия режим, против агентите на западно-европейския империализъм.

Д. Влахов

## Протогеровци устройват убийства по заповед на българската Военна лига

Често пъти ние сме изтъквали в нашия вестник наемническата роля, която Протогеров и неговите бандити играят в вътрешната политика на сегашна България. Много пъти ние сме указвали, с факти на ръце, на техното активно участие в угнетяването на работническото и в избиването на работници, селяни, занаятчии и интелигенти в България.

Преди известно време, ние изнесохме, че тия убийци са заплащавали с смърт, на няколко пъти, главния редактор на смелия защитник на работническата класа, в-к Новини, ако той продължава да пише каквото и да е за Македония; причината за това беше, че Новини осъждаше и критикуваше политиката на западно-европейските империалисти и тая на балканските фашистки правителства по отношение на потиснатите народи и класи на Балканите, защото той защитаваше и продължава да защитава светата кауза на тия народи и класи. Ръководителите на организацията на македонските предатели са били всекога на страната на угнетителите. Миналата година, когато българското работническо водеше борба за подобрене на своето положение, Протогеровци изирашаха свои емисари за да сплашат работниците и да сломят техната енергия за борба; те вършеха това, за да услужат на българските капиталисти. Те действуваха по най-отвратителен начин, в полза на тютюневите фабриканти, преди няколко месеци, през време на стачката на тютюневите работници. През време на законодателните избори миналата година, агентите на тая »организация« сновеха из разните краища на България за да сплашат и тероризират избирателите и ги принуждават да гласуват за правителствената партия, за Демократическия Сговор. С една реч, навсякъде, където правителството предприема известна акция против работниците и селя-

ните, тая »организация« е винаги на страната на угнетителите.

Неодавна, известния учен и талантлив журналист Тодор Х. Павлов, от Щип, политически затворник, е отправил едно отворено писмо до организацията на Протогеров, където се разкрива едно ново престъпление, което тия наемници са се опитали да извършат за да услужат на българската военна лига. От това писмо се вижда, че Протогеровци са искали да убият Павлова и че само по една случайност тоя бележит учен, автор на многобройни сериозни трудове, е можал да избегне смъртта.

Нашите читатели ще си спомнят кой е Тодор Х. Павлов; те ще си спомнят за речта, която той произнесе на 2 май м. год. пред съда в София, в която той смело и енергично защитаваше своите идеи; те ще си спомнят, че българската Военна лига не позволи на адвокатите Курт Розенфелд, депутат в Германския райхстаг, и Рихтер, виенски адвокат, да защитят Павлова и ги изгони от България. След осъждането на Павлова, българското фашистко правителство се опита на два пъти да се освободи от бележития професор, да го убие. Разкритията, които Павлов прави в своето открито писмо съставляват едно ново доказателство за техните връзки, които съществуват между българската Военна лига и Протогеров и неговите бандити. Тия разкрития ще предизвикат възмущение у всеки честен човек от порядките в тая нещастна България, където Протогеровци организират избиването на политическите противници на сегашното българско правителство.

Поради големата важност, която тия разкрития представляват, ние обнародваме по-долу изцяло писмото на Павлова:

## Открито писмо до В. М. Р. О., копие пресата в България и чужбина

Господа,

Преди няколко дена г-н Тома Думчев, ключар-куриер при Пловдивския окръжен затвор, гдето излеждавам политическата си присъда, се срещнал с криминалните затворници: Иван Щъркелов, Стоян Николов, Ангел Димитров и Иосиф Цудулов, с следната цел: чел е некакво писмо от А. П., ваш представител тук; в това писмо се казвало, че който убие в затвора Марин Адамов, тракиец, криминален арестант и Тодор Павлов, ще получи незабавно свободата си. Въпросния ключар-куриер успел да убеди четирмата, които в последствие съобщили плана и на други, като се помъчили и тех да привлечат за същата цел. Първия план бил: Марин Адамов да бъде убит от двама, при главния вход (Джумаята), а другите да използват паниката и навалищата и да свършат с Тодор Павлова. Ако този план не успее, Т. Павлов щел да бъде извикан на другарски разговор в 10-та стая и там убит с хладно оръжие — ками, дадени на четирмата, а също и на Георги Вълков и Ариф Мазнев и на двама още други, неизвестно ми точно кои, от същата ключар-куриер. Замисленото против Марин Адамов, последния своевременно разкри, но не заговорниците, а той бе преместен в друг затвор, и според казаното от Тома Думчев на четирмата, бил е задигнат на старо-загорската гара, заведен в Якоруда и там убит.

Допълнително се разкри напълно и плана срещу мене. Изненадан, отначало отказвах да дам кредит на разритите обстоятелства, но те се оказаха абсолютно верни: и писмото на А. П. и планове за убиването ми и снабдяването с оръжие на изпълнителите. Понеже запазването на живота ми не е най-важната за мене работа, аз се осмелявам да се обхрна направо към Вас и Ви заявя следното: Писмото на г-на А. П. е факт, но аз не желая да допусна и до този момент, че Ц. К. на В. М. Р. О. ще седне днес да издава смъртни присъди на хора, които не са били никакви нейни членове или в какъвто и да е контакт с нея, та да могат да се провинят в каквото и да е, наказуемо по устава й, деяние, и моята единствена вина, ако това е вина, е че съм идеен и политически в друг лагер: а още повече — когато тия хора, с оковани ръце и запушени уста, са хвърлени в килиите на затвора. До колкото зная, такава странна революционна практика в В. М. Р. О. на Гоце Делчев и Даме Груев никога не е имало, нито е могло да има. И затова, ако въпросното писмо на А. П. не му е продиктувано направо от местните или по-висши фашистки фактори, мои политически противници, които вече няколко пъти правят опити за убиването ми, е продиктувано от Вас, т. е. ако Вие наистина сте решили да съдите и осъдите задочно свои съграждани, само поради техните политически убеждения, с това наистина

бихте издали една страшна присъда, но не в всеки случай върху мен. Повтарям, обаче, аз все още не искам да допусна, че е възможно това и вервайки, че дук има некакво престараване и превишаване на власт от страна на въпросния А. П. и Тома Думчев, ще направите незабавно нужното, за да се спре замисленото дело, с което би се написала само една тъмна страница в историята на маж. револ. движение. Ако пак г-да А. П. и Т. Д. действуват по Ваша заповед, аз бих молил да ми се съобщат доблестно, кои са мотивите на Вашето решение.

Моите другари по идеи и политически убеждения масово се преследват, осъждат, бият и избиват в Сърбия, Гърция, Рومъния и Бесарабия, главно за техната беззаветна, смела и последователна революционна пропаганда и борба за свободата на Македония, Тракия, Добруджа, Бесарабия и Царибродско. Процеса срещу В. Стефанов в Букурещ, процеса против Сима Маркович и другарите му в Белград, недавнашното осъждане на скопските революционери, преследванията против целата гръцка комунистическа парламентарна група, партия и синдикати и пр. са само няколко от най-пресните доказателства за това. Аз сам съм осъден 3 пъти от бжлгарското фашистко правителство между другото и за моите идеи и пропаганда в полза на единния фронт между поробените балкански народи и класи и за федерацията на свободните балкански народи, против авторите на различните Берлински, Нойски, Трианонски и пр. договори; против продаването на независимостта и бъдещето на нашия народ на ония, които са били, са и ще бъдат вечните му палачи, до ддето самите им народи не се освободат от тях — империалистическите правителства от всички страни и сортове; за мир и съюз с свободния руски народ — единствения искрен и могъщ защитник и съюзник на всички поробени и експлоатирани народи и класи в света. Това е моето престъпление и за него излеждавам сега три тежки присъди. Да вервам ли, че Вам се пада задачата, да турите точка на йотата? Заповедайте — обезоръжен, окован, безгласен, аз съм на разположение! Но бжлгарския, македонския, сръбския, гръцкия, тракийския, добруджанския и ромънския народи ще бъдат кога и да е свободни!

**Да живее техната Балканска Фед. Република!**

**Да живее единния фронт на балканските и всички поробени и подчинени народи и класи в света!**

Приемете Г-да моите почитания:

**Тодор Х. Павлов,**

от-гр. Шиц, жител на София, бивш учител и журналист, по настоящем политически затворник в плов. окр. затвор.

Пловдив, Окр. затвор 29 II 1928 г.

## Италианската политика и Балканите

Коя е италианската политика на Балканите? Наистина, тя е една политика на сила и престиж. С албанското обграждане, фашистката Италия гледа как римските орли вършат своя полет чак до Черното море, до Азия. Тирана, разбира се, е изходния пункт. Но къде ще бъде крайния пункт, това някой не ще може да установи. Никой, даже и самия Мусолини. Ясно са неговите смутни амбиции, но планове му са неустановени. Влиянието, надмощието и хегемонията, това са само думи. Или, по-добре казано, това са абстрактни средства от гледна точка на конкретното осъществяване. Кои? Господството на Адриатическото море ли? Това е вече свършен факт, осветен от Нетунското сжгласяние, чрез договора от 27 ноември, който дава в разположение на Италия албанските пристанища, между които Скутари, Дринската долина, южно и изходно пристанище за Югославия към морето. Помислете си, че една част от югославянската флота би атакувала един ден италианската флота, това е чиста химера. Тогава Средиземното море ли? — *la mare nostrum*? Но тук проектите се рисуват в широки аспирации, в това безкрайно желание за разширение, за което националистическите писатели ни оглушават ушите без да дадат нещо прецизно. От Ташкент чак до Мала-Азия, фашистката алчност иска да обсеби, от единия чак до другия край, целия южен и юго-източен край на Европа. Това е по-скоро от слабо желание, отколкото решение. Тия нови «римляни» немаат нито частица от онова хладно безстрашие, което са имали некога старите римляни. Най-ясното е това, че те взеха от германците *Drang nach Osten*. Но още не могат да се различат ясно целите. Средствата да. Те никак не ги скриват. Разделяят

за да можеш да проникнеш по-навътре: ето лозунга в настоящия момент.

Един италиански депутат, Андре Тор, председател на парламентарната комисия по външните работи, хвърля известна светлина върху духа на италианската политика, или, по-добре казано, върху нейната стратегия. Би било интересно да го чуем.

Г-н Тор се занимава с изтъкването причините на антагонизма съществуващ в Европа, и това той върши, с очевидното желание да обозначи слабите пунктове, където италианската политика може да закрепи своите маневри. Според Г-н Тор, Рейнската област ще бъде винаги една причина за несжгласяние между Франция и Германия. Така беше в миналото, така ще бъде и в бъдеще. Споразумението в Локарно беше само един инструмент за да се даде на Париж илюзията, че Германия е приела вече Версайския мирен договор и за да се даде възможност на Берлин да влезе в концерта на народите, т. е. да взема участие в Съвета на Обществото на народите наравно с другите. В централна Европа, също, съществува един постоянен конфликт между Германия и Полша, между Полша и Литва. В Малкото сжгласяние, Чехославия е разяждана от борбата между разните народности, Югославия от разнородността между сърби и хървати и от скрития бунт в Македония. Румъния и тя има своите затруднения вследствие унгарските групировки. Всички тия три държави взети наедно не ще успеят да разрешат проблемата за политическото единство в централна и източна Европа, защото те не представляват хомогенни интереси. Те не биха могли даже да бранят териториалното *status-quo*, защото техните респективни положения по отношение на Русия и Италия са твърде различни. Завоевателното положение на Югославия

в Балканскиот п-ов и Адриатичкото море, нейното заплашительно ароганство, нейното безосновно високомерие, не ѝ позволяваат да спечели солидарноста на Букурешт и Прага. Има едно јавно сталкновение между империалистичките бланови на Белград и дефанзивните опозиции, които пројавуваат другите балкански народи.

Тогава, која е ролята на Италија во таа каша? Италија, ни отговара г-н Тор, счита Малкото сгласание како три различни во своите интереси држави; тај откажа да признае положителното единство на тѐхното уголемявање, и тај преговара под ред со Белград, Прага и Букурешт. Г-н Тор признава, че тия преговори немаха един голем успех, нито во Белград, нито во Прага, когато тия во Букурешт тргнаха по-добре. За жалост, Ромџија не можа да запази едно достоинствено положение по отношение на Италија; грешката не е во ромџијскиот народ, а во неговите управници, които не можаха да разберат, че треба да следват една дедна и смедла линија на политиката. Против това колебливо ромџијско поведење спрямо Италија, г-н Тор хвали два решителни акта на италијанската политика. Първо: признаването на договора, който предава Бесарабија на Ромџија. Г-н Тор забравя умишлено, че Мусолини беше дал на Русија уверения тѝкмо противоположни. Има поне едно малко «колебание» за всички, нали? Второ: Тиранските договори. Тук е необходимо да се възпроизведат текстуално објасненията на г-н Тор: «Во албанскиот вѝпрос, Рим манифестира целата своја адриатическо-балканска програма. Нейната национална независимост треба да бѝде гарантирана. И това по две причини: 1. защото, без това, нейната територија ще се преврѝне во театар на безкрајни борби между балканските народи; Албанија ще стане една втора Македонија, огниште на неугасваем пожар; 2. защото, ако Албанија попадне под владичеството на друг некој балкански народ со империалистически побуждения, тоя последниј би можѝл, от Отранскиот канал, да застраши сигурноста на италијанските брегове и свободата на Адриатичкото море. Впрочем, само от сѝобраќањето за защита и запазувањето на мира и споконјатието на Балканите, Италија сѝлучи сѝюз со Албанија.»

По тоя чисто информативен преглед, ние нема почти какво да спорим. Човек би се зачуѝдил за начина по който г-н Тор разбира понятието независимост, защото чл. 1. от Тиранскиот договор от 27 ноември 1926 год. сѝдрѝжа предложението за формалната протекција на Италија вѝрху сегашното правителство на Албанија. Албанија не располага повеќе со себе си; та е изгубила правото да избира друго правителство освен това на бега Ахмед Зогу. Странна независимост! За да бѝде регистриран тоя договор, Секретаријата на Обществото на народите требаше да затвори очите си пред неговото сѝдрѝжание; иначе, тој не би можѝл да го регистрира, защото Обществото на народите е признато, че е едно Общество на **свободните нации!**

От изложението на г-н Тор две неща са за задрѝжане. Адриатическата програма на Италија, достатѝчно осветлена во политиката на Тирана, и методите на фашистката политика, а именито: да поощрѝва сѝчките разделенија во Европа и на Балканите, за да може по-лесно да се наложи. **Раз-**

**делјя и владеј!** Да се мѝчиш да изолираш чрез изама всека дрѝжава, за да ја противопоставиш, при дадениот случај, на другите.

Треба да се признае, че това е добре замислено. Понеже Италија е наследницата на австрискиот Drang nach Osten, та сѝблазнява метода, който историјата тѝј эле осѝди. Това което с право плаши Италија най-много, е образувањето на какѝвто и да е сѝюз на балканските народи и во централна Европа, особено ако тоя сѝюз би имал подкрепата на некоја западна сила, чети: Франција.

Антагонизма на Франција и Италија продолѝжава да сѝществува, и тој е непрерватим, вѝпреки тѝжностите на дипломатијата и от едната, и от другата страна, докато работите оставаат во положението, во което те са понастоящем. От тук англо-италијанското пријателство, което е много по-здрави, отколкото опитите на Мусолини да изамаи Германија. Во блокадата, която Англија смета да издигне против Русија, пише Жак Ансел, Италија треба да играе својата роля. Балканите, сѝгласно една традиционна историја, са пѝтја на Русија към свободното море. Владетелите на пѝтја за Индија искат да заградат нейниот пѝт. Во миналото, австрогерманскиот Drang nach Osten беше насѝрдѝчаван от Англија... Днес, рускиот десант ще надене болшевишката форма. Цера е почти намерен. Това е италијанскиот фашизъм. От тук хвалебните речи на г-н Чърчил. От там обрѝжането на Италија, която напуска Сѝветите, признава ромѝжска Бесарабија, заема местото на Австрија како сѝпирчка на сѝюза на славјаните. (Жак Ансел: «Les Balkans, face à l'Italie» - Paris, librairie Delagrave.)

Но това ще продолѝжи до тогава, до като конкуренцијата во тѝрговијата не постави во тѝжко изпитание англискиот монопол во Средиземното море. Британското стопанство нема вече избор на пазари. Сѝединените Штати ѝ отнеха латинска Америка; Јапонија — Азија; Европа е пренатоварена от стоки. И Италија, под протекцијата на Ню-Йоркските банки, се стреми да завладее источните пазари. Тај продава вече на Бѝлгария повеќе отколкото Англија; тај продава сѝщо на Југославија и централна Европа, изтѝквѝйки на заден план Англија. Италијанската тѝрговска флота заема първо место во турската тѝрговија. Фашистко-англискиот политическо пријателство се разяжда от една скрита економическа опозиција. От тук може да се извади заклучението, че политическиот империализъм на Италија вѝрви против економическите нужди и интереси на италијанскиот народ. От тук сѝдбата на диктаторите, които често са заставени да се движат во една насока на чист личен прѝстиѝ, който е празен от реални ползи за страните.

Това различие между стопанството и политиката помрачава почти непостижимите линии на директивите на италијанската политика. По-лесно е да се следва емпирически фактите сѝекидневно, отколкото да се отнесат до некоја ограничена доктрина или метода.

Во вѝншната, както и во вѝтрешната политика, фашизѝма може да се гордее, че има само един принцип: «акцијата».

Паоло Давила

# БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЃИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

## Политички значај комунистичких процеса у Београда

Београд, почетком марта  
После вишемесечне истраге, изведени су средином фебруара у три изаостопна процеса: прво, комунистички омладинци Бријачек, Радобоња, Цази, Буја, П. Ковачевић, Котур, Керѝовани, Самарѝић, Гр. Вујовић са још 13 младих радника, овима се имају прикључити Лаза Стефановић, I секретар Независних Синдиката и бив. комунистички посланик Др. Сима Марковић. Друго, црногорски револуционарни омладинац Др. Лабуд Кусовац и треће — Радомир Вујовић, асоцијирани медицинар.

Три велика процеса где је истрага за Вујовића и

Кусоваца по 8 месеца а за процес 25 торице 5 месеца трајала, завршана су у **недостатку документованог-оптужног материја** правим американским темпом за 6 дана од 13—18 фебруара. Историјат хапшења и зверског мучења торе наведених револуционара радника омладинаца и интелектуалаца позната је мање више читаоцима «Б. Ф.», Али ћемо се на овом месту укратко само на политичку страну ових процеса осврнути.

Ван сваке сумње јесте, да је јулска а по готову октобарска хајка реакционарног режима на авангарду револуционарног радничког покрета била диктирана извесним упу-

трашним и спољно-политичким моментима. Овога пута организована је хајка у самој престоници, како би њен ефекат био што «успешнији». На један миг белорукачких властодржаца ухапшена су у току месеца јула п. г. у Загребу Др. Лабуд Кусовац (који је спроведен доцније за Београд) и лекар Радомир Вујовић у Београду. Овим хапшењима отворио је шеф београдске Охране, по злу познати Милан Аћимовић, са својим српским и руским агентима ову режиму тако нужну хајку. Крвава увертира **отпочела бесомучним тортурама Радомира Вујовића** и пиканацијама Кусовца у Главњачи. Коцка је пала прво на ова два млада и смела револуционара, стога јер је белорукачка Охрана знала да су оба провали ради својих студија више година у иностранству и у револуционарно-марксистичким круговима дотичних земаља у којима су живели имали видне улоге. Помоћу ове двојице требало је дакле **балканском инквизицијом, дрским претњама и психичком пресијом изнудити** за режим нужна признања о «комунистичком комплоти» о «бољшевичким агентима и куририма» и т. д., **обратити пажњу јавности на «нову» опасност и исконструисати процес.** Храбрим и куражним држањем Кусовца а нарочито Р. Вујовића, кога су агенти и шеф београдске Охране зверски и крваво мучили, није постигла Охрана жељени резултат. **Енергичном акцијом и настојањем огорченог радништва и напредне јавности у земљи и иностранству разобличен је крвави мистериј Главњаче.** Спасен је живот Раде Вујовића и осталих којима је претила опасност да их суеитне судбина мученичке смрти словеначког радника-револуционара Станка, кога је београдска Охрана полумртвог бацила у дубину Дунава и, од исте убијене раднице Љубице Љубичић.

Морало се је брзо радити, да се формално постигне оно што се је хтело. Тако у октобру месецу п. г. настају масовна хапшења младих радника у Београду. Овог пута пада избор Охрана на младе раднике-делнично малолетнике, да евент. својим «признањима» пруже потребан материјал. Рачунало се, да ће средновековним мучењем младих и неискусних радника бити надокнађен неуспех експеримента код Вујовића. Колико гадости и садизма! Исконструисати по сваку цену један монстр-процес, безобзирно, без икаквих факата, једино помоћу дано-ноћних тортура уз животињско наслађивање ракијом опијених писара, агената и жандарма. После петомесечне истраге и многобројних штрајкова глађу исконструисана је једва оптужба исказима неколицине до издахнућа крваво премлаћених омладинаца, царско-руским и српско-балканским методама. Оптужба је гласила по фамозном Закону о Заштити Државе а обухватала 23 омладинца, секретара Н. С. Л. Стефановића и Др. Симу Марковића као духовне испираторе «комунистичке Завере».

Напоменули смо у почетку да је режиму био потребан један комунистички монстр-процес, диктиран од унутрашњо и спољно-политичких фактора. Од **спољно-политичких** напоменућемо као главне: 1. **латентну ратну опасност на Балкану, неликвидирани југословенско-италијански и 3. југословенско-бугарски спор.** Ови сукоби који проистичу из низа других створили су **ратну атмосферу** у радним масама свију нација у Југославији. Пред њих је васкрснула страховита слика ужаса прошлих ратова; истовремено, оне су сведоци и грозничавог наоружања својих угњетача, који се припремају на

нови империјалистички рат. Очевидно, свесни тешкоћа, потенцијата великосрпски, пришли су на већ познати методу «неутрализовања» маса указујући на «комунистичку» опасност која прети земљи.

**Унутрашњо-политичких** разлога има прилично много који су руководили београдске хегемонисте и милитаристе, да «скрену» **пажњу** маса од њихових свакодневних брига и борби на баук комунизма који је понова оживио.

Пре свега **ужасна глад**, која коси целим југо-западним делом Југославије; затим незадовољство маса, које све веће размер узима услед несношљивог социјал-економског, класно-политичког и националног угњетавања; отуда и увлачење Независних Синдатака у процес 25 торице, са тенденцијом да се они компромитују, јер бивају из дана у дан све јаче као класно-борбене организације и, на тај начин буде створен преседај за њихову забрану; најзад бесан терор кундака и бајонета, од које Македонија **највише страдава**, учинише да је стање у земљи достигло своју кулминациону спачку. Није то претерано тврдити за сваког који пажљиво прати догађаје у земљи, јер је **стрпљење маса близу краја. Није искључено** да с обзиром на овакво стање прилика у земљи у пролеће **не избију** — крај 25 хиљада жандарма истотину хиљаде до зуба наоружаних војника — **догађају крупнији и далекосжнији** но што су: зеленаштво комедија владине кризе, бестидна парламентарна зеленашлук и претње парламентарне опозиције са Радићем.

Сада је јасно откуда режиму потреба за комунистичким монстр-процесима. На велику жалост режима, фебруарски процеси завршени су само са **једним позитивним билансом** за режим, а то су: 32 године робије и затвора којим је осуђен извесан број омладинаца у овим процесима. **Иначе се осетила на самим процесима жива снага која неприсушиво из дубина угњетених и обезправљених извире, борбеност и непоколебивост идеја оптужених омладинаца.** Оданде, са судске трибине, **без икаквих илузија и страха они су оптужили и радкринкали режим** белорукачке реакционарне и крваве владавине. **Њихова оптужба била је и оптужба радног народа свих нација Југославије против својих тирана.**

Они су изнели страховитим фактима поткрепљано патње и тортуре у Главњачи, обесправљеност и експлоатацију њихове класе и радничке Омладине чије су они лучоноше. Обелижили су својим друговима пут трновит, са много жртава још, али који води у сигурну победу. Самарцић, Ковачевић и Кершовани осврнули су се у «одбрани» и на **национално угњетавање неспрских нација од стране велико-српске владајуће буржоазије**, уздижући високо и поносно барјак ослободилачке борбе: **савеза радника, сељака и потлачених нација.** Л. Кусовац завршава свој говор, уз енергичан протест, што му председник Петровић забрањује да говори са: **«Живела Балканска Федерација!»**

Тако је овај низ процеса исписан крвљу авангарде радничке омладине завршен срамно по властодршце и њихову Охрану, уз највећу осуду целокупне светске јавности, крај све «благе» пресуде у — недостатку факата — над режимом који царује у Југославији.

Димитрије Јовановић

# BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJEŠNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

## Naša anketa

kod znamenitih evropskih političara i književnika

o Balkanskoj Federaciji

## Lu Märten

Lu Märten rodila se je 1897 u Berlinu. Od 1900 razvija ogromnu djelatnost kao spisatelj i govornik na polju socijalne teorije. Do buknuća svjetskog rata saradnica njemačkih i stranih novina i časopisa za rubriku socijalne politike i umjetničke kritike. Glavna djela: „Ekonomski položaj intelektualnih rad-

nika (umjetnika)“; „Zena-umjetnik od 1911 do 1918“; „Pripravni radovi na primjeni marksizma u umjetnosti“; „Biti promjene oblika u umjetnosti sa gledišta historičkog materijalizma“; „Rusija i Japan“ i t. d. U pripravi: „Filosofički materijalizam u njegovom odnosu sa političkom ekonomijom“; „Utvrđivanje vrijednosti i relativizam u svjetskom skvaćanju“.

Koje bi misaono biće, koje prati povijest balkanskih naroda poslije rata, moglo držati, da je sadašnje „riješenje“ balkanskih pitanja pravedno i da odgovara zahtjevima slobode i potrebama mira ili moglo vjerovati, da bi sadašnji vlastodršci mogli ili htjeli zaštititi narodne manjine. Samo treba pomisliti na Makedoniju ili na zadnje faze srpskog imperijalizma; pa se ne može očekivati ogavniju politiku interesa, nego li nam danas

pružaju balkanske vlade i njihovi pomoćnici. Mogao bi čovjek uz neke uslove i kao antimonarhist, da vjerne u učinke jake velikopolitičke monarhije. Ali daje li tomu povoda ijedna monarhija, koja još na Balkanu postoji? Suvišno je u ovom listu nabrojati pojedinosti iz bezbroja političkih i gospodarstvenih tlačenja širokih masa balkanskih naroda. Ali nije suvišno sve to iznašati u radničkoj štampi i dozivati u svijest radničkoj klasi. Još više među široke mase samih balkanskih narode, jer se na njihovo suparništvo lako pozivlje svaka hegemonija i bez kojeg suparništva većini je nerazumljiv sadašnji zamršeni politički položaj. Neznam, koliko je to uopće moguće radi politike tlačenja svih opozicionálnih krugova i stranaka na Balkanu. Ali to je svakako preduvjet promjene na Balkanu u smislu

saveza država. Jedino misao federacije dolazi u obzir i u pogledu socijalizma. Sada stojimo pred činjenicom utvrđivanja srpskog imperijalizma i kompromisa hrvatske seljačke stranke s tim imperijalizmom, ali moramo paziti na pojavu drugih snaga, osim onih, koje se brojno i vanjski pokazuju kao pobjeda vladajuće klase. Reakcionarne balkanske vlade mogu tim lakše ugasiti, svaku „pogibeljnu iskrú“, što bi njena pojava iznova istierala balkanizovanu Evropu iz jedva sagrađene mirovne cućice. Iz ovog čorsokaka mora se naći izlaz; ideja balkanske federacije. Njenu privlačivu snagu povećati će: nada i slika novog gospodarskog programa, koji bi se pojavio kao pravi suparnik lažnom suparništvu.

Lu Märten

## Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

### VI. Ruska Federativna Republika. Opći zaključci\*)

Udio Jevreja pao je od g. 1922—1925 sa 5,2% na 3,9%, ali je i sada još veći od postotnog odnosa Jevreja u sveukupnom stanovništvu Unije (2,4%). U pojedinim oblastima vidi se da razvijeniji narodi sudjeluju u većoj mjeri nego zaostali (Armenci, Georgijci, Osetinci na Kavkazu; Tatari, Uzbeki na Istoku i u Srednjoj Aziji).

Nacionalni sastav komunističke partije na 1. januara 1926. uzet odjelito po pojedinim republikama i oblastima, daje nam ovu sliku:

#### I. U Saveznim Republikama:

1. Ukrajina: Ukrajinci 43,9%, Rusi 37,4% (Rusi g. 1925: 43,4%), Jevreji 11,2%, ostali 7,5%.

2. Bjelorusija: Bjelorusi 49,8%, Jevreji 23,5%, Rusi 16,5%, ostali 10,2%.

3. Transkavkaska Federacija: Georgijci 27,9%, Armenci 24%, Azerbejdžanski Turci 18,9%, ostali Kavkasci 5,3%, Rusi 20,3%. (Uzevši transkavkasku republiku zasebno, vidimo da u Armeniji sačinjavaju Armenci 91,8% članstva, u Georgiji Georgijci 64,9%, u Azerbejdžanu Azerbejdžanci 42,9%.)

4. Uzbekistan: Uzbeki 43,8%, Rusi 41,1%, ostali 15,1%.

5. Turkmenija: Turkmeni 37,9%, Rusi 50,3%, ostali 11,8%.

#### II. U autonomnim republikama i oblastima RSFSR-a.

Kirgiska republika: Kirgizi 61%, Uzbeki 5,7%, ostali istočni narodi 2,3%, Rusi 31%.

Kazakstan: Kazaki 36,6%, Uzbeki 4,4%, ostali istočni narodi 5,8%, Rusi 43,7%.

Burjatska republika: Burjati 21,6%, Rusi 72,6%.

Ojratska oblast: Altajci 17,3%, Rusi 73,1%.

Baškiriya: Baškirci 15,1%, Tatari 21%, Rusi 56,1%.

Tataristan: Tatari 31,4%, Rusi 59,1%.

Krim: Tatari 31,4%, Rusi 68%, Jevreji 8,7%.

Čuvaška oblast: Čuvaši 57,7%, Rusi 38,4%.

Mari-oblast: Mari 39,7%, Rusi 56,9%.

Votjajska oblast: Votjaki 18,8%, Rusi 77,1%.

Komi oblast: Komi 85,1%, Rusi 14,4%.

Karelska oblast: Kareli 11,6%, Finlandjani 13%, Rusi 71,2%.

Njemačka republika (na Volgi): Nijemci 28,2%, Ukrajinci 12,9%, Rusi 56,1%.

Kalmijska oblast: Kalmiki 73,7%, Rusi 24%.

Dagestan: Avarei 14,6%, Kumiki 13,6%, Lezginci 11,8%, Rusi 36,6%.

U malim oblastima Sjevernog Kavkaza:

Ingušetija: Inguši 74,7%, Rusi 14,6%.

Kabardinsko-Balkarska oblast: Kabardinci 64,2%, Balkarci 14,5%, Rusi 17,2%.

Karačajevsko-čerkeška oblast: Karačejevci 18,1%, čerkezi 13,5%, Rusi 60,5%.

Sjeverna Osetinska oblast: Osetinci 83,8%, Rusi 14%.

Čečenska oblast: Čečenci 56,2%, Rusi 39,3%.

Adigejsko-Čerkeska oblast: Čerkezi 18,1%, Rusi 77,1%.

#### Uništenjem imperijalizma k slobodi i bratstvu naroda.

Moderna tehnika, trgovina i industrija spojile su čitav svijet u jednu veliku ekonomsku zajednicu. Nema više kineskih zidova među narodima. Narode i države spajaju međutim ne samo željezničke pruge, nego i zajedničke ideje. Od izoliranih i zatvorenih nacionalnih kultura, narodi su napravili ogromne korake ka stvaranju jedne zajedničke, opće čovječanske, kulture. Ideje Tagore, Barbussea, Sunjatsena i Lenjina raspravljaju se kod svih rasa i svih naroda svijeta, što je dokaz duhovne, kulturne zajednice čovječanstva.

Ali je ovaj veličanstven proces saradnje i zblizavanja naroda naišao na jednu veliku i osnovnu zapreku. Razvijeniji narodi (u prvom redu njihove vladajuće klase) iskoristili su svoja preimućstva znanja, oružja i industrijske tehnike da podrgnu svojoj političkoj vlasti i ekonomskoj eksploataciji zaostaliye narode. Umjesto bratske saradnje ravnopravnih naroda, mi smo dobili izrabljivanje ogromne većine čovječanstva od šake imperijalista: 1450 miliona ljudi — od ukopno 1720 miliona stanovnika kugle zemaljske — nalazilo se je nakon Versalskog mira u zavisnom položaju. Imperijalistički gnjet i izrabljivanje postali su zapreka bratske saradnje i zblizavanja naroda. Bez uništenja imperijalističkog sistema nema izlaza iz antagonizma naroda i završetka započetog procesa kulturnog ujedinjenja čovječanstva. Najuzvišenija i najpreča zadaća ne samo potlačenih naroda nego i čitavog čovječanstva jeste — uništenje imperijalističkog tlačenja, imperijalističkog sistema. Historijska je zasluga Sovjetske Unije, ruskog radništva, ruskih boljševika i Lenjina, što su oni prvi dali praktični primjer, kako se može među narodima postaviti kulturna, politička i ekonomska saradnja i savez na bazi slobode, ravnopravnosti i bratstva, na bazi koja čini kraj imperijalizmu velikih i razvijenih naroda s jedne strane i izrabljivanju i zapostavljenju malih i zaostalih s druge strane. Čitav niz brojaka i konkretnih „suhih“ podataka, iznesenih u ovim člancima dokazuje, da narodi Sovjetske Unije, veliki i mali, razvijeniji i zaostaliyi, jučer zavadjeni i gnjeteni od carizma, idu danas složni i ravnopravni k svjetlijoj budućnosti.

(Konac)

Dr. C. Antonetić

## Pitanje razoružanja

### Uoči pete konferencije za razoružanje

Na posljednjem zasjedanju pripremljene komisije za razoružanje, držane u Zenevi krajem novembra i početkom decembra prošle godine, sukobile su se dve teze: teza imperijalističkih i njima zavisnih država i teza prve i jedine radničke i seljačke države U.S.S.R. Ovo je bio jednovremeno sukob i djevu materijalnih težnji: jedna koja govori za interese vladajućeg kapitalizma, druga da štiti interese nacionalno pot-

lačenih i socijalno ugnjetenih i eksploati-

sanih. Po sebi, pitanje razoružanja je prvorazredno i vrlo ozbiljno pitanje. Prvorazredno jer zaseca u oblast društveno-klasnih, nacionalnih i državnih odnošaja, — ozbiljno, ako mu u punom smislu usleđuje praktična namena, razoružanje, a ne zadrži se samo na prazno teoretisanje o njegovim mogućnostima.

Do četvrtog zasedanja pomenute komisije pitanje razoružanja i volja za isključenje mogućnosti ratnih konfliktata — što je ujedno jedina moralna podloga da opravda postojanje foruma kakav je Društvo Naroda — svodila se na razgovore, bez ičeg konkretnog što zadire u samu suštinu stvari.

Šta više, „instrumenat mira“ je pokazivao barometarsku tačku ključanja iza čega se imao ili raspršati, ili da pretvori u orudje rata i to rata protivu Sovjeta. Pod okriljem Društva Naroda našla se je osnova za blok protivu U. S. S. R. u kome je cilju sazidan Lokarnski pakt; uz prećutkivanje te „medjunarodne institucije“ uštrbljavani su interesi malih naroda za račun velikih imperijalista; njegovo saučestvo je kada registrira ugovore o ratnim savezima dajući im time jednu medjunarodno-pravnu sankciju (na pr. talijansko-albanski i francusko-jugoslovenski ugovor); najzad razoružanje je dovedeno u vezu sa »sigurnošću« postojee imperijalističkog stanja stvari i od toga učinjeno potpuno zavisnim. Tek četvrta konferencija-zahvaljujući Sovjetskoj Uniji koja ima u vidu interese radnika, seljaka i potlačenih nacija — za prvi put je jasno, prosto i nedvosmisleno imala postavljeno pitanje o razoružanju iza čega je kao jedino moguće ostalo odgovoriti sa: da ili ne!

Ta teza, suprotina imperijalističkoj koja zagovara mir a priprema krvavo kolo za osvajanje i porobljavanje slabih i malih naroda i zemalja, išla je i ide za neodložno potpuno razoružanje dajući samim tim najveće garancije za sigurnost narodima da ne budu bacani iz rata u rat. I čim je pred jednu takvu dilemu postavljen forum za »pripremu« razoružanja, slavili večite pesme iluzija o miru progovorili su jezikom laži i intriga protivu gotovosti Sovjeta da se pristupi ništenju sredstava za ubijanje čime osigura i pravilan tok opšte-društvenog razvoja.

Ovu važnu činjenicu morase dobro podvući, jer je od ogromnog značaja za nacionalno-revolucionarni pokret na Balkanu. To u toliko pre, što se nasuprot tezi USSR. pojavilo gledište: da potpuno razoružanje dovodi u opasnost male narode!

Na žalost, ovakva interpretacija je došla od zvaničkog francuskog delegata-socijaliste Pol Bonkura.

Nacionalno-revolucionarni pokret na Balkanu, kao i drugde, ni je klasni pokret, ali on svoju nacionalno-revolucionarnu borbu može efikasno da vodi crpeći snagu u glavnom iz radničkog i seljačkog elementa. Zato on ne može a da se prema pitanju razoružanja ne odnosi onako kako to iskaju opšte radnički i seljački interesi

i kako to zahteva revolucionarna nacionalno-osobodilačka borba.

Samo onaj zahtev koji ide za radikalno, neodložno i potpuno odstranjenje dosadanjeg i svakog daljeg naoružanja vojski vladateljskih zemalja; onaj zahtev koji se izdiže za neodložno likvidiranje postojećih vojnih formacija i objekata ratne industrije — sme, može i mora da bude zahtev potlačenih i poluzavisnih malih naroda.

Takav zahtev je istakla Sovjetska Unija i njime stekla simpatije i prijateljsko raspoloženje sveg radnog naroda i potlačenih nacija celoga sveta. Naročito razloga, da stoje jedino u njega, imaju narodi sa Balkana, jer se već stolecima predaju iz naručja jednog osvajača u zagrljaj drugog imperijaliste. Huškani jedan protivu drugog i bacani u međusobne istrebljivačke pokolje — oni su najpozvaniji da prvi kažu: dosta! I baš zato balkanskim narodima je strano, čak neprijateljsko ono i onakvo gledište koga iznose lideri onog dela klasnog radničkog pokreta okupljenog oko Socijalističke Internacionale. Gledišta koje se u stvari poklapa sa zvaničnim gledištem Brijan-Poenkareove vlade i francuskih imperijalista koji stoje iza nje, — koje je daleko ne samo da garantuje, već samo ma i malo ozračuje interese potlačenih, slobodu ugnjetenih.

Balkanske narode ne mogu da zadovolje nikakve advokatske formule koje govore o slobodi a pravdaju praksu tlačenja; svako traženje »garancija« za stanje koje u stvari oduzima slobodu pojedinim narodima je neprijateljsko za ove i predstavljiva nasilje i nepravdu za koje se najmanje sme da zalaže pokret koji ukazuje na socijalnu nejednakost; ni »bezbednosti« ne može da se nadje dok ima velikih naoružanih imperijalista. Nejednake količine: veliki i mali, naoružani i ugnjeteni — ne mogu da pruže toliko od Leona Bluma traženi »ekvilibr« u današnjem poretku. Zato ova teza o »nacionalnoj pacifikaciji« i »demokratiji« višega stila, stvarajući iluzije kod masa pravda postojeće bezakonje i znači zločin na koji se mora otvoreno ukazati narodima celoga sveta.

Zato uoči pete konferencije za razoružanje u Ženevi koja se otvara 15 marta, zahtev radnika, seljaka i potlačenih naroda na Balkanu je onaj zahtev koji traži neodložno potpuno razoružanje našta se ima da odgovori jasno i nedvosmisleno o njegovom usvajanju ili odbijanju.

To je zahtev Sovjetske Unije, države radnika i seljaka, svetilje sveg radnog čovečanstva i potlačenih nacija sveta.

Jastrebac

# FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

## „Solutia” chestiunii optanților Importanța ei internațională

Consiliul Societății Națiunilor a decis așadar cu unanimitate în favoarea ungarilor și în defavoarea României în chestiunea optanților. Național-tărăniștii, firește, caută să exploateze acest eșec al guvernului liberal dela București pe linia internă. Ei acuză pe liberali ca vinovați de înfrângerea României la Geneva. Numai pentru că în fruntea României stă un asemenea guvern urât peste tot și compromis pretutindeni, numai deaceia Ungaria a putut cuceri sprijiniul »aeropagului« diplomatice internațional. Și soluția ar fi după național-tărăniști: demisiunea guvernului Brătianu și chemarea conducătorilor național-tărăniști la putere.

Eșecul României la Geneva în chestiunea optanților se manifestează deci în politica internă prin înăsprirea raporturilor dintre liberali și opoziție. Dar concluzia pe care național-tărăniștii caută s'o tragă și s'o impună din acest eșec este pur demagogică. Nu pentru că în fruntea României se află un guvern reacționar, despotice, absolutist, fără prestigiu și încredere în străinătate, nu pentru asta Consiliul Societății Națiunilor a dat câștig de cauză Ungariei

hortiste. Dimpotrivă, din acest punct de vedere guvernul reacționar dela București a avut o situație avantajoasă: printr'o ironie a istoriei acest guvern reacționar stătea la Geneva în fața unui adversar care, ridicându-se împotriva exproprierii marilor proprietari de moșii, se retranșea pe poziții feudale. Dacă totuși guvernul român, care apărea în postura de apărător al unei »reforme« agrare în folosul țărănimii și, printr'asta, de apărător al Europei »civilizate« împotriva barbariei bolșeviste care căuta în 1917-18 să ridice țărănimea română în revoluție, dacă totuși guvernul român a fost bătut la Geneva, aceasta se datorește unor cu totul alte pricini decât acelea »descoperite« de către demagogia național-tărăniștă.

Aceste pricini sunt de natură de politică internațională, de politică a marilor puteri imperialiste.

În soluția pe care a dat-o acuma Consiliul Societății Națiunilor chestiunii optanților, soluție în defavoarea României, se oglindește lupta dintre imperialismul francez și cel englez pentru influența în Balcani și în sud-estul Euro-



pei, se oglindește slăbirea influenței Franței în politica europeană și trecerea tot mai mult a Angliei la comanda exclusivă a acestei politici, schimbare care merge paralel cu sporirea puterii imperialismului italian, un agent și aliat al celui englez, mai ales în bazinul Mediteranei și în Balcani.

Străduințele politice ale Angliei și Italiei merg într-acolo, ca să desfacă, să sfarme Mica-Antantă și să surpe astfel una din bazele cele mai importante ale influenței europene a imperialismului francez. Pedetăparte Anglia și Italia caută să creeze un bloc anti-sovietic de state, care să cuprindă și Ungaria, Bulgaria, precum și Germania. Atențiunea imperialismului anglo-italian se concentraseră în acest scop în ultimul timp asupra României, pentru că i se părea că aici este punctul vulnerabil al Micii-Antante. România are rana Basarabiei în coastă; este amenințată de revoluția masei populare dela sate și orașe și din provinciile anexate și asuprite; și ea are nevoie, sub pericol de faliment și de totală descompunere economică și financiară, de împrumuturi străine considerabile. Ratificarea raptului Basarabiei de către Italia a fost primul pas serios pentru atragerea României în sfera de influență a imperialismului italo-englez. Soluția din Septembrie anul trecut a Genevei în chestiunea optanților, prin care Anglia (Chamberlain era raportorul chestiunii), cu prețul jignirii intereselor Budapestei, făcea concesiuni României, era un alt pas serios al imperialismului anglo-italian de a-și apropia România și de a-i dovedi ce avantajii ar avea ea, dacă ar deveni mai sensibilă la dragostea Londrei și Romei și ar părăsi dragostea exclusivă a Parisului.

Și România a căutat, cu arta diplomatică a ministrului ei de externe Titulescu, să dovedească la rândul ei că e capabilă de... două dragoste diplomatice simultane. Vizita lui Titulescu la Roma a avut scopul să dea impresia că România, fără a abandona politica franceză, este dispusă să se apropie de Anglia și Italia, apropiind aceste două puteri imperialiste de rivala lor în imperialism, de Franța. Era o politică pe două tablouri. Titulescu și-a închipuit să poată duce de nas diplomația britanică care posedă un rafinament câștigat în decurs de secole. Dar Chamberlain vroia fapte. Întărirea demersului la Geneva în chestiunea mitralierelor dela St-Gothard a fost provocată de către România, iar nota însăși a României a fost mai atenuată și deosebită de cât notele paralele ale Cehoslovaciei și Jugoslaviei, care erau identice. Erau aici numai manevre ale diplomației române pentru a înșela pe cea engleză și italiană. Titulescu credea să poată câștiga astfel sprijinul Angliei și al Italiei în chestiunea optanților ce trebuia să vină în Martie pe ordinea de zi a Consiliului la Geneva.

Ori, soluția pe care Consiliul a dat-o atât chestiunii contrabandei dela St-Gothard, cât și chestiunii optanților a căzut în defavoarea României. Aceste soluții au fost adoptate sub presiunea Angliei, la care a trebuit să cedeze și Franța, căci ele au fost adoptate mai ales soluția în chestiunea optanților, cu aprobarea, și a lui Briand. Aceste hotărâri ale ultimilor seziuni dela Geneva dovedesc, că ascendentul politic al Angliei în Europa a ajuns acolo, încât chiar și Franța este silită să-și abandoneze protejati și vasalii. Insemnătatea internațională a soluției date de Geneva în chestiunea optanților constă în aceasta: Franța este împinsă pe planuri secundare, Anglia ia comanda politicii europene.

Ce însemnă însă comanda engleză în politica europeană? Însemnă crearea, sub comanda Angliei, a blocului anti-sovietic, însemnă pregătirea și apropierea războiului împotriva Uniunii Sovietice. Prin impunerea soluției sale la Geneva Chamberlain a vrut să spună României și celorlalte țări: Cine nu se spune voinței mele, și această voință a mea este trecerea tuturor sub comanda mea în războiul împotriva URSS, acela va suferi consecințele.

Național-tărăniștii preconizează însă tocmai o astfel de orientare a României atât în politica externă, cât și în politica economică-financiară internă, care pedeparte trebuie să dea exploatarea bogățiilor țării și a muncii poporului pe mâna capitalului străin (cestește: englez), iar pe de altă parte să înhame România la carul politicii internaționale a imperialismului englez.

Soluționarea chestiunii optanților în favoarea Ungariei însemnă, privită din alt punct de vedere, biruința punctului de vedere feudal în chestiunea socială țărănească; soluționarea chestiunii în favoarea României însă ar însemna creșterea pericolului de război împotriva URSS prin înhămarea României la politica engleză, deci creșterea pericolului împotriva Revoluției Ruse, ceea ce ar însemna biruința punctului de vedere reacționar și contra-revoluționar în politica internațională. Această alternativă, deopotrivă de reacționară în ambii ei termeni, arată că soluționarea

progresistă a problemelor mari politice ce se pun în epoca actuală nu mai este astăzi de așteptat din partea guvernelor capitaliste. Ele pot fi soluționate în folosul popoarelor muncitoare numai de către guvernele muncitorești-tărănești împotriva guvernelor hortiste și brătieniste laolaltă, împotriva guvernelor capitaliste dela Londra, Paris sau Roma, împotriva Genevei imperialiste, și nu printr'nsa.

I. Mateescu

## Sărbătorirea răpirei Basarabiei

Guvernul român pregătește sărbătorirea cu mare fast a »răpirei« Basarabiei de patria-mumă prin votul Sfatului Țării de acum zece ani. Precum se știe votul acestei adunări, constituită cu menirea ca să pregătească convocarea unei Constituante a Republicii Moldovenești, singură competentă a lua hotărâri suverane, a fost smuls sub teroarea baionetelor oligarhiei române și în prezența numai a unei mici părți din deputați. O parte dintre ceilalți trebuia să fugă peste Nistru pentru a scăpa de asasinat, altă parte dintre ei au fost uciși sau aruncați în Nistru de către autoritățile de ocupație în înțelegere cu fracțiunea naționalistă a Sfatului Țării.

Acuma, când se împlinesc zece ani dela această sinistru comedie jucată în Sfatul Țării, descomplexat prin teroare și asasinat, oligarhia stăpânitoare caută să mascheze prin fast, muzică, banchete și parăzi revolta care clocotește în Basarabia. În acest scop guvernul a invitat și pe foștii deputați ai Sfatului Țării să participe la serbări. Aceștia s'au întrunit pentru a discuta modalitatea participării lor la serbările oficiale (fiind înțeleși asupra participării însăși) și au ajuns, majoritatea dintre ei, la concluzia, că participarea lor trebuie condiționată de satisfacerea unor anumite revendicări, printre care se află și amnistia pentru delictele comise de basarabienii ce s'au împotrivit ocupării Basarabiei și o reducere a impozitelor pentru țărânișii pauperizați. Guvernul a refuzat să accepte aceste condițiuni ale foștilor deputați din Sfatul Țării, dar în schimb a recurs la o manevră.

Anume: a hotărât să împroprietărească pe foștii deputați cu câte 50 de ha. de pământ din acela care se cuvine de fapt țărănilor. Guvernul a urmărit prin această măsură pedeparte să cumpere participarea foștilor deputați la serbări, căci lipsa lor dela ele ar putea fi interpretată ca o demonstrație că Basarabia nu recunoaște regimul în ființă al oligarhiei române și că foștii deputați cari votaseră acum zece ani unirea declară acuma indirect prin absența lor, că se căesc de votul dat atunci. Pedetăparte, dacă foștii deputați ar fi acceptat cele 50 de ha. și ar fi venit la serbări, guvernul liberal tot ar fi câștigat, căci ar fi putut să-i prezinte pe foștii deputați ca oameni fără convingeri și i-ar fi compromis astfel în fața masei populare basarabene, care astăzi mai nutrește încă iluzia că al-de Halippa și ceilalți țărăniști sunt într'adevăr prietenii adevărați ai poporului basarabean.

Foștii deputați din Sfatul Țării, astăzi cei mai mulți membri ai Partidului Național-Tărănesc, au înțeles însă ce urmărește guvernul prin propunerea sa ispititoare și au refuzat, o parte dintr'nsii, oferta. În același timp ei persistă în refuzul lor de a participa la serbările oficiale, pentru că se tem să nu se demaște alături în fața masei populare din Basarabia ca agenți mai mult sau mai puțin mascați ai politicii guvernului dela București. Deputații național-tărăniști basarabeni se tem să ridice masele înși-le împotriva guvernului liberal pentru a mătura prin mijloace de luptă de masă revoluționare regimul bancheților, capitaliștilor și ciocoilor, pentru că conducătorii național-tărăniști, cari sunt ei înșiși astăzi băgați în consiliu de administrație la fel-de-fel de întreprinderi și sunt ei înșiși ciocoți, știu că o mișcare a masei împotriva bancheților și ciocoilor liberali se va îndrepta repede împotriva tuturor bancheților, speculanților și ciocoilor, indiferent dacă ei sunt liberali sau național-tărăniști. Conducătorii național-tărăniști se tem de aceea a lupta prin mijlocul unei mișcări revoluționare a masei împotriva liberalilor. Urmarea însă este că ei sunt siliți să recurgă la fel-de-fel alte mijloace de »luptă«. Astfel ei se servesc de presiunea capitaliștilor străini pentru a sili pe liberali la abdicare sau cel puțin la compromis. Ei se servesc de insuccesele guvernului liberal în politica externă pentru a cere demisiunea guvernului. Ei se servesc de criza dinastică pentru a storcea puterea dela liberali. Ei se servesc de fragilitatea regimului de regentă pentru a șantaja pe mânuitorii de fapt ai monarhiei. Refuzul național-tărăniștilor

basarabeni de a participa la serbările de »unire« nu este o demonstrație a rezistenței consecvente împotriva asuprirei poporului basarabean de către burghezia română, o demonstrație a cererii de liberă determinare-de-sine a Basarabiei, ci este numai încă un mijloc, pe lângă celelalte arătate, pentru a »face greulăți« liberalilor, pentru a-i șantaja, pentru a le stoarce puterea, pentru a înșela masele și a le ține în iluzia că scăparea lor este în venirea național-tărăniștilor la guvern.

Salvarea Basarabiei însă este în lupta hotărâtă și consecventă, alături de masele poporului muncitor dela sate și drașe din restul României, împotriva atât a bancherilor liberali cât și a ciocailor național-tărăniști, pentru dreptul de auto-determinare, pentru prefacerea Basarabiei într-o Republică muncitorească-tărănească în tovarășasea frăție cu Republica Moldovenească de peste Nistru și cu Uniunea Republicilor Sovietice.

Delablaj

# FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVEË NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHËTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

## Muzikantët në Shqypni

Shënime e gjykime

Në çdo vend të botes ka asi fjalësh qi jan pranuce si nji tubë axiome, nji tubë të verteta. Mbi të nuk shifet as kush të dali e të kerkojë beleg: dy e dy bânin katrë jo vetëm në Tokë, por dhë në Merkur, në Hânë e në Venus. Po të dali kush e të thot: »Jo, atje, nder shokët e shoqet e Tokes s' onë ka vend ku dy e dy munt të bânin pesë« hallku qeshin, ay quhet i marë, dhë komedia merr fund me kaq....

Ndaç në fund t' Afrikes së Zezakve, ndaç në Mongoi të Çangsolinit ky hesap nuk luen, nuk banë uj.

E pra, ja ku po i tham copë krejt ruzullimit: Toka, Merkur, Hâna e atdheu i Çangsolinave kan shkepue shumë keq dhë pazarllëkun e kan bân pa hanxhi; pse, në Shqypni hesap luen e jo me bajtë uj, por sikur të hiedhish më të krejt Adriatikun nuk të thot kush mos. Ja këtu nji shembëllë fare të voglë:

Nji i marrë\*) dikur ka thanë: »Miku i anmikut asht anmik« dhë mbarë bota ka pergjegje: »Poh, ashtu asht«.

Pra, o i shkreti filosof, kushdo qi të jesh kenë, po më dhimesh, e ti moj botë qi, pa na ndigjue, pa na kontrolue shkove e i besove këtij qyqarit po më bân m'u shkulë gazit kur po mendoj sesa me orexë e sa me shije e perbive dhë e blujte ket marri. E, karathî shqyptari, më ket si në çdo axiom tjetrë filosofir, filosofis, botes mbarë i dhâ nji shuplakë tingluse dhë u thâ: »io, nuk asht ashtu: Miku i anmikul asht mik(!)«

\* \* \*

Kjo kokë per çudë e shqyptarit i bân italianët më 1914—1920 qi të besojn se Shqypnia munt të transformohet në nji Tripoli. Por, mejherë, pa pritë e pa kujtue nji zhgândrë e mnershme, nji Adua e dytë i ferfillojë s'andejmi e aventura me kuburen e Çakos morri fund si nji dramë nga ma të rallat. Puna ngjau fare mbrenda më logikë: Aliatet t'anë(!) i ka krijue natura per muzikë e në Shqypni krejt muzika luhet ndeper fishkllimin e plumbave. Nji muzikë kjo e aq per dreq sa s' t' a ka fijen e lidhjes e të prindëris me atë të Verdit: ku shkrepat e egira të Malcis s'onë me ato gryka të frigushme e ku brigjet feerike në »Sorrentë« apo hijet frymzuse në »Lago-Maggiore«!... Po thuëj ku toka e ku qielli. Pra, ushtria italiane, e perbâme prej fisit të Verdit, hiku me kpuca të kuqe dhë shpëtojë mos nderen lkuren, makari... e, u ndigjue, ndeper shkrepat e egira e grykat e frigushme t' atdheut t' onë lahuta e zanave:

Kurvelesh, o guri that  
Trima burrat, trima grat

U thâ në çdo votrë: »Tash mâ, miqesha jonë ka me flejtë pa u martyrizue nga hijet e shtrigave të nates. Ajo do t' i harrojë per jetë ândrrat e kohes së Krispit, dallaverat e Abasiies kuburen e Çakose kompromisate saj të shkelxyshëm të perpiluem nën hijen e prarume të kubëve në Versailles... kësi hovii kemi dhanë barrot e uj deti pa shaka....«

E lahuta e zanave:

\*) Shqyprimi i fjalës »filosof«

Të lumt, moj trime Shqypni  
S' jee Persi, s' bâhesh Tripoli...

\* \* \*

Por kot. Pertej Adriatikut muzikanti nisi m' u ndrue: nji erë tjetrë i a tronditi shpirtin, Andrra e Madhe nxue rrânjê, syt i kthen prap kah Shqypnia, turbullt e me idhnim: »Dreq o dreq, thâ, hika perpara këtyne Afrikajve të Balkanit?!... E këto fusha pjellore, këto male t' arta i lshova? Ç' më paskan marr më qafë?... E kush se? Nji Matuf me nerva të shkatrrume, nji Amerikan i lujtur mëç e... Ajo tubë banditësh\*)!... Pra duhet të kthehem prap atje, Matufi bashk me Amerikanin shkuen prapa diellit, banditët i shkatrojoj Djaloshi... Avanti!

Por, Djaloshi hiku e nji livizje e ree, më 1924 i dhâ Shqypnis nji fytyrë tjetrë: Çesari i ri u ndesh më nji popull e nji »kubure e Çakos« nuk mjaftojte... Pra, duhej nji mjeshtri e ree, zanoti i italianit: dhelpni e trathiti...

Djaloshi ish aty, i gaçëm per çdofarë sherbim. Pashici, katili i Balkanit, i shkatruem prej pleqnis priste si maçoqu mishin e nji Wilson tjetrë biçëm u gjet në krye t' Anglis. Aktorër nuk mungoishin e dramu u pergatit në Romë dhë u lujt prej Romes: Shqypnia, e librume me aq shum mundirme e me aq shum gjak, ra nën sulmet e trathitis se Mussolinit.

Ç' ngjau pastaj, tri vjet me rallë? Ket, do t' a kenë, marrë vesh dhë fëmijit: me shfrytue regimin e sotëm në Shqypni tue frigsue me gogolin e emigrates e me shfrytue emigraten me premtime gjithfaresh.

\* \* \*

Po konkludoim:

1. Italia e Krispit ândrojë pushtimin e Shqypnis.
  2. Italia e Giolitit më 1910, në Abasi transformojë Shqypnin në Persi po kje se nuk munt të mirret vesh me Austrin per coptimin e saj kur të hiki Turkia.
  3. Italia e Sangiulianos nuk i duel zott kuive të Gëgnis dhë sakrifikoj krejt Kosoven per mos t' a bierrë nji ditë miqësin serbe (1912).
  4. Italia e Aliotit më 1914 shkatrojoj Shqypnin e nasionalistve.
  5. Italia e Nittit apo e Titonit nënshkrovi traktatin e mshehët të Londres dhë e coptojë Shqypnin per se dyti (1915).
  6. Italia e Titonit dhë e Nittit (1919—1920) bân ç' mos, compromisa, marrveshje të mshehta atj. per të sigurue zbatimin e traktatit të Londres, rrëni 7.
  7. Italia e Emanuelit pranoj çdo rolë per t' i sigurue vetes Sazanin dhë Jugosllavis ma se pesë-dhet katunde të Kosoves (1921).
  8. Italia e Mussolinit na krijoi nji blokus financuer më 1922 et më 1923 dhë më 1924 na shkatrojoj në fund e në maje.
  9. Sot, po prej dores s' Italis façiste Shqypnia asht qitë më telal, asht bân gazi i botes, folëe banditësh e intrigash.
- Pra, kjo Italie si e qysh munt t' a dëshrojë librimin e Shqypnis e, sidomos, bashk me Kosovë?...
- »Ora e Shqypnis« kundra këtij vargu nga faktet ma me randësi munt të keet vetëm e vetëm nji pergjegje: »Dy e dy bânin pesë jo katrë, budallë!«
- Nji herë per nji herë kaq.

Bedri Pejani

\*) Ushtria kombtare më 1920.

## Αγ Shtete Ballkanik, ag krisa të mbrendëshme

Mëprojtësit e regimit monarkik e të struktures borgese do të jenë shumë të merzitur e të çqetësuem, kuer shofin ndodhjet e Ballkanit. E përnjimend krisat janë kronike në këto vise: luftë ndermjet të grupevet parlamentare; nenhyrje dinastike; intrapresa militare shumë a pak të maskuëme; shtypje të hapte të klasit puntuer prej klasit zotues e promulgim e zbatim ligjësh exceptioni kundra puntoris. Ministere vijn mbas Ministrësh me një instabilitet të pã-dashem; diktatura po-thuaj fashiste që mbretnon gadi gjith kund nuk kã as at zotësi sã me mbajtë në kambë një fuqi që ngiatë disã kohë.

Mbas luftes botnore, Shtetet Ballkanike kanë njoftë peripetina gjithnduersh. Si gjithkund, dhe këtu buiqët e vogjel e puntorët e gytetevet ishin gati m' u çue kundra oligarkinavet që i hiqshin të drejtat e tyre politike e që i shtypeshin më të dheta, kështu që reacioni e kã bã ma të randë zgjedhen e tij. Po ky reacion u diskreditue vehtë-vehtëju, prej qeverinavet që zgodhi e prej dasinavet që dukeshin mbrenda rreshtavet të tyre. Luftimet nermjet kategorinavet të ndryshme t' oligarkis sunduese janë ma t' ashpra n' ato vise se kudo njeti e mbarrin shpesh herë një karakter të posatëshem violence e atrociteti.

T' a paraqesim në pak fjalë historin e gjithcillit Shtet, që rreshtohet nermjet të kufinit rus e të ballit të Peloponesit.

Rumania kje në këto dhet vjet, lama a bisedimevet të pã-dame. Asimilacioni i popullësinavet të reja t' anektueme, si Transilvania, Banat-i, Bukovina, e sidomos Besarabia, asht kenë mjaft aktiv por s' ka muejtë të realizojë gjã. Rument qysh në vjetë 1914 doshin t' i imponojnë ligjët e tyre tiervet, e perpiqeshin në kundershime të pasionueme. Federalismi u çote kundra centralismit: gjysa e vendit kundra gjysës së tjetër. Posë kësajë intrigat dinastike janë zhvillue në skandal; sidomos këto intriga u njallne at ditë që deka e Ferdinandit të parë u shifte e afer. Mbretnesha Maria e favoritët e sajë lëvizëshin në njen' anë, princ Karoli e kamarilla e tij n' anë tjetër. Asht për t' ardhë keq që s' u gjet në Bukuresh një Saint Simon, pse pã-dyshim do të na kish shkruie memoires permby adetet, skandalet, dhe manovrat e të mëdhaivet t' atij gyteti. Por prap se prap ag asht mujtë m' u marrë vesht sã për të ba një mendin seriois. Mbas dekes së Ferdinandit I, filluene marrëdhanjët gjithnduersh, por çka ish vija a përgjithësmë e gjendies, ish lufta nermjet të partis liberale, me në krye Jean Bratianu, e të partis buiqësore, një parti borgesijes së vogel që paraqitet si radikale për të marrë fuqin në dorë.

Kjo luftë nuk asht myllë: perkundrasi munt të ndezet prej një dite në një tjetër në një mendyrë me interesë kryesore.

E nuk munt të thohet se partia buiqësorë, po kje se e shef se do të ngiasë shumë deri sã të vijn koha e tij, mos të perdorin fuqin. Në luftimin nermjet të trupavet liberale, që mëveshen me legalitetin, e të kundershitarëvet të tyre, dynastia e perfaqësueme prej një foshnje, fare lehtë munt të hupin.

Në Bullgari asht instalue në fuqi një parti terrorismi kundra-revolucionare qysh grushtit të Shtetit që bani Cankoff-i në vjetë 1923: Ententa, Macedonasit autonomistë etj kundra agrarëvet e Stambuliskit. S' asht nevoja me prue nermjet krimet që ka bã e lista e të cillëvet nuk asht myllë endë. Me mija janë viktimat, të dënuemt për dekë prej gjygevët ushtarak e t' asasinuëmt, të burgosunit të rrahun në gjak ner burgite e tyre, e proskritët që u a dashtë me hikë. Por kjo parti kundra-revolucionare nuk ka muejtë as me mbajtë bashkimin e sajë. Liapçef-i kã xanë dikuer vendin e Cankoff-it, e sot don Cankoff-i me xanë vëndin e Liapçef-it. Mbas kan perdorë energit e tyre të bashkueme kundra agrarëvet e komunistëvet, janë sot gati me dã grupet e tyre e me luftue deri në dekë kundra shoqi-shoijt. Në marim të Kallndonarit asht dhanë lajmi se ato ishin pajtue, porse pajtimi ish vehtëm për faqe. Dhe Bullgaria asht lama e luftimevet të partivët.

Jugosllavia na kã paraqitë krisa qeveritare po thuaj trimestrale. Kroatët, Slovenët, Boshnjakët, shumë a pak autonomist a federalist çohen kundra burokratis serbe, porse këto nuk esitojn aspak me lanë dishiret e popullit të tynë, e me hi në marrëdhanje me të, kuer kështu e lypë interesi i tyre. Shembulli i Radic-it sidomos, asht një skandal. Instabiliteti i grupevet e i njerzëvet provokon një zimje të pã-dashme, e ramje të pãprituna kombinacionesh ministeriale. Mbreti s' kã tjetër punë veç hallin se ku me gjetë një krye-minister. Krisa që shperthej në Fruër mbas kundershimevet në gjë të kabinetit, nermjet të liberalëvet e të demokratëvet, kã provue se sã punë e vështir asht me i dhanë Jugosllavis një qeveri stabile. Shtu dhe se e shuma e popullësis puntore nuk kã munt të thuesh kurriarë perfaqësimi në Skupështinë.

Grekia kã njoftë mjaft abdikacione suksesive para se t' adoptote formen republikane. Por kjo asht një republikë shumë e çuditëshme, një herë kje sundue prej një facioni militar, mandej prej një diktatures personale (ajo e general Pangallos) mandej prej një koalicioni nermjet republikanësh e monarkistësh. Ky koalicion, që asht persritë prap në Fruër, ngiatë gjithnji, porse duket i kalueshem.

Kështu prã Shtetet e Ballkanit nuk kanë në regimin e e sotëshem, as siguritetin, as ekuilibrin. Ky regim asht i dënuëm, dhe do t' i lëshojë vendin atij regimi që sã herë asht prekonisue këtu.

Paul Louis

# ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ

ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

## ΚΑΙΝΟΥΡΓΙΕΣ ΠΡΟΔΟΣΙΕΣ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΓΕΡΩΦ

Οι «Αυτονομιστές» προετοιμάζουν για λογαριασμό των φατσιστών, νέα εγκλήματα στην Μακεδονία

Ο Πρωτογέρωφ και όλη η διοικούσα συμμορία των «αυτονομιστικών» οργανώσεων, εξακολουθούν το προδοτικό τους έργο. Έξυπηρετούν πάντοτε ζένα συμφέροντα. Έξακολουθούν να έκτελούν τις διαταγές του Μουσολίνι και της βουλγαρικής στρατιωτικής λίγκας.

Είχαν άρchiση την δράση τους ήδη τον Ιούνιον του περασμένου χρόνου: έστειλαν δυστυχεις ανθρώπους μακεδονικής καταγωγής στο μέρος της Μακεδονίας που τυραννιέται κάτω από τον σερβικό ζυγό, για να διαπράξουν εκεί απόπειρες με μπόμπες και φόνους υπαλλήλων. Αυτήν την δράση την όνόμασαν «επαναστατική», ένω είναι αντίεπαναστατικές πράξεις, οι όποιες έκτελούνται μόνο προς συμφέρο του Ιταλικού και του

βουλγαρικού ιμπεριαλισμού. Αυτές οι πράξεις δεν είχαν κα' όλου ως σκοπό την άπελευθέρωση της Μακεδονίας, αλλά την κατάληψη της από τον Ιταλικό ιμπεριαλισμό, την αντικατάσταση του σημερινού ζυγού με τον του Ιταλικού φατσιισμού. Ο Πρωτογέρωφ εξετέλεσε αυτές τις πράξεις και τις έκτελει παρακάτω ενάντια στην θέληση του μακεδονικού λαού, ενάντια στην επιθυμία του. Καμμία άπ' αυτές τις «επαναστατικές» πράξεις δεν εξετελέσθη από τους μακεδόνας που είναι εγκτεστημένοι στην Μακεδονία. Άπέχουν μακράν από το να εξυπηρετούν αυτές οι πράξεις έστω και κατά το ελάχιστο το άπελευθερωτικό έργο της Μακεδονίας, διευκολύνουν μόνο το έργο των σέρβων σωβινιστών και ιμπεριαλι-

στάν στην λήστευση του μακεδονικού πληθυσμού της Μακεδονίας που βρίσκεται κάτω από τον σερβικό ζυγό, μέσον μανής αυξανόμενης τρομοκρατίας.

Ἡ ἀντιέπαναστατική δράση τοῦ Πρωτογέρωφ μετέβαλε τὴν χώρα σὲ μιὰ ἔρημο. Οἱ Πρωτογέρωφ ὅμως δὲν θέλουν νὰ ἀκούσουν τίποτε ἀπὸ τὶς φωνές ποῦ βγάζουν ἐναντίον τῆς σερβικῆς τρομοκρατικῆς κυριαρχίας, οἱ Μακεδόνες ποῦ ὑποφέρουν καὶ στάζουν αἷμα κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸ ζυγὸ. Δὲν θέλουν νὰ ζαίρουν τίποτε ἀπ' αὐτὸ, ὅτι μὲ αὐτὲς τοὺς τὶς πράξεις διευκολύνουν τὴν πραγματοποίησιν τῶν σκοπῶν τῶν σέρβων μιλιταριστῶν. Ἐξακολουθοῦν παρακάτω τὴν ἀντιπαναστατική τους δουλειά, καὶ θὰ τὴν ἐξακολουθήσουν ἀκόμη. Γιατὶ εἶναι ἡ διαταγή ποῦ τοὺς δόθηκε ἀπὸ τὸν Μουσολίνι καὶ ἀπὸ τὴν βουλγαρικὴ στρατιωτικὴ λίγκα.

Ἐχουμε συχνὰ δείξει τοὺς δεσμοὺς ποῦ ὑπάρχουν μεταξύ Μουσολίνι, Ἀχμέτ Ζογοῦ, τῆς βουλγαρικῆς στρατιωτικῆς λίγκας καὶ τοῦ Πρωτογέρωφ. Ἐχουμε δείξει ὅτι ὁ Πρωτογέρωφ καὶ οἱ συμπράκτορες του ἐξασκοῦν μιὰ ἐκκενρὴ ὑπηρεσία μεταξύ Ρώμης, Τιράνων καὶ Σόφιας καὶ ὅτι ἐκτελοῦν ὅλες τὶς διαταγὰς ποῦ δέχονται ἀπὸ τοὺς ἰταλοὺς καὶ βουλγάρους κυρίους τους. Ἐξ ἄλλου δὲν κρύβουν καθ' ὅλου τὸν θαυμασμὸ ποῦ αἰσθάνονται γιὰ τὸν ἰταλικὸ φατισμὸ, καὶ στὸν ὅλο τους δὲν ἀφήνουν καμμία εὐκαιρία ἀνεκμετάλλευτη γιὰ νὰ ἐξυμνήσουν τὸ ἔργο τοῦ Μουσολίνι.

Εἴμαστε σήμερα σὲ θέση νὰ ζεσκεπάσουμε τὶς νέες προθέσεις τὶς ὁποῖες ἀποφάσισαν αὐτοὶ οἱ προδότες, πάντα μὲ τὸν ἴδιο σκοπὸ: μὲ τὸν σκοπὸ νὰ διευκολύνουν τὴν ἐγκαθίδρυση τῆς φασιστικῆς κυριαρχίας στὴν Μακεδονία. Ἐνας ἀπὸ τοὺς ἀρχηγούς τῶν «Ἀυτονομιστικῶν ὀργανώσεων» τοῦ Πρωτογέρωφ, ἕνας ἀπὸ τοὺς κυρίους ὑποκινητὰς ὄλων τῶν ἐγκλημάτων ποῦ ἐξετελέσθησαν τὰ τελευταῖα χρόνια ἀπὸ τοὺς «Ἀυτονομιστὲς» στὴν Μακεδονία, στὴν Βουλγαρία καὶ στὸ ἐξωτερικὸ, ὁ Ναούμ Τομαλεῦσκυ, πῆγε τώρα τελευταῖα στὴν Ρώμη καὶ ἐκλείσει ἐκεῖ μὲ τὴν ἰταλικὴ κυβέρνησιν μιὰ συμφωνία, κατὰ τὴν ὁποία ὑποχρεοῦται ἡ «ὀργάνωσιν» τοῦ Πρωτογέρωφ, νὰ ἐπιχειρήσῃ τὴν προσεχῆ ἀνοίξιν στὴν Μακεδονία «ἐπαναστατικὰς» πράξεις — πρὸς αὐτὸν δὲ τὸν σκοπὸ πείρει ὁ Τομαλεῦσκυ ἀπὸ τὸν Μουσολίνι δύο ἑκατομμύρια λιρέτες, οἱ ὁποῖες εἶναι ἤδη κατατεθημένους σὲ ἐλθετικὰς τράπεζες. Γιὰ νὰ ἐκτελέσουν νέα ἐγκλήματα ἐναντίον τοῦ Μακεδονικοῦ λαοῦ, προσέλαβαν αὐτοὶ οἱ ἐγκληματίες 200 νέους συνεργάτες, οἱ ὁποῖοι βρίσκονται τώρα στὴν Ἀλβανία τοῦ Ἀχμέτ Ζογοῦ καὶ περιμένουν ἕνα σημεῖο γιὰ νὰ εἰσέλθουν στὴν Μακεδονία.

Φαίνεται ὅμως ὅτι αὐτὸ δὲν ἀρκεῖ στὸν Μουσολίνι. Συγχρόνως μὲ τὴν δράσιν ἀπὸ τὴν Ἀλβανία θέλει νὰ ὀργανώσῃ μιὰ ὁμοία ἀπὸ τὸ Πέτριτς.

Ὁ Μουσολίνι ἔχει μὲν τοὺς Πρωτογέρωφ στὴν διάθεσιν του, οἱ μηχανορραφίαι του ὅμως, ὑποστηρίζονται τελείως καὶ ἀπὸ τὴν βουλγαρικὴ στρατιωτικὴ λίγκα. Στὴν περιφέρεια τοῦ Πέτριτς, ὅπου οἱ Πρωτογέρωφ κρατοῦν ὅλο τὸν πληθυσμὸ κατὰ τὴν τρομοκρατία τοὺς, ὅπου ἐδολοφόνησαν ἄνω ἀπὸ χιλίους μακεδόνες ἐπαναστάτες, πολιτικοὺς ἀγωνιστὲς, Χωρικοὺς, ἐπαγγελματίες, ἐργάτες, διανοομένους ὅπου σκοτώνουν ἀκόμη κάθε μακεδόνα ὁ ὁποῖος ἦταν πρὶν ἐναντίον τῶν Βερχοβιστῶν, ἢ ὁ ὁποῖος ἀγωνίζεται σήμερα γιὰ τὸ δικαίωμα τῆς αὐτοδιάθεσιν τῶν Βαλκανικῶν λαῶν καὶ τὴν Ὁμοσπονδία τους σὲ μιὰ Βαλκανικὴ Δημοκρατία, ὀργανώνουν μὲ τὴν ὀλοκληροτικὴ ὑποστήριξιν τῶν βουλγάρων ἀξίωματικῶν τὶς συμμορίες τους καὶ τὶς ὀπλιζοῦν ἀπὸ τὶς στρατιωτικὰς ἀποθήκες, γιὰ νὰ τὶς στείλουν κατὰ τὴν ἀνοίξιν στὴν Σερβικὴ—Μακεδονία, κατὰ τὴν ὑπογραφήσιν συμφωνία ἀπὸ τὸν Τομαλεῦσκυ στὴν Ρώμη.

Αὐτὲς οἱ πληροφορίες εἶναι ἀπόλυτα ἀθθεντικὰς. Κατάγονται κατ' εὐθείαν ἀπὸ τὴν βουλγαρικὴ Πρεσβεία στὸ Βελιγράδι. Ὁ βούλγαρος πρέσβης στὸ Βελιγράδι, κ. Βακαρέλσκυ, εἰδοποίησε στὸν κ. Λιαπτσεφ, ὑπὸ τὴν παραδοχὴ ὅτι αὐτὲς οἱ μηχανορραφίαι γίνονται χωρὶς τὴν γνώσιν τοῦ βουλγαροῦ προθυπουργοῦ, γιὰ τὸν τὸν πληροφορεῖ γιὰ τὰ νέα σχέδια τῶν «ἀπελευθερωτῶν» τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ. Συγχρόνως καθιστᾷ ὁ κ. Βακαρέλσκυ γνωστὸ στὴν κυβέρνησιν του, ὅτι ὁ μακεδονικὸς πληθυσμὸς εἶναι ἐναντίον αὐτῶν τῶν μηχανορραφιῶν τοῦ Πρωτογέρωφ, ὅτι δὲν θέλει νὰ τὸν «ἀπολευθερώσουν» μὲ μπόμπες καὶ μὲ τρομοκρατικὰς ἐνέργειαι, γιὰ τὴν αὐτὴν μεγαλώνουν μόνον τὰ δεινὰ τους, καὶ ὅτι τὸν ἐπισκέφθηκε μιὰ μακεδονικὴ ἀντιπροσωπεία, γιὰ νὰ τὸν παρακαλέσῃ, νὰ δώσῃ τέλος σ' αὐτὲς τὶς πράξεις, οἱ ὁποῖες κάμουν τὴν θέσιν τοῦ μακεδονικοῦ πληθυσμοῦ ἀκόμη πεῖδι ἀπαρηγόρητη.

Δεν εἴμαστε σὲ θέση γιὰ νὰ ζαίρουμε, ἂν ὁ κ. Λιαπτσεφ εἶναι καλοπληροφορημένος ἢ ὄχι γιὰ κείνα ποῦ λαμβάνουν χώρα στὴν περιφέρεια τοῦ Πέτριτς.

Μπορεῖ νὰ εἶναι δυνατὸ, ὅτι ὁ Λιαπτσεφ καὶ ὁ Μπούρωφ οἱ ὁποῖοι κλίνουν μᾶλλον πρὸς ἕνα ἀγγλικὸ προσανατολισμὸ καὶ οἱ ὁποῖοι ἐπιδιώκουν ἕνα μπλόκ τῶν σημερινῶν Βαλκανικῶν κυβερνήσεων ἐναντίον τῆς Σοβιετικῆς Ρωσσίας, νὰ μὴ ζαίρουν τίποτε ἀπὸ αὐτὰ τὰ γεγονότα στὸ Πέτριτς. Εἶναι ὅμως ἕνα γεγονὸς ὅτι αὐτὲς οἱ μηχανορραφίαι ἐξετελέσθησαν μὲ τὴν βοήθειαν πολλῶν μεγάλῃς ἐπιρροῆς μελῶν τῆς βουλγαρικῆς κυβέρνησιν, ἀρχηγῶν τῆς στρατιωτικῆς λίγκας.

Οἱ νέες ἐνέργειαι ποῦ ὀργανώνει τώρα στὴν Μακεδονία ὁ Πρωτογέρωφ, εἶναι οἱ προετοιμασίαι τοῦ νέου σταδίου τῆς εἰσχώρησιν τοῦ ἰταλικοῦ ἱμπεριαλισμοῦ στὶς Βαλκανικὰς χώρας, τῆς κατάκτησιν τῆς Βαλκανικῆς Χερσονήσου ἀπὸ τὸν ἰταλικὸ φατισμὸ. Ἀφοῦ μεταβλήθηκε ἡ Ἀλβανία σὲ μιὰ ἰταλικὴ ἀποικία, ἦλθε τώρα ἡ σειρά τῆς Μακεδονίας.

Ὁ Πρωτογέρωφ καὶ οἱ συμπράκτορες του, αὐτοὶ οἱ προδότες τοῦ μακεδονικοῦ ζητήματος, προσπαθοῦν νὰ κερδίσουν γιὰ τὰ σχέδια τους ἀφελεῖς μακεδόνες, βεβαιώνοντας εἰς αὐτοὺς, ὅτι ἂν ἀναπληρωθῇ ἡ σερβικὴ κυριαρχία μὲ τὴν ἰταλικὴ αὐτὸ θὰ μπορούσε μόνον νὰ καλιτερεύσῃ τὴν θέσιν τους! Με τὴν ἴδια ἰταλικὴ κυριαρχία, ἡ ὁποία εἶναι τόσο τυρρανικὴ βάρβαρη καὶ ἐξεθνικοποιητικὴ, ὅσο καὶ ὁ σερβικὸς ἱμπεριαλισμὸς!

Γιὰ νὰ πεισθοῦν ἀκόμη καὶ οἱ λίγο διαφωτισμένοι Μακεδόνες, ἀρκεῖ νὰ τοὺς διαβιβάσουμε μερικὰς εἰδήσεις γιὰ τὴν κυριαρχία στὶς ἀπὸ τὴν Ἰταλία προσαρτησμένους καὶ ὄχι ἀπὸ ἰταλικὰς ἐθνικότητες κατακτημένους χώρας. Κάτω ἀπὸ τὴν πυγμὴ τῆς φασιστικῆς Ἰταλίας βρίσκονται σήμερα 500.000 Κροάτες καὶ Σλοβῆνοι καὶ 200.000 Γερμανοὶ στὸ νότιο Τυρόλο. Ἐκτὸς ἀπ' αὐτὸ βρίσκονται τὰ Δωδεκάνησα, κατακτημένα ἀποκλειστικὰ ἀπὸ Ἕλληνας, ἀκόμη κάτω ἀπὸ τὴν ἰταλικὴν κυριαρχία, παρ' ὅλα ὅτι ἡ Ἰταλία κατὰ τὸ 1911 τὰ εἶχε καταλάβῃ «προσορινῶς». Σ' ὅλες αὐτὰς τὶς χώρας, χωρὶς ἰταλικὸν πληθυσμὸν, ἀκολουθᾷ ἡ φασιστικὴ κυβέρνησιν μιὰ βίαιη πολιτικὴ ἐξεθνικοποίησιν. Ἐκεῖνο ποῦ συμβαίνει κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸν καὶ τὸν ἑλληνικὸν λαὸν στὴν Μακεδονία ἐπαναλαμβάνεται στὴν Ἰστρία, στὸ Τυρόλο καὶ στὸ Δωδεκάνησα. Ἀκόμη πρὸ ὀλίγου ἔχει δημοσιεύσῃ ὁ γερμανικὸς καὶ ὁ αὐστριακὸς τύπος ἐρεθιστικὰς λεπτομέρειαι γιὰ τὴν κατάστασιν τῶν Γερμανῶν στὸ νότιο Τυρόλο, καὶ οἱ λόγοι ποῦ κρατήθησαν στὸ αὐστριακὸ κοινοβούλιον ἐπικυρώνουν αὐτὰς τὶς δημοσιεύσεις.

Γι' αὐτὸ εἶναι εὐκόλο νὰ προεῖδουμε ὅτι, ὁ ἰταλικὸς ἱμπεριαλισμὸς θὰ ἐξακολουθήσῃ στὴν Μακεδονία

τὴν πολιτικὴν τοῦ σερβικοῦ ἰμπεριαλισμοῦ. Θὰ ἀντι-καταστήσῃ τὴν σκλαβία τῶν ἄλλων.

Ξεσκεπάζουμε μπρὸς τὸν μακεδονικὸ λαὸ καὶ πρὸς τὴν κοινὴ γνῶμη τὰ μοχθηρὰ σχέδια τῶν ἀρχηγῶν τῶν «Αὐτονομιστικῶν ὀργανώσεων». Σὲ κείνους τοὺς Μακεδόνες οἱ ὁποῖοι ἀσυνείδητα ἢ ἐν ἀγνοίᾳ τῶν πραγμάτων εἶναι μέλη τῆς «ὀργάνωσης» ἢ συμπλοῦνε μὲ τίς πράξεις τῆς, μὲ τὴν ἀπατηλὴ ἐλπίδα ὅτι μὲ αὐτὲς τίς πράξεις θὰ μπορούσε νὰ ἐπιτευχθῇ ἡ ἀπελευθέρωσις τῆς Μακεδονίας — σ' αὐτοὺς ξεσκεπάζουμε τὸν προδοτικὸν ρόλο τῶν «Αὐτονομιστικῶν ὀργανώσεων». Ξεσκεπάζουμε τὸ μοχθηρὸ ἔργο τὸ ὁποῖο ἐκτελοῦν αὐτοὶ οἱ προδότες πρὸς μεγάλη βλάβη τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ.

Δὲν ἀμφιβάλομε ὅτι, αὐτὲς οἱ ἀποκαλύψεις μας θὰ ἀνοίξουν τὰ μάτια κάθε τιμοῦ μακεδόνα, ὁ ὁποῖος διὰ τῆς ἀγνοίας καὶ τῆς ἀπάτης μπλέχτηκε στὰ δίκτυα τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ τῶν συμπρακτόρων του. Καὶ θὰ ἀγανακτήσῃ, καὶ θὰ παύσῃ νὰ ὑποστηρίξῃ αὐτὴν τὴν ὀργάνωση, γιὰ εἶναι μιὰ ἀντιεπαναστατικὴ ὀργάνωση ἢ ὁποῖα διεξάγει ἐναντίον μακεδόνων προδοτικὰς ἐνέργειες.

Ὁ Μακεδονικὸς λαὸς θὰ ἀπελευθερωθῇ μὲ τὴν διεξαγωγὴ ἐνὸς μαζικοῦ ἀγῶνος μαζὶ μὲ τοὺς ἄλλους κατοπιεζομένους Βαλκανικοὺς λαοὺς γιὰ τὴν ἐγκαθίδρυση τῆς Ὁμοσπονδίας τῶν Βαλκανικῶν Δημοκρατιῶν.  
Ἡ Σύνταξις

## Ἡ ΚΟΛΑΣΗ ΣΤΗ ΜΑΚΕΔΟΝΙΑ ΚΑΤΩ ΑΠΟ ΤΟΝ ΖΥΓΟ ΤΩΝ ΚΑΡΑΓΕΩΡΓΕΒΙΤΣ

Δὲν ζαίρουμε καμμία ἄλλη ἔκφραση, ἢ ὁποῖα θὰ μπορούσε νὰ δώσῃ μιὰ πειὸ σωστὴ ἰδέα πάνω σὲ κείνα ποὺ γίνονται ἀπὸ ἐννέα ἤδη μῆνες στὴν Μακεδονία, κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸ ζυγὸ-ἐκτὸς ἀπ' αὐτὴν ποὺ βάλαμε ὡς τίτλο στὸ ἄρθρο μας: ἡ Κόλασις. Σ' αὐτὴν τὴν δυστυχεῖ χώρα βρίσκεται ὁ πληθυσμὸς κατὰ γράμμα ἐκτὸς νόμου, ἀκόμη δὲ ἐκτὸς τῶν ἀντιδραστικῶν καὶ δρακοντίων νόμων ποὺ ὑπάρχουν στὴν Γιουγосλαβία. Οἱ Μακεδόνες ζοῦνε ἐκεῖ, κάτω ἀπὸ πολλὰ πειὸ ἀπανθρωπώτερες συνθήκες ἀπὸ τοὺς αὐτόχθονες μιανῆς ἀποικίας. Συλλήψεις, λεηλασίες, βασανισμοί, σκοτωμοὶ πάνω «σὲ ἀπόπειρα φυγῆς», «ἐξαφανίσεις χωρὶς ἔχνη», αὐθαίρετες πολιτικὲς δίκες, δρακόντιες καταδίκες — αὐτὰ εἶναι ἐκεῖ τὰ γεγονότα ἀπὸ ἕνα σχεδὸν χρόνον.

Ἡ κυριαρχία ἦταν ἤδη, ἀπὸ τὴν εἰσβολὴ τοῦ σερβικοῦ στρατοῦ καταπιεστικὴ, βαρεῖα, τυραννικὴ. Πολιτικὲς ἐλευθερίες, ἐκπολιτιστικὰ δικαιώματα, ἦταν ἐκεῖ ἀγνωστα πράγματα. Ἡ ἐξουσία τῶν χωροφυλάκων, τῶν ἀστυνόμων, τοῦ στρατοῦ ἐξασκεῖτο ἐκεῖ μὲ μιὰ χρόνια αὐθαρεσία. Ἀπὸ ἐνὸς περίπου ἔτους ὅμως προστέθηκε στὴν ἀρνησὴ κάθε πολιτικοῦ δικαιώματος, στὴν ἐκπολιτιστικὴ σκλαβία, στὴν πολιτικὴ τῆς ἐξέθνικοποίησης, τῆς ἀφομοίωσης, τῆς ἐκμετάλλευσης, τὸν οἰκονομικὸ ζυγὸ καὶ ἡ πολιτικὴ τῆς φυσικῆς ἐξόντωσης τοῦ μακεδονικοῦ πληθυσμοῦ.

Δὲν θὰ ἀπαριθμήσωμε ἐδῶ ξεχωριστὰ ὅλες τίς καταπιεστικὰς πράξεις, τίς ὁποῖες διαπράττουν οἱ σέρβοι ἰμπεριαλιστὲς ἐναντὶ τῶν εἰς αὐτοὺς παραδεδομένων Μακεδόνων. Οἱ στήλες αὐτοῦ τοῦ περιοδικοῦ, καθὼς καὶ οἱ τοῦ «Makedonsko Delo» καὶ τῆς «Agence des Balcanes» εἶναι πάντοτε γεμάτες ἀπὸ λεπτομέρειες πάνω στὰ ἐγκλήματα, ποὺ διαπράττονται ἀπ' αὐτὴν τὴν αἰμόβορη κυριαρχία. Ἐν τούτοις θεωροῦμε ὡς ἀναγκαῖο, νὰ τονίσουμε μερικὰ γεγονότα, τὰ ὁποῖα εἶναι κατάλληλα νὰ δώσουν σὲ κάθε μὴ προληπτικὸ ἄνθρωπο, μιὰ πειὸ καθαρὴ ἰδέα τῆς τωρινῆς καταστάσεως στὴν ὁποῖα βρίσκεται ἡ δυστυχημένη αὐτὴ χώρα.

Ἀπὸ τότες ποὺ ἡ Μακεδονία βρίσκεται κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸ ζυγὸ ἐκυρήχθηκε καταστάσεως πολιορκίας, δολοφονήθηκαν ἐκεῖ κατὰ διαφόρους τρόπους 25 Μακεδόνες, καὶ κάθε καινούργια μέρα μᾶς φέρνει νέες εἰδήσεις γιὰ νέους φόνους. Πρὸ ὀλίγου ἀκόμη δολοφονήθηκαν οἱ: Ἀνδρεϊτσίβ, δικηγόρος ἀπὸ τὸ Τέτοβο, Μιλάν Γκένωφ, φαρμακοποιὸς στὴν Σκόπια, ἕνας ἄλβανὸς Μακεδόνας ἀπὸ τὰ Σκόπια, καὶ ἕνας ἔβραϊὸς Μακεδόνας ἀπ' τὰ Βιτόλλια κτλ. κτλ. Ὅσον ἀφορᾷ τίς συλλήψεις — διενεργοῦνται κατὰ μάζας: σὲ ὅλες τίς φυλακὰς καὶ σὲ ὅλα τὰ ὑπόγεια τῶν ἀστυνομικῶν σταθμῶν ὄλων τῶν πόλεων τῆς Μακεδονίας

κάτω ἀπὸ τὸν σερβικὸ ζυγὸ βρίσκονται μαζεμένοι δεκάδες Μακεδόνες, ἀπὸ καθὲ χωριὸ τῆς περιφερείας Βρεγαλιτίσας καὶ Σκόπιας. Οἱ εἰδήσεις ποὺ πείραμε τελευταία περιγράφουν τὴν κατάστασι μὲ τὰ πειὸ μαῦρα χρώματα. Εἶναι μιὰ κατάστασι, ὅπως καὶ στὴν Βουλγαρία κατὰ τὰ γεγονότα τοῦ Σεπτεμβρίου 1923 καὶ μετὰ τὸ πραξικόπημα στὴν Μητρόπολη. Ἐστὶ κατακυριεύσει ὅλο τὸν μακεδονικὸ πληθυσμὸ ἕνα θανάσιμο αἰσθημα τρόμου. Κάθε λίγο ζυπνημένος Μακεδόνας πρέπει νὰ περιμένει κάθε στιγμὴ, γιὰ νὰ ἔλθῃ ἢ σειρὰ του νὰ δολοφονηθῇ. Μερικοὶ ἀπὸ τοὺς καταπιεζομένους κατόρθωσαν νὰ κρυφτοῦν, ἄλλοι ἄφηκαν τὴν ἴδια τους χώρα γιὰ νὰ καταφύγουν στὰ ξένα, ἐφ' ὅσον τοὺς ἀπειλοῦσε ὁ βέβαιος θάνατος. Καὶ ὅλοι οἱ δολοφονηθέντες Μακεδόνες, ὅλοι ἐκεῖνοι, οἱ ὁποῖοι καταζητοῦνται, γιὰ νὰ μπορούσαν νὰ τοὺς σκοτώσουν, ὅλοι ἐκεῖνοι ποὺ σαπίζουν στὶς φυλακὰς γιὰ νὰ σκοτωθοῦν καὶ αὐτοὶ, εἶναι χωριάτες, ἐπαγγελματίες καὶ διανοούμενοι, οἱ ὁποῖοι δὲν ἔχουν τίποτε τὸ κοινὸ μὲ τὰ πραξικόπηματα ποὺ διαπράττονται ἀπὸ τοὺς περὶ τὸν Πρωτογέρωφ. Καὶ παρ' ὅλα ταῦτα ὀργανώθηκε αὐτὸ τὸ ἀνθρωποκυνήγη ἐπὶ τῆς βάσεως αὐτῆς τῆς κατηγορίας.

Γιὰ νὰ σχηματίσουμε, τὴν εἰκόνα πειὸ ἀκριβῆ, ὑπενθυμίζουμε ἐδῶ στὴν ἐκκλήση τῶν Μακεδόνων ποὺ ἀπευθύνονταν πρὸς τίς συντάξεις ἐνὸς μεγάλου ἀριθμοῦ σερβικῶν καὶ κροατικῶν ἐφημερίδων, πρὸς προεξέχοντας βουλευτὰς τῆς Σκουπτινίνας καὶ ἐν γένει πρὸς τίς πολιτικὲς προσωπικότητες τῆς Γιουγосλαβίας, καὶ ἢ ὁποῖα δημοσιεύτηκε στὴν «Borba» τοῦ Ζαγρέβ, στὴν «Makedonsko Delo» καὶ στὴν «Βαλκανικὴ Όμοσπονδία». Ἡ περιγραφή τῆς καταστάσεως εἶναι συγκινητικὴ. Ὅλα τὰ χωριά, τῶν περιφερειῶν τοῦ Κουμανόβο καὶ τοῦ Στίβ ὡς τὴν Γεβγελή, κυνηγοῦνται ἀπὸ τὴν φρίκη μὲ τίς τρομοκρατικὰς πράξεις τῶν ἀστυνόμων καὶ τῶν χωροφυλάκων. Ἀπὸ κάθε μέρος διαλέγον οἱ σέρβοι χωροφύλακες καὶ ἀστυνόμοι 50—100 χωριάτες, ἐργάτες ἢ ἐπαγγελματίες καὶ τοὺς καταθέτουν στὰ τμήματα ποὺ κυνηγοῦν τοὺς κομιτατσίδες. Αὐτοὶ οἱ Μακεδόνες εἶναι ὑποχρεωμένοι, χωρὶς ὄπλα, ἐφοδιασμένοι μόνον μὲ ράβδους, χωρὶς τροφίμα καὶ ἐνδυμασία νὰ φυλάγουν τὸν σιδηρόδρομον καὶ τὰ χωριά. Σὲ περίπτωσι μιανῆς ἐπίθεσης, εἶναι ὑποχρεωμένοι νὰ βαδίζουν ἐπὶ κεφαλῆς τῶν κυνηγετικῶν ἀποσπασμάτων, γιὰ νὰ σχηματίσουν μὲ τὸ σῶμα τους πρόχωρα καὶ προστασία γιὰ τοὺς σέρβους στρατιῶτες καὶ χωροφύλακες. Αὐτοὶ οἱ ἄοπλοι, ἀπὸ τὸ κρῦο τρέμοντες καὶ πεινασμένοι ἄνθρωποι ὀνομάζονται «ἐθνοφύλακες (Milice)». Πενήντα ἀπ' αὐτοὺς τοὺς δυστυχεῖς, ἀπ' αὐτοὺς τοὺς «ἐθνοφύλακες», πέθαναν ἀπὸ τὸ κρῦο καὶ τὴν ἐξάντλησιν.

وارخوست تشكيلاتك طرفدارلى اولان و ماکدونیاك حریت و استقلالی بولغار حکومتدن بکله یان بر چوق ماکدونیا لیلر یله وارخوست تشکیلاتدن آرلدیلر. سلاتیک ولایتده قلیش قصبه سنده کی تورکلرله ماکدونیا لیلر میانه لرنده مناسبات اجتماعیه غایت صمیمی اولدیغی حالده چته لک بو ساکن تورکلردن بر قاچ بیک کشی یی. امثالی اولمیان بر وحشته قتل و اتلاف ایلرلی تشکیلات مذکورنک اعتبارینی بسبتون احما ایلدی. (مابعدی وار)

بو مسئولیت ماکدونیاك تقسیمندن و ماکدونیا ملتک مادی و مدنی و سیاسی منفعتلردن محرومیتندن دکل ماکدونیا ملتک اختلالی قوت و اعتقادنک ییقله سندن مسئولدرلر. بولرک تشویقی اوزرینه محاربه لر اثناسنده ماکدونیا یی استیلا ایدن چته لر ساکن تورک اها لیسى اوزرینه ایستید یلامش ظلم ایتقاع ایدهرک ماکدونیا لى اسمنی لکله دیلر. بو چته لک تورک اها لیسى اوزرینه ایتقاع ایلرکری ظم و وحشتلردن بتون ناموسلی ماکدونیا لیلر نفرت ایتدیلر. او وحشتلرک ماهیتی بر درجه یه وارمشدی که

"Όλο αυτό το μέρος της Μακεδονίας μετεβλήθη σε ένα στρατόπεδο. Όλα τα μέρη περικυκλώθηκαν επί εβδομάδες. Σε πολλά χωριά δεν επιτρέπονταν στους χωριάτες να θγάουν τα ζώα τους στα λειβάδια. Το πτώμα μιανής γυναίκας δεν μπορούσαν να το θάψουν επί ένα ολόκληρο μήνα. Στην περιφέρεια του Στίπ εγκατελείφθησαν ολόκληρα χωριά από τους κατοίκους τους, η πόλις Κουμάνοβο είναι παραγεμισμένη με χωριάτες, οι οποίοι κατέφυγαν από τα χωριά τους.

Η Διοίκηση βρίσκεται στα χέρια του στρατού, οι οποίοι διακρίνονται ιδίως για την σκληρότητα και την αίμορροία τους. Ο πληθυσμός, έφτασε στο κατακόρυφο της άπελπισία τους: «... δεν ρωτάμε για τους ενόχους, δεν θέλουμε ούτε καν να καταγγήλουμε» λέγουν μέσα στην έκκληση τους «έκείνο το οποίο ζητάμε είναι να μας εξασφαλίσουν την ζωή, να μη ριχτούμε αύριο κατά την διάθεση ενός άστυνόμου στην φυλακή, ή ύστερα από τόσα δεινά στον τάφο».

Οι υπογράφοντες την έκκληση δηλώνουν τέλος, ότι εκείνο το οποίο παρουσιάζουν επί δοκουμέντων, είναι εκείνο το οποίο θα μπορούσε να πιστοποιήσει μια άμερόλιπη έρευνα.

Βεβαίως είναι χωρίς άμφιβολία, ότι μια έρευνα, ή οποία θα διεξαχθή όχι από τους σέρβους σωβινιστές και τα στρατιωτικά όργανα, και χωρίς την συμμετοχή της σερβικής διοίκησης, θα πιστοποιήσει, ότι ο πληθυσμός στην Μακεδονία κάτω από τον ζυγό των Καραγεώργεβιτς και της «λευκής χειρός», έχει ληστευθή όχι μόνο από όλα τα πολιτικά και μορφωτικά δικαιώματα, αλλά και από το δικαίωμα του ζήν.

Ποιός όμως θα κάμη αυτήν την έρευνα? Ποιός θα λάβη την πρωτοβουλία γι' αυτό? Η Κοινωνία των Έθνών, στην οποία κάνει έκκληση για μια τέτοια έρευνα και το Συνέδριο των Μακεδονικών Συλλόγων Αδελφότητας στην Βουλγαρία? Μεγάλη πλάνη! Η από την Αγγλία και την Γαλλία διοικουμένη Κ. Τ. Ε. δεν θα έπιχειρήση τίποτε, πού θα μπορούσε να εκθέση ένα από τα μέλη της, και σ'αυτήν την περίπτωση ακριβώς όχι έναντιόν της με την Γαλλία συμμαχούσης και από την Αγγλία υποστηριζομένης γιουγοςλαβικής κυβέρνησης. Η Κ. Τ. Ε. δεν θα έπιχειρήση τίποτε το οποίο θα ήτο σε θέση να ξεσκεπάση την Ιταλική κυβέρνηση και την βουλγαρική στρατιωτική συμμαχία, οι οποίου όπλιζούν τα χέρια των συνεργατών του Πρωτογέρωφ και του Μιχαήλωφ, και των οποίων οι τρομοκρατικές ενέργειες διευκολύνουν για την σερβική κυβέρνηση, την πραγματοποίηση του σταθερού σκοπού της, να έξοντώση τον μακεδονικό πληθυσμό ο οποίος δεν σερβικοποιήται.

Και οι κυβερνήσεις των Μεγάλων δυνάμεων, στις οποίες έκαμε έκκληση; το άναφερθεν Συνέδριο των Μακεδονικών συλλόγων αδελφότητας, για να έπέρβουν και να βοηθήσουν την Μακεδονία στην αυτοδιοίκηση της? Τι άφέλεια! Αυτές οι ίδιες δυνάμεις, οι οποίες έσφυρηλάτησαν της ειρωνικές Συνθήκες ειρήνης λεγόμενες συμφωνίες, δεν θα έπιχειρήσουν όχι μόνο τίποτα, άλλ' όλως δι' όλου τίποτα πού δεν θα μπορούσε να άνταποκριθή κάπως σ' αυτές της Συνθήκες, αλλά

ούτε καν θα έπέρβουν, για να δώσουν ένα τέλος στην τρομοκρατία ή οποία όργιάζει στην Μακεδονία όσο πάγει με μεγαλύτερη άγρίοτητα. Άπ' έναντίας είναι ακριβώς έτοιμες, να υποβοηθήσουν την σερβική κυβέρνηση στο κλείσιμο μιανής συνθήκης, ή οποία θα χρησιμεύση, για να στερεώση την βάρβαρη έξουσία της στην Μακεδονία πού άρπαξε.

Αυτή όμως ή κατάσταση δεν μπορεί να βαστάξη έτσι περισσότερο. Ένας ολόκληρος λαός δεν θα άφήση να έξοντωθή.

Κάνουμε λοιπόν έκκληση στις εργαζόμενες μάξες και στην κοινή γνώμη του κόσμου όλου, και την παρακαλούμε, να ύψωση την φωνή της διαμαρτυρίας της, για να δωθή ένα τέλος στις βιαιότητες των σέρβων ιμπεριαλιστών, σωβινιστών και μιλιταριστών, οι οποίοι σκοπεύουν να έξοντώσουν τον μακεδονικό λαό ο οποίος βρίσκεται κάτω άπ' τα νύχια τους. Άπευθυνόμαστε στις Έπιτροπές έναντιόν της Λευκής τρομοκρατίας στα Βαλκάνια, οι οποίες σχηματίσθηκαν στην κεντρική και δυτική Εύρώπη, και τις παρακαλούμε, να έπιχειρήσουν μια ένεργητική έκστρατεία, έναντιόν της; στρατιωτικής κατοχής και της έξοντωτικής πολιτικής της σερβικής κυβέρνησης στην Μακεδονία. Είμαστε σίγουροι, ότι ή έκκληση μας θα είσασκουσθή και ότι σ' αυτήν την καμπάνια ή έπιτροπή των Παρισίων θα λάβη την πρωτοβουλία, ή οποία, με την άκούραστη της δράση, σε πολλά μέρη στα Βαλκάνια κατόρθωσε να άποσπάση τα θύματα από τα νύχια των δημίαν και των βασιανιστών των.

Η δράση, για να δωθή ένα τέλος στην έξοντωτική πολιτική της σερβικής κυβέρνησης στην Μακεδονία, πρέπει να είναι συνδεδεμένη με την δράση για την άπελευθέρωση του μακεδονικού και των Βαλκανικών λαών, και με εκείνην για την εγκαίδρυση μιας Βαλκανικής Όμοσπονδίας. Γιατι όσο θα ύπάρχουν στα Βαλκάνια οι τωρινές φατσιαστικές και ιμπεριαλιστικές κυβερνήσεις, έφ' όσον οι Βαλκανικοί λαοί θα μένουν ληστευμένοι από τα πολιτικά και μορφωτικά τους δικαιώματα, του δικαιώματος της αυτοδιάθεσης τους, έφ' όσον ή πετσοκομένη και κατακομματιασμένη Μακεδονία θα στενάζει κάτω από την άγρια τρομοκρατία των μιλιταριστών και των ιμπεριαλιστών — θα ύπάρχουν συνεχώς και οι έξαιρετικές περιστάσεις. Έκεινο το οποίο συμβαίνει σήμερα στην υπό τον σερβικό ζυγό Μακεδονία, συνέβη και στα μέρη εκείνα πού υποφέρουν κάτω από τον σερβικό και βουλγαρικό ζυγό: το έχομε ήδη άκούση.

Οι αίτιες αυτών των γεγονότων πρέπει να παραμεριστούν. Βρίσκονται μέσα σ' αυτό το γεγονός, ότι ή Μακεδονία είναι υποδουλομένη, σκλαβομένη. Η άλυσίδες πού έπεβλήθησαν με τις «Συνθήκες—ειρήνης» πρέπει να σπάσουν, και ο μακεδονικός λαός πρέπει να έχει την δυνατότητα, να διοικηθή μόνος του.

Αυτό μπορεί να κατορθωθή μόνο με τον σχηματισμό μιας Δημοκρατικής Όμοσπονδίας των έλευθέρων Βαλκανικών λαών, στην οποία ή Μακεδονία θα είναι ένα ισόνομο μέλος.

Δ. Βλάχωφ

تشیکیاتك ماضیده کی فعالیت و اجرائی دوچار تنقید اولدی. تشکیلاتك ارکانی آره سنده بری بولغار یعنی محافظه کار؛ دیگری ایسه ماکدونیا لی ده موقراط اولمق اوزره ایکی جریان سرزده ظهور اولدی. محافظه کار جریانك منلری ماکدونیاك غربی و شمال غربی منطقه لریك رؤساستدن ایدی. بونلر خلق كتله لریك قدرت اختلالیه سندن اشتباهه دوشدیلر. آرتق کندیله یجه ماکدونیاك استخلاصی آنجق اروپا مداخلات دیپلوماتیکه سی و بولغار سلاحی ایله تأمین ایدیله جکته ایمان ایلمکه باشلادیلر. خرسیتیان اروپا دول معظمه سی ماکدونیا خلقنك اضطراباتدن متأثر اوله جغی اعتقادله ۱۹۰۲ سنه سی عصیانی بتون تشکیلاته قبول ایتدیمرکه موفق اولدیلر. عصیانك عقبنده مشهور اوله جق لجاعت اروپا نك تورکیه یه مداخله سنی باعث اولوب درحال مختاریتک بخش و اعلان اوله جغه قناعت بسله دیلر. ایلین دن عصیاندن صکره تشکیلاتك ایش باشنده بولغانلر معالتاسف عزیز ذهنیتی بسله یان اشخاص ایدی. عصیانك نتیجه سز قالدیغی کورنجه بونلوك خلقك قدرت اختلالیه سندن شمه لری آرتغه باشلادی و آرتق اولر تشکیلاتك سیاستی بولغار حکومتی سیاستی ایله بر لکده ویکدیگه موازی اوله رق آچقندن آچیغه سوق و اداره یه باشلادیلر. بوندن اولری تشکیلاتی بنمسه مک ایستیان بولغار سلطنتك آژانلرینه قارشو سلانك ولایتی منطقه سی تشکیلات ارکانی غالبانه مجادله ایده یلشردی. لکن عصیاندن صکره و ضعیف تدل ایتدی. عصیان اثناسنده خلق یوک فداکارلقلر کوسترمکه برابر لجاعت و مطالبه معروض قالدقندن بغایت یورغون بر حاله بولینورلردی. عصیاندن اول ویرخویست قومیته سنه قارشو مجادله ایدن رؤسا بعدالعصیان ویرخویست پرنسیپلری قبول ایتمکه باشلادی. ویرخویست پرنسیپلری عمومته تشکیلات طرفندن قبول ایدلش اولمسه منی صوفیه ده کی ویرخوت تشکیلاتی الفا ایدیله رک بولغار حکومتك اراده ایدیلکی تعلیمات اوزرینه ماکدونیا ده کی چته لری بولغارستانی تورکیه یه قارشو حربه مجبور ایده جک بر شکلده سوق و بویوله صحته فعالیتیه وضع ایلمسی ایله ماکدونیاك بالنتجه بولغارستانه الحاقی ظن و قناعتی تولید ایلدی. ویرخویست رؤساستدن اولمق اوزره اشتهار ایتمش اولان غاروانوف، صرافرف و ماطرفک نفوذلی یالکز مناستر و قسما ده اسکوب ولایتته سرایت ایده یلشدی. ماکدونیا بش منطقه اختلالیه یه انقسام ایتمش اولوب بونلردن اوچ منطقه یعنی سیروز، اوستروجه و سلانك منطقه لری ماکدونیاك مستقل تأمین اداره سی زعمیه حرکت اختلالیه لریه دوام ایدوب آنلر ویرخویستلره قارشو مخالف موقعه ایدیلر. بو صورته ماکدونیا اختلال تشکیلاتی ایکی یه آیریله رق افتراق واقع اولدی. اشبو ایکی غروب ماکدونیا اختلال تشکیلاتی نام و حسیله اجرای فعالیت ایتمکه یکدیگری قتل و اتلافه قائلشیدیلر. بو مجادلات تورکیه نك دوره مشروطیتی اثناسنده یعنی ۱۹۰۸ الی ۱۹۱۲ سنه سنه قدر دوام ایتدی.

#### تورکیه نك مشروطیت دورنده ماکدونیا تشکیلاتی

ماکدونیا تشکیلاتنك صول جناحی یعنی ماکدونیا نك مختاریتی تأمین بولنده چالیشان ارباب اختلال تورکیه ده اداره مشروطیتك دوام و تقریه سنه ساعی اولدیلر. بونلر خلقك ده موقراتنك شکلده واسع حریت تأمیننه قابل اولدیغی درجه ده طرفدار ایدیلر. بو ارباب اختلال بر طرفدن ژون تورکرک شووه نیزی و تورک حکومتلریك مرتجع سیاستلیله دیگر طرفدن بولغار حکومت و سرانك سیاست جانانه سنه قارشو مجادله ده بولنورلردی.

تشیکیلاتك صاخ جناحی ایسه مشروع و غیر مشروع صورته تورکیه مشروطیت اداره سنی اعتباردن دوشورمکی تعقیب ایدیوردی. ژون تورک حکومتلریك شوونیزم و مرتجع سیاسته رغماً تورکیه دن ۱۹۰۸ الی ۱۹۱۲ سنه سنه قدر مجادله مشروعه یه مساعد شرائط موجود ایدی. واقعا ژون تورکرک ملی اقلیتله قارشو تطبیق ایلدیکی تدهیش و شووه سیاستلیله بو مجادله مشروعه یی اشکال ایدیوردی. فقط تورکیه ده یشایان و اقلیتلر مسئله سنك حسن علی ضمننده یقیندن علاقه دار اولان عناصر

مختلفه نك سعی و غیرتی سایه سنده و اروپا ایمپریالیستلریك عکس العملینه رغماً تورکیه بهمه حال بر ده موقراتنك بولنه توجیه حرکت ایلش ایدی. بولغار حکومتك سوق و معاوتیه تشکیلاتك صاخ جناحی بر طرفدن بالاده ذکر اولدیغی اوزره تورکیه مشروطیت اداره سنی اسقاط ایتمکه و دیگر طرفندن ده چار فردیناند حکومتی دیگر بالقان حکومتلیله بر اتفاق عقبنده اولانجه قوتلیله چالشدی. وجوده کیتیرلان بو بالقان اتفاقنك غایه سی تورکیه یه قارشو اعلان حرب ایتمکن عبارت ایدی.

صاخ جناحك بولغار حکومت و سرانك بر آلت متحرکه سی اولدیغی ایشتیب، قوچانه، پرله، اوخری، قرچوه، قروشوه، طویران، سلانك رادویوچ و ماکدونیاك دیگر محللرنده ۱۹۱۰ الی ۱۹۱۲ سنه سی آراسنده ویرخویستلر طرفدن ایقاع ایدیلان متنوع سوی قصدلره ثابتدر. ویرخویستلرک مقصدی بالاده مذکور سوی قصدلر اوزرینه تورکیه حکومتی طرفدن اجرا قله جق تمقیات و تصفیقات نتیجه سنده کندی ملتدانشی مدافعه ایلمک زعمیه تورکیه یه قارشو اوتدنبیری اعلاقی قرارلشدردیغی حریده کرک بولغار افکار عمومیه سی و کرک اروپا نژونده کندیسی حقلی کوسترمک ایدی. بولغار حکومتك بو حریده فتح و استیلا مقصدینی تعقیب ایلدیکنک دیگر بر دلیل ده بو حربك تورکیه ده عناصر مختلفه دن اولان اقلیتلره ده موقراتنك بر اداره ایله غایت مساعد صورته تأمین حضور و راحت نچتشنه طرفدار اولان ائتلاف حکومتك موقع اقتداره کلدیکی بر زمانه اعلان در.

بولغار ایمپریالیستلریك ماکدونیاك بولغارستانه الحاقی غایه سنی تعقیب ایلدیگری اثبات ایچون بالاده ذکر اولان وقایعی اراده ایلمک کافیدر. صاخ جناحك بو خصوصه اوتداندینی آیلحقجه رول و ماکدونیا حرکت اختلالیه سنك اوغرادینی فلاکت عظیمه مسئولیتنك کنولرینه عائد اولدیغی ده باشلیجه دیگر بر دلیل بارزدر.

۱۹۱۲ — ۱۹۱۸ سنه لری طرفنده ماکدونیا نك وضعیتی

۱۹۱۲ سنه سنده بالقان حربی اعلان ایلدی. و ۱۹۱۲ سنه سنه ده بالقان متفکری آره سنده کی حرب ظهور ایلدی. بو ایکی محاربه نك نتیجه لری هرکسجه معلومدر. تورکیه مغلوب اولدی و ماکدونیا (منجیلر) آره سنده تقسیم اولدی. بو ایکی حرب اثناسنده ماکدونیا خلقنك ویردیکی قوربانلر پک بیوکدی معالاسف بوکا رغماً سیاسی حریت واستقلاله نائلت شوبله طورسون او زمانه قدر استفاده ایتدیکی سیاسی حریتندن محروم قالدی. تورک اداره سی آلتنده ماکدونیا اهالیسه بخش ایدیلان مذهب سربستی یله احما ایدلدی. ماکدونیا نك بو عاقبتی بالقان خاندان و حکومتلریك اوکا قارشو تعقیب ایلدیگری فتح سیاستنك نتیجه لریدر. بر بالخاصه بولغار رجالنك بو خصوصه کی مسئولیتی میدانه چیتارمغه چالیشه جغز. چونکه صرب و یونان ایمپریالیستلریك ماکدونیا یه دشمن اولدقلمی یله یه یه بر تک ماکدونیا لی یوقدر. ماکدونیا دن قابل اولدیغی قدر بیوک بر قسم الحاق ایدوب اوراده عادتاً بر مستملکه سیاستی اجرا ایتمک مقصدیه بالقان حکومتلریك چالیشدقلمی بوکون ماکدونیا لیلر ایچون آشکار اولدی. فقط بعض ماکدونیا لیلر واردرکه الان بولغار حکومت و سرانك ماکدونیا ملتنك استخلاصنه طرفدار اولدیغی ظن ایتمکده درلر. بو افکار آنجق داخلی ماکدونیا اختلال تشکیلاتی صاخ جناحك بولغار شوونیزترینه سنه لرحه خاتئانه خدمت ایلدیکی اجلدن در. چونکه هرکس ییلبلدرکه وقتنده ماکدونیا تشکیلاتنك صاخ جناحی بولغار حکومته صوک درجه شایان اهمیت بر خدمت و مظاهرته بولشماش اولسه ییدی بولغار حکومتی تورکیه یه قارشو حرب اعلان ایده مزدی.

بالقان حربی اعلان ایتمکه بولغار حکومتی کرک بولغار و کرک ماکدونیا ملتینه قارشو بر جنایت ایغا ایلدیلر. فقط بولغار سرای و حکومتك و بولغار وارخویستلریك ماکدونیا ملتته قارشو مسئولیتلری بونکه بتمز.

# بalkan فدراسیونی

هراون سر کوده انتشار ایدر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالموم balkan اسمانلرینده بارلمقده دوز

ماکدونیا خلقنک استحصال حریت مجادلاتی

## اصلاحات

عصیانک اطفاسی امرنده تورک حکومتی طرفندن اهالی معصومه حقنده روا کوریلان مظالم و تضییقات اورویا افطار عمومیه مترقیه سنی تهییج ایدرهک غلیانه کلسنه سبب اولمشدی. اورویا رادیکال و سوسیالیست مطبوعاتی اختلاللرلرک طرفنه توجه ایلهرک ماکدونیا خلقنک معروض قالدیغی اقبال تحمل و ضعیته مصرانه نهایت ویرلمسنی ایستورلردی. ماکدونیا نکل شو حال الیمته قارشو سلطان اداره مستبد سندن ناشی افکار، فرانسه، ایتالیا و بلغارستانده بالجمله مطبوعات بر خیل مقالات نشر ایله کلری کبی مجلس مبعوثانلرینده بو بابده متعدد استیضاح تقریرلری و هر طرفدن متیغ پروتستلری یاغدیلمقده ایدی. اورویا دیپلوماتلری قیلمدانه رق ماکدونیا ایشلرینه مداخله به مجبور قالدیلر. موشرغ نامیله تنظیم ایله کلری اصلاحات لایحه سی ایله ماکدونیا ده اداری، ملکی، عسکری قوتتولی وضع ایتدیلر. ماکدونیا ولایاتی مقش عمومیس اولان حسین حلی یاشایه معاونت ایتمک اوزره ایکی سویل آزانی تعیین ایله یلر. بوندن باشقه ماکدونیا ولایتلری ژاندارمه قوتلری باشنه بر ایتالیان جترالی تعیین ایتدیلر. ماکدونیا بو اعتبار ایله بش منطقه یه تقسیم ایله رهک هر منطقه دول معظمه طرفندن تعیین ایدیلان ضابطان اجنبه معرفته اداره اولنمغه باشلادی. یالکر آلمانیا سلطان عبدالحمید دورنده تورکیه نکل میج اولمق اعتباریه اشبو اصلاحات معاملاتنه اشتراک ایتمک ایسته مدیکندن کندی ضابطانی کوندرددی. حالبوکه اصلاحات خلقنک و ضعیتی قطعاً دکشدیرمدی.

چونکه کک سویل آژانلر وکوک بو اجنی ضابطان ماکدونیا خلقنک تأمین حضوریه علاقه دار اولمادیلر. اولر کندی منسوب بولندقلری حکومتلرینک امپریالیست سیاستلرینک سوق ایچون کلشوردی. اولرک منافعی تورکیه نکل منافعنک عینی ایدی.

قورناز حلی یاشا؛ تورک حکومتی ماکدونیا خلقنه قارشو پدرانیه حساب علاقه سی ایله محسوس و مربوط بولدیغی و ماکدونیا امنیت و اسایشنک اختلاله یکانه سبب ماکدونیا اختلال تشکیلاتی اولدیغی قولایجه کندیلرینه اقعانه موفق اولدی.

ماکدونیا اصلاحاتنه مأمور ایدیلان دول معظمه مأمورلری ایله بالتخصیص چارلق روسیه سی مأموری ماکدونیا اختلال تشکیلاتنک مخالفی ایتدیلر. اولرده ماکدونیا اختلاللرینه قارشو قویان تورکیه حکومتنه معاونت ایدرلردی.

بو اصلاحات دوره سی اثناسنده ماکدونیا ایشلری صلاح بوله جن یرده بالعکس اسکسنه نسبته دهها فجیع بر حاله کیردی. دنیه بیلیرکه تورکیه حکومتی اشبو اصلاحات و سیله سیله دول معظمه نکل مظهر تقدیری اولدیغنه حکم استحصال ایتدی.

ایلدنن عصیاندن صکره ماکدونیا اختلال تشکیلاتنک وضعیتی

اصلاحات دوره سی اثناسنده ماکدونیا اختلال تشکیلاتی مجادله سنه دوام ایتدی. و فعالیتیه ده تورک اداره سنی ماکدونیا ده اعتباردن اسقاطه مصر ایلدی. اونک چته لری؛ شمدوفر خط و کوپرلری ایله اشخاصه قارشو سوی قصد فعالیتلری تزیید ایتدیلر. بونمکه برابر بعض سر آمدان طرفندن

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE  
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

## SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour  
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 1821—1832)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique:

Tigrane Zaven — M. Natrowski

P. Louis: Les Etats Balkaniques et les grandes puissances

D. Vlakhoff: L'asservissement de la Bulgarie

Protopoureff ordonne toujours des meurtres pour le compte de la Ligue Militaire Bulgare

Todor H. Pavloff: Lettre ouverte adressée au Comité Central de l'ORIM, avec copies à la presse en Bulgarie et à l'étranger

Costa Novakovitch: La question macédonienne! — VI

I. Mateescu: La „solution“ de la question des optants

M. Sevastos: Romulus Voinesco

D. Vlakhoff: Amnistie entière et sans conditions en Bulgarie!

La situation politique en Bulgarie

Procès politiques contre des Macédoniens

Texte allemand (pages 1832—1837)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation: M. Natrowski

P. Karsky: Die Lage in Bulgarien

Jastrebac: Die Abrüstungsfrage

M. Stefanowitsch: Die Wirtschaftslage in Jugoslawien: Das Wirtschaften des Regimes—II

D. Jovanovitsch: Hunger... Hunger...

Texte bulgare (pages 1837—1841)

D. Влахов: Заробането на Бжлгария

Протогеровци устройват убийства по заповед на бжлгарската Военна лига

T. Павлов: Открито писмо до В.М.Р.О., копия пресата в Бжлгария и чужбина

П. Давила: Италианската политика и Балканите

Texte serbe (pages 1841—1842)

D. Јовановић: Политички значај комунистичких процеса у Београду

Texte croate (pages 1842—1844)

Naša anketa o Balkanskoj Federaciji:

Lu Märten

Dr. C. Antonetic: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji — Konac

Jastrebac: Pitanje razoruzanja

Texte roumain (page 1844—1846)

I. Mateescu: „Solutia“ chestiunii optantilor

Delabtaj: Sărbătorirea răpirei Basarabiei

Texte albanais (pages 1846—1847)

B. Pejani: Muzikantët në Shqipëri

P. Louis: Aq Shtete Balkanik, aq kriza të mbrendëshme

Texte grec (pages 1847—1850)

Καινούργιες προδοσίες του Πρωτογέρωφ

Δ. Βλάχωφ: 'Η Κολαση στη Μακεδονία κάτω από τον ζυγό των Καραγέωργεβις

Texte turc (pages 1850—1752)

دیتمری ولاخوف: ماکدونیا خلقنک استحصال حریت مجادلاتی — ۲